



LES PROGRES DE L'EDUCATION AUX ETATS-UNIS D'AMERIQUE 1980-81 ET 1982-83

Rapport à la trente-neuvième Conférence internationale  
sur l'éducation tenue sous l'égide de l'Organisation des  
Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,  
Bureau international de l'éducation

Département de l'éducation des Etats-Unis  
T.H. Bell, Secrétaire à l'éducation  
A. Wayne Roberts, Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux  
affaires intergouvernementales et interorganismes

---



## AVANT-PROPOS

Les Etats-Unis connaissent actuellement la plus vaste réforme de l'enseignement de ces dernières années. Le rapport intitulé "Une nation en péril" (A Nation At Risk), rédigé par la Commission nationale sur la qualité de l'enseignement, et d'autres rapports sur la situation de l'enseignement aux Etats-Unis ont permis de formuler des recommandations qui ont activé le mouvement de réforme. Le président Reagan et le Secrétaire à l'éducation Terrell H. Bell ont été les fers de lance de cet effort général en matière d'enseignement.

Le présent rapport, qui couvre les années scolaires 1980-81 et 1982-83, est le dernier en date d'une série de rapports rédigés à l'intention des conférences internationales sur l'éducation qui se sont tenues à Genève (Suisse) depuis 1934 sous les auspices du Bureau international de l'éducation. Les données qui y figurent vont jusqu'en mars 1984.

La première partie, précédée d'un bref résumé des priorités actuelles de l'enseignement, décrit le système de base de l'enseignement aux Etats-Unis -- l'administration, la structure et le financement.

La deuxième partie porte sur l'évolution de l'enseignement au cours des trois dernières années et explique en détail la vaste réforme qui s'opère en ce moment aux Etats-Unis. Le premier chapitre fait la synthèse des principales lois qui ont été votées dans le domaine de l'enseignement au cours de cette période. Le deuxième chapitre expose quelques-uns des grands problèmes de l'actuelle réforme de l'enseignement, en mentionnant bon nombre des idées débattues et des suggestions formulées dans les principales études sur l'enseignement aux Etats-Unis qui ont été réalisées pendant cette période. Suit un rapport sur les progrès réellement accomplis, tels que les montrent, primo, les statistiques et, secundo, la description de certaines initiatives prises pour améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux par les autorités, les enseignants et les collectivités. Cette partie aborde aussi l'évolution de l'emploi et de l'enseignement de la technologie et des sciences dans les écoles ainsi que l'enseignement dispensé à des groupes particuliers aux Etats-Unis, comme les handicapés et les élèves défavorisés. Elle se termine par un aperçu de ce qui doit être fait et de ce qui est projeté sur le plan de la recherche pédagogique.



La troisième partie contient les références de quelques-unes des études sur l'enseignement aux Etats-Unis et sur divers aspects de cet enseignement. Elle est suivie de quatre figures et de dix-sept tableaux qui illustrent les statistiques fournies ailleurs dans le rapport. Pour faciliter la tâche du lecteur qui désirerait trouver les divers chapitres traitant d'un thème particulier, on trouvera dans les dernières pages du rapport une synthèse du contenu des chapitres.

Le rapport complet existe en anglais et en français, et une version abrégée est disponible en arabe, en chinois, en japonais, en espagnol et en russe. Ces versions abrégées et le rapport en français sont non seulement destinés aux différents pays représentés à la Conférence internationale de Genève, mais aussi aux milliers de visiteurs étrangers qui désirent obtenir des informations auprès du Département de l'éducation des Etats-Unis et aux enseignants et responsables politiques de nombreux autres pays qui ne parlent pas l'anglais.

A. Wayne Roberts  
Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires  
intergouvernementales et interorganismes

1er juin 1984

Avant-propos

PREMIERE PARTIE: ORGANISATION ET STRUCTURE DU SYSTEME EDUCATIONNEL

1. Principes, objectifs et priorités
2. Le système d'administration
3. Organisation et structure
4. Financement

DEUXIEME PARTIE: L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT

1. Nouvelle législation fédérale en matière d'enseignement
2. Politiques et débats: nouvelles orientations
3. Tendances actuelles
4. Recherche pédagogique

TROISIEME PARTIE: QUELQUES REFERENCES

1. Quelques études récentes sur l'enseignement aux Etats-Unis
2. Quelques analyses d'études récentes sur l'enseignement aux Etats-Unis
3. Autres études, par type d'enseignement

FIGURES

1. Structure de l'enseignement aux Etats-Unis
2. Niveau d'instruction atteint par les personnes de 25 ans et plus aux Etats-Unis, 1910 à 1982
2. Niveau d'éducation atteint par les personnes de 25 à 34 ans par âge, race et origine hispanique, Etats-Unis, mars 1982
3. Inscriptions dans les institutions d'enseignement supérieur, par sexe et par âge, Etats-Unis, automne 1972 et 1981

## TABLEAUX

1. Dépenses totales pour l'enseignement par rapport au produit national brut, Etats-Unis, 1929-1930 à 1982-1983.
2. Dépenses des pouvoirs publics pour l'enseignement dans son ensemble, Etats-Unis, 1973-1974 à 1981-1982.
3. Fonds reçus par les écoles publiques primaires et secondaires en provenance de sources fédérales, étatiques et locales, Etats-Unis, 1919-1920 à 1980-1981.
4. Dépenses totales et par élève des écoles primaires et secondaires publiques, Etats-Unis, 1919-1920 à 1981-1982.
5. Rentrées courantes des institutions d'enseignement supérieur, par type d'administration et par source.
6. Niveau d'instruction des personnes de 25 ans et plus et de 25 à 29 ans, par race, Etats-Unis, 1910 à 1982.
7. Diplômes non honorifiques délivrés par les institutions d'enseignement supérieur, par niveau d'études, Etats-Unis, 1869-1870 à 1981-1982.
8. Nombres d'enseignants dans les écoles primaires et secondaires ordinaires, par niveau d'études et par type d'administration, 1939-1940 à l'automne 1982.
9. Rapport élèves-enseignant dans les externats primaires et secondaires publics, Etats-Unis, automne 1954 à l'automne 1981.
10. Nombre des institutions d'enseignement supérieur, par type d'administration et niveau d'études, Etats-Unis, 1975-1976 à 1982-1983.
11. Estimations des effectifs dans les institutions d'enseignement, par niveau d'études et type d'administration, Etats-Unis, automne 1981 et automne 1982.
12. Effectifs de la 9ème à la 12ème années dans les écoles publiques et libres par rapport à la population âgée de 14 à 17 ans, Etats-Unis, 1889-1890 à l'automne 1981.
13. Effectifs des enfants âgés de 3, 4 et 5 ans dans les programmes préprimaires, par âge et par type de programme, Etats-Unis, octobre 1979 et octobre 1982.
14. Effectifs totaux dans les institutions d'enseignement supérieur par rapport à la population âgée de 18 à 24 ans, Etats-Unis, automne 1963 à l'automne 1982.
15. Pourcentage des élèves du second cycle de l'enseignement secondaire qui fréquentaient un établissement d'enseignement supérieur deux ans plus tard, par caractéristiques sélectionnées, Etats-Unis, février 1982.
16. Nombre d'étudiants étrangers non résidents inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur, par année et par type d'institution, Etats-Unis, 1976 à 1982.
17. Population des Etats-Unis née à l'étranger, par âge, 1970 et 1980.

## PREMIERE PARTIE

### ORGANISATION ET STRUCTURE DU SYSTEME EDUCATIONNEL



# 1. PRINCIPES, OBJECTIFS ET PRIORITES

## PRINCIPES

Aux Etats-Unis<sup>1</sup>, l'enseignement est fortement décentralisé. Le 10ème amendement à la Constitution stipule que "les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux Etats-Unis par la Constitution ni refusés par elle aux Etats sont réservés aux Etats ou au peuple". Etant donné que la Constitution n'indique pas à qui incombe la responsabilité de l'éducation, elle est légalement réservée aux Etats. Ainsi, chaque Etat a le droit et le devoir d'organiser et d'administrer son propre système éducationnel comme il le juge bon -- sous réserve des garanties constitutionnelles des droits et des privilèges des citoyens américains.

Les dispositions statutaires relatives à la création d'établissements d'enseignement et à l'élaboration de programmes scolaires varient considérablement entre les Etats. Certaines sont très précises, tandis que d'autres ne mentionnent l'enseignement qu'en termes généraux. Un rôle important est souvent assigné aux autorités locales responsables de l'enseignement. Malgré les grandes différences entre les Etats, les structures organisationnelles de l'enseignement dans les cinquante Etats sont similaires du fait de forces sociales et économiques communes, comme la nécessité de préparer les élèves au travail et aux études supérieures, les conditions requises par les associations d'homologation et d'accréditation des Etats et les divers règlements qui régissent le financement par les Etats ou par les autorités fédérales.

Aux Etats-Unis, l'enseignement est obligatoire, généralement de 6 ans à 16 ans, et gratuit, tout au moins jusqu'à la fin des études secondaires (12ème année), pour ceux qui fréquentent les écoles publiques ouvertes à tous les enfants. L'enseignement public s'efforce d'assurer l'égalité de l'accès et des chances sur le plan éducationnel aux filles et aux garçons, ainsi qu'aux minorités et aux handicapés. De surcroît, les écoles publiques ont une longue tradition d'enseignement mixte.

La loi prévoit aussi la création d'écoles libres à tous les niveaux -- sous réserve des règlements relatifs à l'autorisation et à l'accréditation par les autorités. Ces institutions peuvent recevoir une aide limitée des pouvoirs publics à des fins précises, mais elles sont en général financièrement autonomes.

---

<sup>1</sup> Comme leur nom l'indique, les Etats-Unis sont une union de 50 Etats différents et de sept juridictions situées dans des territoires extérieurs. Dans le présent document, le terme "Etat" désigne une subdivision de la nation, pas la nation elle-même.

Aux Etats-Unis, l'enseignement reflète généralement les valeurs et les priorités de la société, à commencer par un profond attachement à la démocratie et à la liberté individuelle. La diversité et la souplesse ont toujours caractérisé la conception américaine de l'enseignement. Le but de l'enseignement aux Etats-Unis est d'offrir à tous les enfants les mêmes chances de recevoir une éducation de qualité qui leur permettra de donner toute leur mesure dans une société libre et de devenir des citoyens actifs dans le monde moderne. Les dispositions qu'il faut prendre pour promouvoir l'excellence et améliorer la qualité de l'enseignement aux Etats-Unis comptent parmi les premières préoccupations des responsables et des administrateurs aux niveaux fédéral, étatique et local.

En règle générale, le programme scolaire comprend la lecture, l'écriture et d'autres aptitudes dans le domaine de la communication; l'arithmétique et d'autres techniques de calcul; les sciences, y compris la méthode scientifique, la réflexion critique et la résolution des problèmes; la civilisation américaine, y compris son histoire, ses valeurs, sa culture, ainsi que les concepts et les processus du gouvernement démocratique; la compréhension de cultures différentes, qu'il s'agisse de l'héritage ethnique varié des Etats-Unis ou, de plus en plus, de l'histoire, de la culture et les traditions d'autres nations et d'autres peuples.

L'enseignement américain s'efforce également de donner aux élèves la possibilité d'acquérir des rudiments dans les domaines de l'art et de la musique, de l'hygiène et de la nutrition, des arts appliqués et de l'éducation physique; il s'efforce enfin de leur faire connaître le monde du travail, généralement en les informant sur les débouchés professionnels et en les préparant un tant soit peu à une profession.

## OBJECTIFS ET PRIORITES DE L'ENSEIGNEMENT

### Une éducation de qualité, impératif national

A l'heure où ce rapport est rédigé, la qualité de l'éducation est devenue une priorité nationale. La volonté d'améliorer la qualité de l'enseignement américain s'est répandue dans toute la nation et se manifeste à tous les échelons d'autorité, dans le secteur privé et dans de nombreux groupements et associations de citoyens.

La preuve que l'on ressentait partout dans le pays la nécessité pressante d'améliorer l'éducation est fournie par le grand nombre d'études décrivant la situation de l'enseignement aux Etats-Unis et formulent des recommandations pour une réforme et un renouvellement du système éducationnel qui ont été publiées au cours de l'année 1983 par des groupes et commissions publics et privés. Une des études les plus

importantes, intitulée "Une nation en péril: la nécessité d'une réforme de l'enseignement", a été réalisée à la demande du Secrétaire à l'éducation T.H. Bell par une commission spéciale composée de pédagogues d'un peu partout. Les recommandations figurant dans cette étude ont ensuite été débattues dans douze forums régionaux auxquels ont participé plus de 12.000 responsables de l'enseignement et qui ont abouti au Forum national sur la qualité de l'éducation en décembre 1983. Le Forum national a réuni plus de 2.000 responsables nationaux, étatiques et locaux, notamment des gouverneurs, des législateurs des Etats, des membres du Congrès, des administrateurs des écoles étatiques et locales, des présidents d'universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur, des doyens, des professeurs, des chefs d'entreprise, des enseignants, des parents, des élèves et d'autres particuliers.

Le président Reagan et le Secrétaire à l'éducation Bell ont tous deux prononcé une allocution devant le Forum national. Le président a exposé dans les grandes lignes six réformes qui lui semblaient essentielles: (1) rétablir la discipline, (2) mettre fin à l'abus de drogues et d'alcool, (3) relever le niveau des études, (4) encourager l'enseignement de qualité, (5) redonner aux parents, aux Etats et aux administrations locales leur juste place dans le processus éducationnel et (6) enseigner les notions de base (surtout en sciences et en mathématiques).

Parlant des priorités, le Secrétaire à l'éducation Bell a énuméré les trois suivantes par ordre d'importance:

o "Chaque élève doit parvenir au degré le plus élevé d'instruction, de sorte qu'il ait atteint la limite de son aptitude à lire en comprenant, à écrire et réfléchir méthodiquement et logiquement et à s'exprimer avec clarté, de façon nette, précise et propre à une personne intelligente et instruite."

o Tous les élèves doivent acquérir "dans les limites de leurs capacités la connaissance la plus approfondie possible des notions de base de l'arithmétique et des mathématiques, et ils doivent savoir observer intelligemment et interpréter le monde naturel dans lequel ils vivent."

o Les élèves doivent se préparer "aux responsabilités du poste élevé de citoyen". A cette fin, ils doivent "étudier l'histoire de l'humanité et notre histoire sociale, politique, institutionnelle et économique."

Il a ensuite lancé à chaque Etat le défi d'atteindre en cinq ans les quatre objectifs suivants:

"1. En 1989, tous les diplômés de l'enseignement secondaire des cinquante Etats devront étudier l'anglais (accent mis sur la première priorité) pendant quatre ans, les mathématiques, les sciences et la sociologie pendant trois ans (accent mis sur les résultats des priorités deux et trois). Tous les élèves devront passer des examens dans ces disciplines. Seuls ceux qui ne sont pas intellectuellement



les langues étrangères pendant au moins deux années sera équivalent au pourcentage des élèves entrant à l'université. Il n'y aura pas de changement dans la détermination ni dans les moyens mis en oeuvre pour assurer l'égalité des chances, une aide spéciale aux élèves défavorisés ou une éducation gratuite et convenable aux handicapés."

"2. Dans chaque Etat, la classe terminale de 1989 surpassera celle de 1965 en ce qui concerne les résultats du SAT/ACT<sup>1</sup>."

"3. En 1989, chaque Etat développera sa capacité à maintenir le nombre d'élèves et réduira le taux d'abandons dans l'enseignement secondaire, de sorte qu'aucun Etat n'aura un taux d'abandons supérieur à 10 pour cent."

"4. Chaque Etat rendra l'enseignement si attrayant que les salaires de base des diplômés en pédagogie seront compétitifs par rapport aux salaires de base moyens des diplômés en gestion et en ingénierie."

"Chaque Etat établira des hiérarchies professionnelles et des barèmes des salaires pour les enseignants expérimentés qui auront pour effet que les salaires les plus élevés payés aux meilleurs enseignants ne pourront être inférieurs ou supérieurs de plus 5 pour cent aux salaires des administrateurs des écoles."

#### L'influence des événements politiques, économiques, technologiques et sociaux sur les priorités de l'enseignement

La vague d'inquiétude générale au sujet de la qualité de l'éducation aux Etats-Unis n'était qu'une des manifestations dans le domaine de l'enseignement d'une série de faits nouveaux qui se sont produits dans d'autres secteurs.

En novembre 1980, les citoyens américains ont élu un président qui entendait réduire le rôle croissant des autorités fédérales dans les affaires nationales, y compris l'enseignement. Ce "nouveau fédéralisme" a inspiré plusieurs objectifs en matière d'enseignement à l'échelon fédéral, notamment la limitation de l'intervention des autorités fédérales dans l'enseignement. Le rôle des autorités fédérales devait se limiter à (1) l'orientation, (2) la recherche et la collecte de données,

---

<sup>1</sup> Le SAT est le test d'aptitude scolaire (Scholastic Aptitude Test) et l'ACT est le test de l'enseignement supérieur américain (American College Testing Program). Ces deux tests uniformisés, que l'on fait généralement passer pendant la dernière année de l'enseignement secondaire, sont très employés dans le processus d'admission aux établissements d'enseignement supérieur des Etats-Unis.

(3) l'octroi d'une aide financière aux étudiants universitaires, (4) l'octroi d'une aide soigneusement orientée aux étudiants qui n'ont pas eu les mêmes chances dans l'enseignement primaire et secondaire et (5) la garantie des droits civiques et de l'égalité des chances. Cette interprétation du rôle des autorités fédérales se fonde sur la Constitution qui réserve la responsabilité de l'éducation aux Etats.

Le nouveau fédéralisme a engendré d'autres objectifs dans le domaine de l'enseignement. Au cours des années soixante-dix, un glissement massif de l'autorité en matière d'enseignement s'est opéré des Etats et des organismes locaux vers les autorités fédérales, dans une large mesure en vue d'éliminer l'inégalité des chances pour les économiquement faibles, les femmes, les minorités raciales, les handicapés, les surdoués et les élèves ne parlant pas l'anglais. Ce glissement a abouti à une pléthore de règlements et de formalités, ainsi qu'à l'accroissement des fonds octroyés par les autorités fédérales. Le nouveau fédéralisme s'est efforcé de renverser cette tendance en limitant les règlements fédéraux, en consolidant les programmes éducationnels fédéraux et en réduisant le montant des fonds fédéraux affectés à l'enseignement (en vue de combattre l'inflation, comme c'est le cas pour d'autres programmes fédéraux), tout en conservant l'acquis sur le plan de l'égalité des chances.

La volonté de réduire les fonds fédéraux affectés à l'enseignement ne procédait pas seulement du nouveau fédéralisme, mais aussi des efforts du président en vue de diminuer l'inflation et d'abaisser les taux d'intérêt en limitant les dépenses des autorités fédérales. Si de grands progrès ont été accomplis en ce qui concerne les objectifs économiques généraux, le montant en dollars dépensé par les autorités fédérales pour l'enseignement et le pourcentage de la contribution fédérale dans ce domaine n'ont guère changé.

D'autres événements économiques ont exercé une influence encore plus grande sur les priorités de l'enseignement. Au cours de la dernière décennie, la nation s'est progressivement rendu compte du péril que représentait pour l'économie américaine le peu d'attention accordé aux sciences et aux mathématiques dans les programmes de cours de l'enseignement primaire et secondaire. Au sortir de l'école secondaire, les élèves de nombreux autres pays sont beaucoup plus avancés dans ces disciplines qui sont indispensables à tout progrès technologique. Ayant vu décroître leur part du marché dans divers secteurs et étudiant maintenant les moyens d'assurer leur avenir financier sur les marchés mondiaux, les Etats-Unis se sont rendu compte que les étudiants américains devaient avoir un programme de sciences et de mathématiques au moins comparable aux meilleurs programmes des autres pays. Cette prise de conscience a permis d'accroître l'intérêt que le secteur privé et l'industrie portent aux écoles, intérêt qui a été mis en évidence tant par les fonds octroyés que par la coopération et la participation actives aux programmes scolaires.

Une évolution technologique récente -- la production de micro-ordinateurs bon marché -- est l'une des causes principales du renouveau général de l'intérêt porté à l'éducation. On pense que le fait d'avoir pu installer des micro-ordinateurs dans toutes les écoles a accéléré considérablement le processus éducationnel dans tous les domaines et, partant, les progrès technologiques et économiques de la nation. Bon nombre considèrent aujourd'hui l'"instruction informatique" comme un élément clé de l'enseignement secondaire.

Deux changements socio-démographiques ont également influé sur les priorités de l'enseignement au cours des dernières années. Le premier changement est l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants originaires de Cuba, d'Haïti, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine qui se sont installés dans certaines régions des Etats-Unis, ce qui a renforcé la nécessité d'accorder une aide spéciale aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Le second changement est le pourcentage sans cesse décroissant de la population d'âge scolaire. A mesure que le pourcentage des personnes âgées augmentait aux Etats-Unis, la demande de soins de santé et d'autres services sociaux pour le troisième âge s'est accrue, ce qui a contraint d'opérer des coupes dans les fonds alloués à l'enseignement. Une autre conséquence est que l'on a demandé de consacrer une plus grande partie des fonds destinés à l'éducation des adultes dans tous les domaines.

Les progrès technologiques, associés à la récession qu'ont connue les Etats-Unis au début des années quatre-vingt et à la perte d'une large part du marché automobile au profit du Japon, ont produit un taux élevé de chômage qui n'a commencé à se résorber qu'à la fin de 1983. Bon nombre des chômeurs ne pourront plus exercer leur ancien métier lorsque la situation financière s'améliorera, mais devront suivre des cours de recyclage pour se reclasser dans des nouveaux emplois dans un monde en mutation où l'ordinateur est devenu la pièce maîtresse et les moyens de communication ont pris une importance sans précédent. Il est donc impératif de dispenser une formation professionnelle et d'assurer l'éducation des adultes, notamment sous forme de recyclage.

## 2. LE SYSTEME D'ADMINISTRATION

Aux Etats-Unis, comme nous l'avons indiqué au début du présent rapport, chaque Etat des Etats-Unis "a le droit et le devoir d'organiser et d'administrer son propre système éducationnel comme il le juge bon -- sous la seule réserve des garanties constitutionnelles des droits et des privilèges des citoyens américains". Le présent chapitre qui traite du mode d'administration des écoles américaines porte donc essentiellement sur le rôle des Etats et sur les fonctions qu'ils ont assignées aux collectivités locales en ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire. Les établissements d'enseignement postsecondaire sont administrés de manière quelque peu différente, aussi feront-ils l'objet d'une section distincte au sein du présent chapitre. Le rôle global des autorités fédérales est en pleine mutation et constitue une question très controversée qui est traitée au chapitre 2 de la deuxième partie. Dans le présent chapitre, le rôle des autorités fédérales dans l'administration de l'enseignement sera brièvement expliqué tel qu'il se présente au début de 1984.

### LE ROLE DES AUTORITES ETATIQUES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

A l'échelon des Etats, l'assemblée législative promulgue des lois relatives à l'enseignement primaire et secondaire. Dans le cadre de ces lois, la politique de l'enseignement et les conditions requises pour les écoles primaires et secondaires sont élaborées dans la plupart des Etats par un conseil de l'enseignement et mises en application sous le contrôle d'un officier principal de l'administration des écoles qui est assisté de pédagogues professionnels et d'un personnel d'appui au sein d'un département de l'éducation dont est doté chaque Etat.

Le mode de nomination au conseil de l'enseignement varie d'un Etat à l'autre selon la loi et la tradition. Dans certains Etats, les membres sont élus directement par le peuple, dans d'autres, ils sont nommés par le gouverneur et, dans certains cas, les membres du conseil de l'enseignement sont nommés d'office en raison d'autres postes qu'ils occupent.

L'officier principal de l'administration des écoles (le titre diffère d'un Etat à l'autre), qui dirige le département de l'éducation de l'Etat, est soit désigné par le conseil de l'enseignement de l'Etat, soit élu par le peuple, soit nommé par le gouverneur. Ses fonctions consistent généralement en une combinaison variable de tâches, telles que l'affectation des fonds de l'Etat aux autorités locales responsables de l'enseignement (environ 47 pour cent de l'ensemble des fonds dépensés pour l'enseignement primaire et secondaire aux Etats-Unis en 1980-81 provenaient des Etats), l'application ou l'interprétation des lois relatives à

l'enseignement, l'homologation des enseignants, le relèvement du niveau des études par la voie de programmes de formation en cours d'emploi, des services consultatifs aux inspecteurs des écoles et aux conseils de l'enseignement locaux.

En général, la réglementation des Etats relative aux écoles publiques embrasse la durée de la journée et de l'année scolaires, les conditions requises pour l'obtention du diplôme et les critères pour l'homologation des enseignants, le transport scolaire, les soins de santé et les normes de protection contre les incendies. Pour ce qui est des écoles libres, près de la moitié des Etats prévoient une sorte de processus d'agrément obligatoire qui aboutit à l'autorisation, l'accréditation ou l'immatriculation. Quelques Etats exigent que tous les enseignants des écoles libres soient homologués par l'Etat avant de commencer à enseigner. Si les conditions requises pour ouvrir une école libre varient d'un Etat à l'autre, il en va de même pour la rigueur et le mode d'application de ces conditions.

Les conseils de l'enseignement des Etats, qui sont représentés par une Association nationale, et les officiers principaux de l'administration des écoles des Etats, représentés par un Conseil, sont des éléments de poids sur la scène nationale en ce qui concerne la législation et la politique fédérales en matière d'enseignement.

#### LE ROLE DES AUTORITES LOCALES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Chaque Etat (à l'exception de Hawaii) est divisé en circonscriptions administratives qui ont une autorité et une responsabilité étendues en ce qui concerne la création et la réglementation des écoles primaires et secondaires. Chaque circonscription scolaire est dotée d'un conseil de l'enseignement, qui se compose généralement de cinq à sept membres nommés par des hauts fonctionnaires ou élus par les citoyens de la circonscription scolaire. Dans les limites de la politique de l'Etat, le conseil administre le système d'enseignement public par l'intermédiaire de l'inspecteur des écoles et de ses adjoints.

Les fonctions du conseil de l'enseignement en ce qui concerne l'élaboration de la politique scolaire et celles de l'inspecteur des écoles qui est chargé de mettre cette politique en application recouvrent un large éventail de devoirs et de responsabilités. Le conseil et l'inspecteur doivent établir ensemble le budget des écoles. Ils jouissent d'une liberté considérable dans le cadre de la politique générale de l'Etat pour régler la plupart des aspects du programme de cours. Il leur incombe de recruter les enseignants et le reste du personnel des écoles, de fournir et d'entretenir les bâtiments scolaires, d'acheter l'équipement et les fournitures scolaires et, le plus souvent, d'assurer le transport des

Ils doivent aussi arrêter des règlements conformes à la législation de l'Etat et à la réglementation du département de l'éducation de l'Etat qui régissent le fonctionnement des écoles. Les limites imposées aux activités des conseils de l'enseignement sont donc celles fixées par l'assemblée législative de l'Etat et les organismes de l'Etat responsables de l'enseignement qui ont, dans la plupart des cas, prescrit un niveau minimal pour toutes les circonscriptions scolaires.

La taille des systèmes scolaires est variable, depuis ceux qui se trouvent dans les zones rurales et qui ne comportent qu'une école primaire avec une seule salle de classe jusqu'à ceux des zones urbaines qui comptent des centaines d'écoles de différentes sortes et des milliers d'enseignants. Certains Etats ont des circonscriptions ou des centres régionaux qui fournissent aux systèmes scolaires locaux des services consultatifs et statistiques et assurent des fonctions de réglementation.

Le fait que l'on peut offrir à moindres frais de meilleures installations et des possibilités d'enseignement plus étendues dans les grandes circonscriptions scolaires que dans les petites a toujours été la principale raison du regroupement des circonscriptions scolaires. Au cours de l'année scolaire 1980-81, les Etats-Unis comptaient environ 15.500 circonscriptions scolaires, contre 16.800 dix ans plus tôt.

## L'ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Les établissements d'enseignement postsecondaire, tant publics que privés, sont habilités à exercer leurs activités et à octroyer des diplômes dans les Etats dans lesquels ils sont situés ou dont ils relèvent. Cette habilitation émane de la constitution des Etats ou des lois votées par l'assemblée législative de chaque Etat. Les autorités fédérales n'exercent pas de contrôle direct sur la création de ces établissements ni sur leur niveau, sauf pour les établissements qui sont spécialisés dans la formation des officiers de carrière pour l'armée. Les autorités fédérales jouent un rôle juridique dans des domaines déterminés, comme l'application de la Loi des droits civiques dans la mesure où elle se rapporte aux programmes de l'enseignement supérieur.

Quasi toutes les lois concernant l'octroi d'une aide fédérale aux établissements d'enseignement supérieur exigent qu'ils satisfassent aux critères d'autorisation ou d'accréditation. Toutefois, l'accréditation "provisoire" permet à certains établissements de recevoir une aide tandis qu'ils attendent l'accréditation officielle et définitive. En règle générale, les établissements sont réaccrédités à peu près tous les cinq ans.

La plupart des Etats ont, sous une forme ou une autre, un système de planification politique et de coordination à l'échelon étatique qui guide le développement de l'enseignement supérieur public. Les formes les plus répandues sont les conseils de coordination et les conseils d'administration consolidés. Dans la plupart des systèmes étatiques, les établissements universitaires jouissent d'un degré élevé d'autonomie institutionnelle dans les limites de la politique et des plans généraux établis par les Etats et/ou par les conseils institutionnels. Bon nombre des grands Etats, comme la Californie ou New York, ont des systèmes étatiques d'enseignement supérieur extrêmement développés.

Presque tous les établissements d'enseignement supérieur bénéficient d'une forme ou d'une autre d'appui financier des Etats et des autorités fédérales, bien que le budget des établissements publics comporte en général une proportion nettement plus élevée de fonds publics. Les autres sources de revenu des établissements tant publics que libres sont les frais d'inscription et de scolarité, les revenus des dotations et les contributions versées par des fondations philanthropiques et des particuliers. De nombreux établissements publics d'enseignement supérieur de type court (public community colleges), en particulier ceux qui ont des étudiants provenant de plusieurs circonscriptions scolaires, reçoivent la plus grande partie de leurs fonds publics d'une circonscription scolaire distincte créée pour chaque établissement à cette fin. Dans un nombre croissant d'Etats, la moitié du budget des établissements publics d'enseignement supérieur de type court est financée par les autorités étatiques.

Les principales orientations d'ordre interne et les décisions financières concernant les établissements universitaires aux Etats-Unis échoient au conseil d'administration (qu'on appelle parfois conseil des régents) de ces institutions. La procédure à suivre pour la sélection des membres du conseil est le plus souvent indiquée dans la charte de fondation de l'institution, et les membres sont nommés pour une durée déterminée ou à vie selon les institutions. Les administrateurs des établissements publics sont soit élus soit nommés par le gouverneur de l'Etat. Dans les établissements libres, laïques ou religieux, des représentants de l'organe fondateur font généralement office d'administrateurs. Ces dernières années, de nombreux conseils d'administration, tant publics que libres, ont essayé d'augmenter le nombre de leurs membres afin d'assurer une représentation plus juste des divers éléments qui composent l'environnement académique et social des institutions.

## LE ROLE DES AUTORITES FEDERALES

Le rôle des autorités fédérales dans l'administration de l'enseignement consiste à donner une orientation sur les questions éducationnelles qui intéressent l'ensemble de la nation et à protéger le

droit de chaque citoyen à l'éducation publique gratuite et à l'égalité des chances, en respectant les mandats législatifs et les limites constitutionnelles. Pour accomplir ces fonctions, le Congrès a promulgué au fil des années des lois instaurant toutes sortes de programmes financés, dont la plupart -- mais pas tous -- ont été mis en oeuvre par le Département de l'éducation des Etats-Unis par la voie de règlements et d'activités de supervision. (Le financement par les autorités fédérales aux divers niveaux de l'enseignement est traité au chapitre suivant dans la section consacrée au financement.) Au cours des dernières années, cependant, l'allégement de la réglementation fédérale et la limitation de la capacité des autorités fédérales d'affecter les fonds au sein des Etats ont réduit le degré de contrôle administratif que l'Etat fédéral exerce sur l'enseignement.

Les seules écoles primaires et secondaires qui soient financées et administrées exclusivement par les autorités fédérales sont celles destinées aux enfants des militaires affectés outre-mer. Elles sont gérées par le Département de la défense, guidé dans sa tâche par les comités consultatifs locaux et par un conseil consultatif national. Les écoles réservées aux enfants des militaires postés aux Etats-Unis sont financées par les autorités fédérales mais gérées par les conseils de l'enseignement locaux.

Pour l'administration de certains programmes éducationnels fédéraux, les autorités fédérales prennent l'avis de commissions de citoyens créées à cette fin par une loi, un décret-loi ou un organe administratif. Les membres de ces commissions sont généralement nommés par le président, le Secrétaire à l'éducation ou le directeur de l'organisme concerné. La plupart des commissions consultatives fédérales pour l'enseignement sont associées à des programmes gérés par le Département de l'éducation des Etats-Unis.



### 3. ORGANISATION ET STRUCTURE

#### STRUCTURE

Aux Etats-Unis, l'enseignement est organisé en trois niveaux principaux: le primaire (qui comprend l'enseignement préscolaire), le secondaire et le postsecondaire. L'enseignement professionnel est dispensé aux niveaux secondaire et postsecondaire. En outre, des programmes officiels et non officiels d'éducation des adultes et de formation permanente sont offerts un peu partout sous des formes si variées que les citoyens américains de pratiquement n'importe quelle partie des Etats-Unis peuvent s'inscrire à des cours officiels ou participer à des programmes d'éducation d'apprentissage non officiels tout au long de leur vie. (La structure de l'enseignement est illustrée à la Figure 1.)

Dans la plupart des Etats, l'enseignement est obligatoire à partir de sept ans jusqu'à seize ans. Certains Etats imposent la scolarisation à partir de l'âge de six ans.

Aux niveaux primaire et secondaire, l'année scolaire commence généralement en septembre et se termine la première ou la deuxième semaine de juin. La journée scolaire dure environ six heures, en général de 8 heures 30 à 15 heures 30. Dans la plupart des cas, en particulier dans l'enseignement secondaire, les élèves sont censés faire des devoirs et apprendre des leçons en dehors des heures d'école. Au niveau postsecondaire, le calendrier est plus souple. La norme pour un étudiant à plein temps est de deux semestres d'environ quinze à seize semaines par an, mais il existe plusieurs variations sur ce schéma, notamment le système quadrimestriel (trois par an) et le système trimestriel (quatre périodes de onze semaines par an). Dans les deux derniers systèmes, l'étudiant ne suit pas des cours pendant toute l'année, mais pendant deux quadrimestres sur trois ou pendant trois trimestres sur quatre.

#### Enseignement primaire

Aux Etats-Unis, l'enseignement primaire se compose d'une année ou deux d'enseignement préscolaire (le plus souvent l'école maternelle) et de cinq ou huit ans d'enseignement primaire proprement dit.

La plupart des systèmes d'enseignement public offrent des classes maternelles pour les enfants âgés de cinq ans et certains ont aussi des garderies pour les enfants plus jeunes. Bien que la scolarisation à l'âge de cinq ans ne soit pas obligatoire, 93 pour cent des enfants de cinq ans étaient inscrits à l'école en 1980. Le programme "Head Start" ("longueur d'avance"), financé par des fonds fédéraux, est destiné essentiellement aux jeunes enfants des familles défavorisées.

Les programmes d'éducation préscolaire maintiennent une relation étroite avec le foyer et les parents et visent à faire vivre aux enfants des expériences utiles qui les prépareront à l'école primaire. Les programmes sont souples et conçus de manière à ce que les enfants acquièrent une certaine confiance en soi, apprennent à s'entendre avec les autres et prennent de bonnes habitudes de jeu et de travail.

Bien que l'enseignement primaire puisse comporter six ou huit années, le système de six années est le plus répandu. L'objectif principal de l'école primaire est le développement général des enfants de six à douze ou quatorze ans (suivant qu'il s'agit d'un système en six ou huit années). Le programme vise à inculquer aux enfants des connaissances de base et à leur enseigner des attitudes positives vis-à-vis de l'apprentissage. L'accent est mis sur l'épanouissement de l'enfant et sur le rapport entre les progrès de l'enfant et ses besoins et ses aptitudes. Les matières traditionnelles sont considérées comme des instruments d'apprentissage, et l'instituteur aide les enfants à identifier les problèmes, à trouver des solutions et à évaluer les résultats. Dans certaines écoles, les élèves ne sont pas divisés par classes, de sorte qu'ils peuvent progresser à leur propre rythme dans les différentes matières. Presque tous les élèves des écoles primaires passent dans l'enseignement secondaire.

C'est dans les années soixante que le concept de l'école intermédiaire (middle school) a commencé à prendre forme dans le système éducationnel américain. Version perfectionnée de l'établissement secondaire du premier cycle (junior high school), l'école intermédiaire va généralement de la cinquième ou la sixième année à la huitième. On y pratique l'enseignement coordonné par groupes et d'autres méthodes d'enseignement innovatrices, tout en mettant l'accent sur la personnalisation du programme de cours et l'indépendance progressive des élèves. Elle a pour but de répondre aux besoins éducationnels des élèves au début de l'adolescence, c'est-à-dire de 10 à 14 ans.

### Enseignement secondaire

Aux Etats-Unis, l'enseignement secondaire commence à partir de la septième ou de la neuvième année, selon que l'enseignement primaire comporte six ou huit années.

Comme l'indique la Figure 1, selon le régime 8-4, les élèves étudient de la première à la huitième année dans une école primaire et de la neuvième à la douzième année dans une école secondaire. Le régime 6-3-3 comporte six années d'école primaire, trois années dans un établissement secondaire du premier cycle et trois années dans un établissement secondaire du second cycle. Les petites collectivités appliquent parfois le régime 6-6, c'est-à-dire six années d'école primaire et six années d'école secondaire. Le but de ces différents systèmes d'organisation est de tirer le meilleur parti des installations, du personnel et du matériel didactique en respectant la philosophie de l'enseignement et les objectifs éducationnels du système.

Au cours des premières années de l'école secondaire, la plupart des élèves subissent les changements physiques et émotionnels complexes de la puberté. C'est aussi l'époque à laquelle beaucoup commencent à choisir leur futur métier. Les services d'orientation et de conseil offerts par l'école pendant ces années-là sont donc extrêmement importants pour le développement physique, émotionnel, scolaire et professionnel des élèves.

A leur entrée en dixième année, la majorité des élèves ont décidé s'ils vont opter pour une filière d'enseignement traditionnel conduisant à l'université, un programme de formation professionnelle préparant à un emploi, une formation postsecondaire spéciale ou un programme général combinant des éléments des programmes d'enseignement et professionnel. Ces dernières années, on a reproché au programme dit général de n'être pas suffisamment théorique pour préparer les élèves aux établissements universitaires ni assez pratique pour les préparer à un emploi.

Tous les programmes d'enseignement secondaire conduisent au diplôme de fin d'études secondaires et sont offerts dans un même établissement d'enseignement général dans la plupart des circonscriptions scolaires. Le concept de l'établissement d'enseignement général permet de mettre en place un programme combiné comme le programme général, facilite le passage d'un programme à un autre et confère une grande souplesse, de sorte que les élèves peuvent établir leur propre emploi du temps -- parfois au moyen d'ordinateurs -- réunissant les aspects les plus intéressants des différents programmes offerts. Il n'est pas rare qu'une école secondaire générale de taille moyenne propose plus de deux cents cours différents. L'école secondaire générale donne aussi l'occasion aux jeunes ayant des aspirations professionnelles très différentes et venant de milieux socio-économiques divers d'avoir des contacts réguliers dans un cadre démocratique ouvert.

La plupart des élèves du secondaire ont déjà suivi le nombre minimal d'années d'instruction requis par la loi un an avant l'obtention du diplôme. Toutefois, près des trois quarts d'entre eux restent à l'école jusqu'à ce qu'ils aient reçu le diplôme de fin d'études secondaires au terme de la douzième année. La raison en est la souplesse des écoles secondaires du second cycle, qu'il s'agisse du programme d'enseignement traditionnel ou de formation professionnelle. Dans un nombre croissant d'écoles, les élèves intellectuellement doués peuvent ajouter à leur emploi du temps plusieurs heures par semaine de sciences ou de mathématiques supérieures pendant les deux dernières années de l'enseignement secondaire. La plupart des écoles secondaires offrent quelques cours de langues étrangères, le plus souvent l'espagnol et le français. Dans de nombreux cas, les élèves qui prennent des cours supérieurs obtiennent des unités de valeur universitaires.

Lorsque l'élève passe dans l'enseignement secondaire, l'éventail des filières d'enseignement s'élargit de manière à satisfaire ses besoins et ses intérêts personnels. De plus en plus, le programme d'enseignement

commence à expérimenter l'application de toutes sortes de moyens didactiques dans l'ensemble de la collectivité plutôt que de se limiter aux manuels et aux cours magistraux dans les locaux de l'école. Dans de nombreuses collectivités, l'apprentissage est enrichi par diverses possibilités de combinaisons travail-études et de stages et par des activités bénévoles au service de la collectivité ou dans le secteur public dans le cadre d'un programme d'enseignement intégré élargi.

En outre, dans un nombre croissant d'écoles, les élèves du secondaire des deux sexes qui sont intéressés par des programmes de formation professionnelle et technique peuvent faire leur choix dans un large éventail de cours professionnels. En outre, beaucoup d'écoles offrent des programmes travail-études qu'elles coordonnent. Les élèves participant à ces programmes passent une partie de la journée à l'école et l'autre partie dans une entreprise. Dans un nombre croissant de circonscriptions scolaires, on peut maintenant remplir les conditions requises pour l'obtention du diplôme d'études secondaires en suivant des programmes accélérés, terminant ainsi un voire deux semestres plus tôt. Les élèves qui quittent l'école avant d'avoir reçu leur diplôme de fin d'études secondaires peuvent l'obtenir à peu de frais ou gratuitement en suivant des cours du soir. Divers types de cours d'été et de programmes de perfectionnement sont offerts à tous les niveaux de l'enseignement.

### Enseignement primaire et secondaire libre

Du point de vue de la structure, l'enseignement libre aux niveaux primaire et secondaire est similaire à l'enseignement public. La vaste majorité des écoles libres sont mixtes. Cette catégorie comprend aussi bien les écoles destinées aux enfants handicapés que les écoles religieuses des quartiers déshérités et les pensionnats qui préparent à l'université.

En 1980-1981, les élèves des écoles libres représentaient environ 10,8 pour cent des enfants du pays inscrits dans les écoles primaires et secondaires. Près de cinq millions d'élèves fréquentaient 20.000 écoles libres. Plus de la moitié des élèves se trouvaient dans les sept Etats qui comptent le plus grand nombre d'élèves inscrits dans les écoles libres. Ce sont, classés d'après l'importance des effectifs, l'Etat de New York, la Californie, l'Ohio, le Michigan, le New Jersey, la Pennsylvanie et l'Illinois. En général, les inscriptions dans les écoles libres se sont stabilisées à la fin des années soixante-dix, après avoir fléchi pendant une décennie.

La majorité des élèves des écoles primaires et secondaires libres sont inscrits dans des écoles catholiques romaines, soit 63,2 pour cent. Les écoles laïques représentent environ 16 pour cent des effectifs des écoles libres, tandis que les 20 pour cent restants sont inscrits dans des écoles religieuses non catholiques. En outre, les écoles catholiques romaines constituent la majorité des écoles libres, soit 50,1 pour cent,

alors que les écoles laïques représentent que 20,1 pour cent, et les écoles religieuses non catholiques 29 pour cent. Le nombre d'écoles chrétiennes fondamentalistes/évangéliques a considérablement augmenté ces dernières années. Les autorités fédérales n'ont pas recueilli de statistiques sur leurs effectifs, mais il semble que ces écoles se sont développées en nombre et en importance dans toutes les régions du pays, en particulier dans le sud et dans l'ouest.

La législation relative à l'enseignement libre et aux questions qui s'y rapportent est expliquée dans la deuxième partie, respectivement aux chapitres 1 et 2.

### Enseignement professionnel

Les effectifs de l'enseignement professionnel tous niveaux confondus se chiffraient à 16.862.000 au cours de l'exercice 1981 (l'année la plus récente pour laquelle on a pu obtenir des données auprès du Système d'information sur l'enseignement professionnel du Centre national des statistiques de l'éducation). Ce chiffre indique une augmentation de 2,5 pour cent par rapport aux effectifs de l'exercice 1980. A peu près 51 pour cent des élèves étaient du sexe féminin.

En 1980-1981, on a enregistré dans les effectifs de l'enseignement professionnel une augmentation considérable du nombre de personnes handicapées, défavorisées ou ayant une connaissance limitée de la langue anglaise. Le nombre d'hommes et de femmes inscrits dans des programmes qui n'étaient pas traditionnels pour leur sexe (par exemple, les hommes inscrits dans les cours destinés aux consommateurs et dans l'enseignement ménager ou les femmes inscrites dans les programmes d'agriculture) a également progressé. L'enseignement professionnel continue de s'adresser à des groupes particuliers de la population, tels que les femmes au foyer, les Indiens, les prisonniers et les élèves de la région des Appalaches.

Le service compétent du Département de l'éducation a fait savoir que les dépenses totales effectuées pour l'enseignement professionnel sont passées de 2,7 milliards en 1972 à 7,2 milliards au cours de l'exercice 1981 et que les décaissements fédéraux représentaient 9,9 pour cent des dépenses totales pour l'enseignement professionnel.

### Programmes

Dans les premières années de la scolarité, les cours généraux sont la pierre angulaire tant de la formation professionnelle que de l'enseignement général dans les écoles primaires et secondaires. Au niveau du secondaire, l'enseignement général fournit les connaissances de base et la préparation nécessaire aux études postsecondaires. La formation professionnelle, en revanche, commence au niveau secondaire et se poursuit pendant deux ans au niveau postsecondaire.

Par la voie de ses nombreux programmes, services et activités, l'enseignement professionnel forme la jeunesse de la nation au travail, tout en s'attachant à assurer l'égalité d'accès à l'enseignement aux garçons et aux filles, aux défavorisés, aux handicapés et aux personnes ayant une connaissance limitée de la langue anglaise. En outre, la formation professionnelle recycle et perfectionne les travailleurs adultes pour qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants des entreprises et de l'industrie, et elle continue de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux de productivité et de développement économique.

Le but premier des programmes d'enseignement professionnel est d'accroître les connaissances et les compétences des élèves pour un emploi précis ou un métier. L'enseignement professionnel offre plus de 400 programmes aux niveaux secondaire, postsecondaire et adulte. Ces programmes visent à développer les possibilités professionnelles d'une personne ou à améliorer ses compétences dans son emploi actuel. Ils sont généralement répartis dans les sept catégories traditionnelles de l'enseignement professionnel: agriculture, commercialisation et distribution, soins de santé, économie domestique, commerce et emplois de bureau, enseignement technique, enseignement commercial et industriel.

Certains programmes postsecondaires sont le prolongement logique de ceux du secondaire. Ils comprennent les emplois de bureau, la distribution, les soins de santé et d'autres programmes non techniques. En raison des connaissances de base requises au niveau secondaire, l'enseignement technique commence généralement au niveau postsecondaire. Toutefois, plusieurs écoles secondaires spéciales et d'importantes écoles professionnelles/techniques offrent des programmes techniques au niveau secondaire. En général, un programme postsecondaire de deux ans est exigé pour atteindre un niveau minimal dans n'importe quelle science physique. Un élève peut choisir de terminer son éducation technique à ce stade si le programme postsecondaire le permet et poursuivre ses études dans un établissement universitaire, où ses unités de valeur seront transférées. Il existe donc une progression locale entre les emplois professionnels et paraprofessionnels parmi les institutions qui offrent des programmes techniques.

Il n'y a pas que les élèves qui tirent profit des institutions dispensant un enseignement professionnel. Celles-ci offrent aussi toute une série de services spéciaux à la collectivité où elles se trouvent. Parmi ces services figurent les programmes de formation accélérée "sur mesure" pour les entreprises dans le cadre du développement économique planifié. Vingt Etats et Porto Rico ont mis en oeuvre des programmes de ce genre pour un financement total de 28,8 millions de dollars EU, 72 des fonds étant alloués par les Etats et les collectivités locales. En 1981-1982, quelque 110.000 personnes ont été formées par ce seul type de programme.

## Impact

Un pourcentage très élevé des diplômés de l'enseignement professionnel ont pu trouver un emploi. De surcroît, des études font apparaître que l'enseignement professionnel au niveau secondaire peut apporter une contribution importante -- fût-elle limitée -- à l'amélioration de la productivité et à la réduction des inégalités de revenu. Les personnes qui suivent un grand nombre de cours de formation professionnelle (généralement trois unités de valeur ou plus) ont plus de chances d'entrer dans la population active pour une année entière que celles qui ne suivent que quelques cours (généralement moins de trois unités de valeur). Les hommes qui suivent un grand nombre de cours de formation professionnelle par an gagnent 1.000 à 2.000 dollars de plus que ceux qui n'en suivent pas. Cette différence de revenu est imputable en partie à la présence dans l'enseignement postsecondaire de diplômés ne venant pas de l'enseignement professionnel, mais l'avantage sur les élèves n'ayant pas d'unités de valeur de formation professionnelle demeure lorsqu'on ne tient pas compte de ce facteur, même si cet avantage est moindre. Les femmes blanches suivant des cours de formation professionnelle auraient un revenu nettement plus élevé que les autres femmes.

L'inscription dans l'enseignement professionnel ne semble pas exclure d'autres cours supplémentaires, étant donné que des élèves de tous horizons participent à toutes sortes de programmes d'enseignement postsecondaire. Certains chercheurs ont conclu que l'enseignement professionnel contribuait à prévenir les abandons scolaires. Toutefois, si le contact accru avec les programmes d'enseignement professionnel accroît la capacité de l'école à retenir les élèves, il ne suffit pas à garder les jeunes qui ont perdu tout intérêt pour l'enseignement traditionnel.

En bref, l'enseignement professionnel continue de produire un flux continu de travailleurs spécialisés prêts au travail qui ont été formés par ses programmes secondaires et postsecondaires et d'assurer la formation et le recyclage des adultes. En d'autres termes, on entend répondre simultanément aux besoins des élèves, des employeurs et des collectivités.

## Enseignement supérieur

### Types d'établissements

En règle générale, il y a aux Etats-Unis trois types principaux d'établissements d'enseignement supérieur qui délivrent des diplômes: l'établissement d'enseignement supérieur de type court (2 ans), dit "community college" ou "junior college", l'établissement d'enseignement supérieur du premier cycle (4 ans), dit "undergraduate college", qui prépare à la licence, et l'université. Normalement, l'université comprend aussi bien des programmes du premier et du deuxième cycles qu'un enseignement professionnel. Pour chaque catégorie, il existe des

institutions publiques et libres. Dans les établissements de type court, on peut obtenir un diplôme final (diplôme intermédiaire ou "associate degree") après deux années d'études ou se préparer à entrer dans les deux dernières années d'un établissement du premier cycle. Les établissements de type long (4 ans) délivrent des diplômes de licence et de maîtrise, et certains offrent des programmes postdoctoraux pour des études plus poussées qui se fondent généralement sur un plan d'étude ou de recherche individuel.

La nouvelle classification des établissements d'enseignement supérieur qui a été adoptée récemment se fonde sur le nombre total de diplômes délivrés et les spécialités dans lesquelles les diplômes ont été décernés. Cette classification distingue les institutions de doctorat, d'études générales, de licence générale et les établissements spécialisés. Les institutions de doctorat sont surtout axées sur les programmes du niveau du doctorat. Les établissements d'études générales s'adressent principalement aux licenciés, mais ne poussent pas très loin les programmes de doctorat. Les institutions de licence générale se concentrent essentiellement sur les études du premier cycle. La catégorie spécialisée comprend les établissements de formation professionnelle et d'enseignement spécialisé.

En 1982-1983, sur les 3.280 établissements d'enseignement supérieur que comptaient les Etats-Unis, 1.885 étaient des établissements de type long et des universités, à savoir 167 institutions de doctorat, 408 établissements d'études générales, 727 institutions de licence générale et 583 établissements spécialisés. Il y avait 1.206 établissements supérieurs de type court (2 ans) et 189 institutions qui n'avaient pas encore été répertoriées. (De plus, quelque 8.000 écoles postsecondaires non universitaires, tant publiques que libres, offraient une formation professionnelle à divers métiers. Ces écoles professionnelles n'octroient normalement pas de diplômes universitaires mais délivrent des certificats ou des diplômes de formation pour un métier donné.)

Les nombreuses et diverses institutions qui délivrent des diplômes aux Etats-Unis embrassent un large éventail de traditions, de philosophies et d'objectifs universitaires. Plus de la moitié (1.787) sont des établissements libres qui ont été fondés à l'origine par des groupements d'intérêts particuliers à des fins sociales, pédagogiques ou religieuses, mais les établissements publics réunissent environ 78 pour cent des effectifs totaux de l'enseignement postsecondaire. La cohérence et l'unité entre des institutions si nombreuses et si différentes sont maintenues par des organismes et associations d'accréditation -- organes bénévoles qui ont été créés par les institutions, les professions libérales et les spécialités en vue d'améliorer et de maintenir le niveau des études. Les autorités fédérales et étatiques exigent aussi un certain niveau comme condition préalable à l'aide financière. De plus, l'intégrité professionnelle du corps enseignant et la demande de diplômés compétents poussent la plupart des institutions à surveiller de près la qualité de leurs programmes institutionnels.



## Diplômes

Le diplôme intermédiaire -- Le diplôme intermédiaire ès lettres (Associate of Arts) et le diplôme intermédiaire ès sciences (Associate of Science) s'obtiennent généralement dans un établissement d'enseignement supérieur de type court après deux années d'études. Dans de nombreux cas, le niveau éducationnel est le même que celui des deux premières années d'un établissement d'enseignement supérieur de type long (4 ans) ou de l'université, et bon nombre d'étudiants qui ont obtenu le diplôme intermédiaire passent dans des établissements de type long. D'autres étudiants, en particulier ceux qui ont suivi des programmes de formation professionnelle, entrent dans la population active comme techniciens de niveau moyen.

La licence -- La licence (Bachelor's degree) requiert quatre années d'études universitaires après l'obtention du diplôme d'études secondaires. Ces dernières années, les plans d'études accélérées, les unités de valeur obtenues par examen, les travaux pratiques, les plans d'étude annuels, et d'autres innovations ont permis à certains étudiants de terminer le programme en moins de quatre ans.

Les deux licences les plus fréquentes sont la licence ès lettres (Bachelor of Arts - B.A.) et la licence ès sciences (Bachelor of Sciences - B.S.). La première requiert généralement un plus grand nombre de cours de lettres et de sciences humaines, tandis que la seconde est plus axée sur les sciences. Les autres licences courantes sont la licence de pédagogie (B.Ed.), la licence de beaux-arts (B.F.A.), la licence de musique (B.Mus.) et la licence de gestion (B.B.A.). La licence d'architecture (B.Arch.) est souvent un programme de cinq ans.

La licence de théologie (B.D.) et la licence de droit (LL.B) sont des diplômes spécialisés, qui durent généralement trois ans. La plupart des institutions exigent que le candidat soit déjà titulaire d'une licence ès lettres ou d'une licence ès sciences.

En 1981-1982, un total de 952.998 licences de tous les types a été décerné aux Etats-Unis.

La maîtrise -- Les programmes de maîtrise varient considérablement entre les quelque mille institutions qui délivrent ce diplôme. Les spécialités dans lesquelles la maîtrise est décernée sont nombreuses, mais le diplôme s'appelle le plus souvent maîtrise ès lettres (Master of Arts - M.A.) ou maîtrise ès sciences (M.S.), à moins que ce ne soit un diplôme spécialisé comme la maîtrise d'infirmier/infirmière (M.Nurs.) ou la maîtrise d'assistance sociale (M.S.W.). Les programmes préparant à la maîtrise exigent généralement une ou deux années d'études supérieures dans le cadre de cours et de séminaires au niveau du deuxième cycle. Il faut souvent présenter une thèse ou un examen final écrit ou oral. Les exigences diffèrent non seulement d'une institution à l'autre mais aussi d'une discipline à l'autre au sein d'une même institution.

En 1981-1982, un total de 295.546 maîtrises de tous les types a été décerné aux Etats-Unis.

Le doctorat -- Le doctorat, appelé Ph.D. (doctorat en philosophie), est généralement considéré comme le diplôme universitaire le plus élevé aux Etats-Unis. Il atteste la capacité de son titulaire à faire de la recherche originale de haut niveau. Comme les études de doctorat sont extrêmement individualisées, les exigences peuvent varier considérablement. En règle générale, cependant, il faut réaliser un minimum de deux années de travail personnel après l'obtention de la maîtrise, réussir l'examen d'aptitude, connaître une ou deux langues étrangères et/ou un instrument de recherche équivalent (comme la statistique) qui soit considéré comme applicable à la spécialisation choisie et rédiger une thèse de doctorat qui doit normalement constituer une contribution originale aux connaissances dans le domaine en question.

En 1981-1982, un total de 32.707 doctorats de tous les types a été décerné aux Etats-Unis.

Les diplômes spécialisés de base -- Outre les diplômes qui précèdent, lesquels sont délivrés dans toutes sortes de spécialités universitaires, un total de 72.032 diplômes spécialisés de base a été décerné en: dentisterie (D.D.S ou D.M.D.), droit (LL.B. ou J.D.), théologie (B.D., M.Div. ou Rabbi), médecine vétérinaire (D.V.M.), pédicurie (Pod.D. ou D.P.) ou médecine pédicure (D.P.M.), optométrie (O.D.), ostéopathie (D.O.), chiropraxie (D.C. ou D.C.M.) et pharmacie (D.Pharm.). Les conditions préalables sur le plan éducationnel et la durée des études requise pour ces diplômes varient selon la spécialité. Par exemple, la plupart des étudiants en médecine font -- après avoir obtenu leur licence -- quatre ans d'études pour obtenir leur maîtrise. Souvent, ils font ensuite un internat en hôpital pendant trois ans pour se spécialiser.

## ELABORATION DU PROGRAMME DES COURS

C'est aux autorités étatiques et locales responsables de l'enseignement qu'il incombe d'élaborer les programmes des cours des écoles publiques. Cette tâche est proscrite aux autorités fédérales par la loi. Il n'existe pas de programme de cours national pour les écoles publiques à aucun niveau de l'enseignement. En fait, le Congrès des Etats-Unis surveille de près l'aide fédérale octroyée pour l'élaboration des programmes afin de s'assurer que l'autorité des Etats et des collectivités locales est maintenue. Toutefois, les mesures prises par les autorités fédérales peuvent avoir une influence indirecte sur le programme des cours des écoles publiques par le biais de la recherche sur le terrain (qui est examinée dans la deuxième partie au chapitre 4) et de l'orientation, comme la création de la Commission nationale sur la qualité

de l'enseignement, qui rend compte de la situation de l'enseignement dans la nation et formule des recommandations en la matière, et l'organisation d'un Forum national sur la qualité de l'enseignement en décembre 1983. (On trouvera des renseignements détaillés sur le contenu habituel des programmes des cours dans la deuxième partie au chapitre 2 qui traite des nouvelles orientations de la politique générale et des débats.)

### Programmes des cours des écoles primaires et secondaires

En ce qui concerne le programme des cours des écoles publiques, les Etats s'acquittent de leurs devoirs de quatre manières: en fixant les conditions requises pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires au sein de l'Etat concerné, en sélectionnant les manuels qui doivent être employés, en mettant au point des tests d'aptitudes minimales et en fournissant une assistance technique. La plupart des Etats précisent, par exemple, que les cours de sciences sociales doivent porter sur l'histoire américaine ou sur l'histoire de l'Etat concerné. Les circonscriptions scolaires peuvent ajouter au programme leurs propres exigences, comme par exemple l'histoire locale ou l'éducation sexuelle.

Dans près de la moitié des Etats, ce sont les fonctionnaires des Etats qui sélectionnent les manuels et autres instruments didactiques pour les écoles primaires et secondaires. Dans les autres, cette sélection est faite par les fonctionnaires locaux. Que la sélection se fasse à l'échelon étatique ou local, le conseil de l'enseignement des Etats ou des collectivités locales délègue généralement ses responsabilités à une commission des manuels qui se compose de pédagogues professionnels et de représentants de la collectivité. Très souvent, ces commissions approuvent plusieurs manuels et instruments didactiques pour chaque cours, et les autorités locales font un choix dans cette liste.

Le nombre d'Etats qui ont un système de sélection étatique est resté stable pendant de nombreuses années. Toutefois, plusieurs Etats ont modifié leur système en vue d'accroître la participation des autorités locales responsables de l'enseignement. De plus, la tendance va dans le sens d'une augmentation du nombre d'instruments didactiques inscrits sur les listes des Etats.

Pour la plus grande part, le choix et l'organisation du contenu des manuels -- en bref, l'élaboration du programme des cours -- sont confiés à des maisons d'édition privées qui paient des pédagogues et d'autres spécialistes pour préparer des documents didactiques. Ces maisons soumettent ensuite le produit fini à l'approbation des commissions des manuels des Etats et des collectivités locales. Dans certaines circonscriptions scolaires, des équipes d'enseignants et d'experts en la matière élaborent des documents didactiques dans un grand nombre de disciplines. En général, les enseignants peuvent choisir un programme d'études dans ces documents didactiques ou dans les divers manuels publiés dans le commerce ou encore dans les manuels préparés par les universités qui ont été approuvés par les autorités locales ou étatiques responsables de l'enseignement.

tests sont apparus au milieu des années soixante-dix. Trente-huit Etats ont maintenant une forme ou une autre de test des connaissances minimales. A l'origine, les Etats exigeaient que les élèves aient atteint un niveau minimal de connaissances pour obtenir le diplôme de fin d'études secondaires. Peu à peu, le test a été étendu aux années inférieures, de sorte qu'aujourd'hui de nombreux Etats font passer des tests des connaissances minimales à deux ou trois stades de l'éducation afin d'identifier les élèves qui ne progressent pas de façon satisfaisante et de leur donner des cours de rattrapage. La lecture, l'écriture et les mathématiques sont les trois matières qui font le plus souvent l'objet de tests des connaissances minimales, en général en troisième ou quatrième année, en sixième, huitième ou neuvième année, en onzième ou douzième année.

L'assistance technique, qui est la quatrième manière dont les Etats influencent les programmes des cours locaux, est fournie essentiellement par des experts des Etats dans diverses disciplines (par exemple, les sciences et l'économie domestique). Leurs activités comprennent, entre autres, la collaboration avec le personnel des circonscriptions scolaires, l'organisation de séminaires régionaux et étatiques et la rédaction de guides pour l'élaboration des programmes des cours (à titre indicatif et non obligatoire).

En dépit du caractère décentralisé de l'enseignement américain, il se produit une certaine uniformisation pragmatique des programmes des cours. Primo, le manuel est probablement le principal déterminant des programmes des cours, et de nombreux éditeurs de manuels scolaires ont réussi à se tailler de larges marchés parmi les écoles.

Secundo, les conditions requises pour l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur influencent l'élaboration des programmes des cours au niveau de l'enseignement secondaire. Les autorités locales responsables de l'éducation veulent que leurs élèves soient admis sans difficulté dans les institutions d'enseignement supérieur. (L'élaboration des manuels est traitée dans la deuxième partie au chapitre 3.) Il arrive que le programme des cours d'une école secondaire soit axé entièrement ou partiellement sur la préparation aux études supérieures, même si le nombre d'élèves qui passeront dans l'enseignement supérieur ne représente que 50 ou 60 pour cent des effectifs de l'école.

Tertio, les tests nationaux des connaissances et aptitudes mis au point par des organisations privées à but non lucratif influencent les programmes des cours des écoles secondaires et, dans une certaine mesure, ceux des écoles primaires. Les normes nationales pour ces tests ont tendance à être considérées comme les normes applicables localement et les enseignants sont tentés, consciemment ou inconsciemment, d'enseigner uniquement en prévision de ces tests. Dans certaines collectivités ayant un niveau socio-économique élevé, les normes sont supérieures aux normes nationales.

L'Evaluation nationale des progrès de l'éducation (National Assessment of Education Progress - NAEP) est un programme de tests très influent qui mesure périodiquement les compétences, les attitudes et les connaissances d'échantillons représentatifs des élèves de neuf, treize et dix-sept ans en lecture, écriture, mathématiques, sciences, sciences humaines et dans d'autres disciplines. L'impact de la NAEP sur le programme des cours est plus indirect que direct. Il est surtout ressenti à travers les multiples programmes d'évaluation des Etats qui sont indépendants de la NAEP mais modelés sur elle.

Les deux tests les plus couramment utilisés pour contrôler l'accès aux établissements d'enseignement supérieur sont le test d'aptitude scolaire (Scholastic Aptitude Test - SAT) et le test de l'enseignement supérieur américain (American College Testing Program - ACT). Le SAT, qu'environ un million et demi d'élèves passent chaque année, porte sur le vocabulaire et le raisonnement. L'ACT est similaire au SAT, mais porte sur les sciences humaines et les sciences naturelles, en plus des mathématiques et de l'anglais. Quelque 200.000 élèves se présentent à l'ACT chaque année.

### Programmes des cours de l'enseignement postsecondaire

Les Etats n'ont pas d'influence directe sur le programme des cours des établissements d'enseignement postsecondaire, qu'ils soient libres ou publics. L'élaboration du programme se fait souvent au sein des sections de l'institution, et chaque professeur décide du contenu de ses cours. Les institutions exigent généralement que les étudiants accumulent un nombre donné d'unités de valeur ("credits"). Bon nombre exigent aussi que les étudiants suivent un nombre et une série précis de cours dans une discipline principale pour obtenir leur diplôme.

Les Etats peuvent cependant exercer un contrôle indirect important sur les établissements d'enseignement postsecondaire, tant publics que libres, au moyen de leur pouvoir d'autorisation. Par exemple, les Etats peuvent exiger, par le biais du pouvoir délégué aux conseils d'autorisation des professions libérales, que les personnes exerçant une profession libérale, comme les professeurs, les médecins, les avocats et les ingénieurs, suivent un nombre minimal de cours figurant sur une liste de disciplines universitaires ou professionnelles pour obtenir l'autorisation d'exercer.

## FORMATION DES ENSEIGNANTS

### Formation préalable

Aux Etats-Unis, la formation préalable des enseignants se fait intégralement dans l'enseignement supérieur. Les universités, tant publiques que libres, ont une section, une école ou un institut de

pédagogie, tout comme les institutions qui, au cours des dernières décennies, ont été converties d'écoles normales étatiques en établissements étatiques d'enseignement supérieur. De plus, quelques institutions des Etats-Unis se consacrent uniquement à la formation à l'enseignement de disciplines particulières, comme la musique ou les arts, ou à l'éducation des enfants gravement handicapés.

Une enquête réalisée récemment par le Département de l'éducation des Etats-Unis pour le compte de la Commission nationale sur la qualité de l'enseignement a fourni les statistiques suivantes.

En 1982-1983, sur 1.206 écoles, instituts et sections de pédagogie offrant des programmes de formation à l'enseignement primaire et secondaire, 11 pour cent étaient des institutions de licence générale et 8 pour cent des établissements spécialisés. Quelque 108.000 licences de pédagogie ont été décernées en 1980-1981. Plus des trois quarts ont été délivrées par des institutions de doctorat et des établissements d'études générales (respectivement 31 et 47 pour cent), 18 pour cent par des institutions de licence générale et 3 pour cent par des établissements spécialisés. Le nombre moyen de licences par établissement allait de trente-six dans les institutions de licence générale à 264 dans les institutions de doctorat.

Sur les 1.206 institutions offrant des programmes de formation à l'enseignement primaire et secondaire, la majorité des institutions de doctorat et des établissements d'études générales sont publics (75 et 66 pour cent), tandis que la plupart des institutions de licence générale et des établissements spécialisés sont libres (82 et 98 pour cent). Dans l'ensemble, 38 pour cent des écoles, instituts et sections de pédagogie sont des institutions publiques et 62 pour cent sont libres. En 1980-1981, les établissements publics ont délivré 78 pour cent des licences de pédagogie, tandis que les établissements libres ont délivré 22 pour cent de ces licences.

En 1975-1976, 155.000 étudiants ont obtenu une licence de pédagogie. En 1980-1981, le nombre était tombé à 108.000, soit une diminution de 30 pour cent. Les institutions de doctorat, d'études générales et de licence générale ont connu des diminutions similaires (30 à 31 pour cent) en ce qui concerne les licences de pédagogie au cours de cette période, tandis que les établissements spécialisés enregistraient une diminution moyenne de 17 pour cent.

Le plus souvent, les candidats aux programmes de formation à l'enseignement doivent avoir fait une ou deux années d'études supérieures générales au niveau du premier cycle. Ils sont acceptés dans les programmes de pédagogie sur la base de leurs résultats et d'entrevues personnelles.

Actuellement, le niveau minimal requis pour enseigner dans les écoles primaires et secondaires dans n'importe lequel des cinquante Etats est la licence.

La plupart des programmes de formation pédagogique durent quatre ans, mais 5 pour cent des écoles, instituts et sections de pédagogie -- principalement en Californie -- ont des programmes de cinq ans. Dans la plupart des programmes de formation à l'enseignement primaire, le tronc commun se compose en moyenne de 45 pour cent de théorie et de 55 pour cent de méthode. La proportion est renversée dans les programmes de formation à l'enseignement secondaire qui comportent en moyenne 56 pour cent de théorie et 44 pour cent de méthode. La proportion "idéale" de théorie et de méthode dans les études spécialisées a fait l'objet de controverses, mais certaines personnes ont soutenu que cette question a introduit une fausse dichotomie. La théorie et la méthode, disent-ils, devraient être -- et le sont souvent -- totalement intégrées dans tous les cours de pédagogie.

De nombreux Etats exigent que les enseignants obtiennent une maîtrise ou un doctorat dans un délai de dix ans. Les incitations à poursuivre les études au-delà du minimum requis comprennent les augmentations de salaire et l'exemption des frais de scolarité.

Tous les Etats requièrent que le programme d'études des futurs enseignants comprennent des cours généraux, des cours de spécialisation dans une discipline et des cours de pédagogie. Des données récentes montrent que dans tout le pays les programmes de formation à l'enseignement reposent sur une base de cours de lettres (liberal arts) dans laquelle sont comprises les sciences humaines, naturelles et sociales. A cette base générale et aux cours de spécialisation s'ajoutent les cours de pédagogie. Les cours pratiques et pédagogiques représentent environ 70 pour cent des études préalables des futurs instituteurs et environ 20 pour cent de celles des futurs professeurs de l'enseignement secondaire. Tous les Etats exigent maintenant que les futurs enseignants acquièrent une expérience à temps complet de l'enseignement dans une classe d'une école publique sous la supervision d'un enseignant expérimenté approuvé par le programme pédagogique universitaire auquel sont inscrits ces étudiants.

Dans chaque Etat, l'homologation des enseignants dans certaines disciplines ou à certains niveaux est réglementée par un organisme. Un certificat d'aptitude à l'enseignement, ou une autorisation d'enseigner, est délivré par l'Etat au candidat lorsque celui-ci satisfait aux exigences. Il y a différents types de certificats, selon la formation reçue et les besoins: permanent (standard), d'essai et temporaire. Le nom précis des certificats varie grandement d'un Etat à l'autre.

#### Formation en cours d'emploi

D'une manière ou d'une autre, la plupart des circonscriptions scolaires du pays encouragent et aident les enseignants du primaire et du secondaire à poursuivre leur ascension professionnelle. Les possibilités d'avancement professionnel pour les enseignants prennent généralement la forme de cours magistraux ou de séminaires. Ceux qui attirent le plus de participants

se concentrent généralement sur les problèmes auxquels sont confrontés de nombreux enseignants, tels l'instruction des enfants handicapés dans les classes ordinaires, l'éducation des enfants issus de familles à faible revenu et l'enseignement bilingue et multiculturel.

Il n'y pas que les institutions d'enseignement supérieur qui offrent des programmes de ce genre. De nombreuses grandes circonscriptions scolaires, et certaines moins importantes, patronnent des séminaires qui sont animés par leur propre personnel, en faisant appel ou non à des consultants extérieurs. De nombreuses circonscriptions ont créé des centres de formation en cours d'emploi qui possèdent souvent une bibliothèque de référence, une salle d'audiovisuel, des salles de travail pour l'élaboration d'instruments didactiques et des salles pour les séminaires et les conférences. De plus en plus souvent, l'administration des centres pédagogiques est confiée aux enseignants eux-mêmes.

Les possibilités de formation en cours d'emploi comprennent les visites dans d'autres écoles, la présence de consultants pour les problèmes individuels et certains jours (souvent appelés "journées pédagogiques") pendant lesquels les élèves ne doivent pas aller à l'école et les enseignants participent à des programmes spéciaux de perfectionnement.

De nombreuses circonscriptions scolaires encouragent leurs enseignants à participer à la formation en cours d'emploi de plusieurs manières. Elles peuvent (1) exiger que les enseignants suivent un nombre déterminé de cours avant que leur contrat ne soit renouvelé, (2) subventionner les frais de scolarité à l'université, (3) augmenter le salaire des enseignants qui obtiennent des diplômes supérieurs, suivent un nombre donné d'heures de cours ou participent à d'autres activités approuvées de formation en cours d'emploi, (4) libérer les enseignants de leurs tâches d'enseignement et rembourser leurs frais de déplacement pour leur permettre d'assister à des réunions professionnelles, (5) autoriser les années sabbatiques ou (6) accorder du temps libre pendant la journée.

Les chapitres 2 et 3 de la deuxième partie traitent les principales tendances et les grands problèmes de la formation préalable et en cours d'emploi.



#### 4. FINANCEMENT

En 1982, les Etats-Unis ont dépensé quelque 215 milliards de dollars EU, soit 7 pour cent environ du produit national brut, pour l'enseignement -- une proportion légèrement inférieure à celle des années précédentes. En dollars actuels, cependant, le pays a accru considérablement ses dépenses pour l'enseignement au cours des cinquante dernières années, notamment en 1982 (voir Tableau 1).

Les fonds affectés à l'enseignement proviennent essentiellement des impôts levés par les autorités fédérales, étatiques et locales. En 1981-1982, quelque 166 millions de dollars EU, soit 13,5 pour cent environ des dépenses totales aux niveaux fédéral, étatique et local, ont été consacrés à l'enseignement (voir Tableau 2).

#### ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Les écoles primaires et secondaires tirent pratiquement tous leurs revenus des pouvoirs publics. En 1980-1981, leurs rentrées totales se chiffraient à près de 106 millions de dollars EU. Dans le passé, les autorités locales étaient la principale source de financement, mais leur rôle s'est affaibli tandis que celui des Etats se renforçait. En 1978-1979, les fonds reçus des Etats ont pour la première fois dépassé ceux reçus des autorités locales. Le rôle accru des Etats dans le financement de l'enseignement primaire et secondaire public est apparu encore plus clairement l'an dernier, lorsque la proportion des fonds octroyés par les autorités fédérales est passée de 9,8 pour cent à 9,3 pour cent (voir Tableau 3). Si la part des autorités fédérales dans le financement de l'enseignement reste à peu près constante d'un Etat à l'autre, elle varie considérablement au sein des Etats. Elle est nettement plus élevée dans les grandes villes.

On prévoit qu'en 1983-1984 141 millions de dollars EU auront été dépensés pour l'enseignement primaire et secondaire, à raison de 124,7 milliards dans les écoles publiques et 16,3 milliards dans les écoles libres.

Le montant total des dépenses par élève pour l'enseignement primaire et secondaire public se chiffrait en moyenne à 2.900 dollars EU en 1981-1982, quelque 200 dollars de plus que l'année précédente (voir Tableau 4). Toutefois, en dollars constants, la différence est marginale. Les dépenses par élève en dollars actuels ont plus que doublé entre 1970-1971 et 1980-1981, l'augmentation se chiffrant à près de 23 pour cent

en dollars constants. Il convient aussi de noter que la diminution des inscriptions (entraînant la réduction des effectifs par classe) et la hausse des coûts des programmes ont été les causes principales du gonflement des dépenses par élève. Par exemple, le coût des services fournis aux étudiants ayant des besoins particuliers, lesquels représentent un pourcentage sans cesse croissant des effectifs scolaires, est en moyenne supérieur de 15,4 pour cent aux dépenses engagées pour les étudiants ne bénéficiant pas de services spéciaux.

Le niveau des dépenses actuelles par élève varie considérablement entre les Etats. En 1980, le niveau maximal était détenu par l'Alaska avec 5.369 dollars EU et le niveau minimal par l'Etat du Mississippi avec 1.685 dollars EU, tandis que dans la plupart des Etats le niveau oscillait entre 2.000 et 3.000 dollars EU. Ces différences ne sont pas simplement fonction de l'intérêt porté à l'éducation, mais reflètent aussi le coût de la vie et la base relative de ressources dont les Etats peuvent tirer leurs recettes.

## ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Près d'un tiers de l'ensemble des fonds affectés à l'éducation va aux établissements d'enseignement supérieur. En 1981-1982, les rentrées de ces établissements totalisaient 72 milliards, dont les deux tiers sont allés aux institutions publiques et le tiers restant aux institutions libres (voir Tableau 5). Le montant des fonds octroyés aux établissements d'enseignement supérieur a donc triplé en dix ans.

Comme pour l'enseignement primaire et secondaire public, les autorités étatiques ont endossé une proportion toujours plus grande du financement de l'enseignement supérieur, pour compenser -- en partie du moins -- la diminution des fonds provenant des sources fédérales. En 1981-1982, les institutions publiques ont tiré 45,3 pour cent de leurs rentrées des autorités étatiques et 11,4 pour cent seulement des autorités fédérales. Les institutions libres n'ont reçu que des montants limités des autorités étatiques, mais 16,9 pour cent de leurs rentrées totales sont venues des autorités fédérales, proportion plus élevée que pour les institutions publiques (voir Tableau 5).

La proportion moyenne des rentrées totales provenant des frais de scolarité et d'inscription payés par les étudiants est passé de 21 pour cent des rentrées totales des institutions en 1970-1971 à 21,9 pour cent seulement en 1981-1982. Dans les institutions libres, en revanche, la proportion moyenne des frais de scolarité et d'inscription payés par les étudiants a augmenté beaucoup plus fortement, passant de 35,8 pour cent en 1970-1971 à 37,6 pour cent des rentrées totales en 1981-1982 (voir Tableau 5).

En 1983, le Département de l'éducation des Etats-Unis a dépensé 15,1 milliards de dollars EU pour soutenir et renforcer les écoles du pays. Environ la moitié de cette somme a été consacrée à l'enseignement primaire et secondaire et l'autre moitié à l'enseignement supérieur. De surcroît, près de la moitié des organismes fédéraux ont financé quelques programmes qui fournissent directement ou indirectement des fonds ou des services aux écoles.

Du point de vue de l'appui financier et de la notoriété, les programmes qui suivent continuent d'être les principaux programmes fédéraux. Ci-dessous figure une brève description de ces programmes avec pour chacun le montant approximatif du financement pour l'exercice 1983.

o Education des enfants défavorisés: Le principal programme destiné aux enfants défavorisés est généralement appelé Titre I ou Chapitre I, ce dernier étant le nom employé actuellement. (On trouvera une explication de la législation dont relèvent ce titre et ce chapitre dans la section consacrée à la nouvelle législation fédérale, deuxième partie, chapitre 2.) Ce programme fournit des services éducationnels compensatoires à quelque 5 millions d'élèves défavorisés dans l'enseignement primaire et secondaire. Depuis 1966, plus de 42 milliards de dollars EU ont été affectés à ce programme qui aide les enfants défavorisés à acquérir les aptitudes générales de base et augmente ainsi leurs chances de s'intégrer pleinement dans la société et d'avoir une part égale à ses avantages. (On trouvera de plus amples informations sur ce programme dans la deuxième partie au chapitre 3.) Le financement pour l'exercice 1983 était supérieur à 3 milliards de dollars EU.

o Education des enfants handicapés: Ce programme fournit des services spéciaux à quelque 4 millions d'enfants handicapés dans l'enseignement primaire et secondaire. Il aide les Etats à offrir à tous les enfants handicapés des possibilités éducationnelles complètes. L'objectif est de faire en sorte que tous les enfants handicapés reçoivent une éducation publique gratuite et convenable qui réponde à leurs besoins éducationnels particuliers. (On trouvera de plus amples informations sur ce programme dans la deuxième partie au chapitre 3.) Le financement pour l'exercice 1983 dépassait un milliard de dollars EU.

o Enseignement professionnel: Ce programme fournit des services d'appui à quelque 17 millions d'élèves. Les fonds sont affectés à des activités liées directement au développement économique local, étatique et national, à l'expansion des programmes d'enseignement professionnel existants, à la mise en place de programmes destinés aux enfants défavorisés et handicapés et au renforcement des capacités d'orientation des Etats dans le domaine de l'enseignement professionnel. (Des informations détaillées sur l'enseignement professionnel figurent plus haut dans cette première partie.) Le financement pour l'exercice fiscal 1983 était supérieur à 700 millions de dollars EU.

o Subventions globales pour l'amélioration des écoles: Le programme des subventions globales est souvent appelé Chapitre 2 de la Loi de 1981 sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement. Ce programme octroie une aide aux Etats afin qu'ils améliorent la qualité de l'enseignement pour tous les enfants. Il est axé sur l'amélioration générale de l'enseignement plutôt que sur des activités catégorielles précises et permet aux autorités locales et étatiques de fixer leurs propres priorités parmi les activités catégorielles (par exemple, l'éducation des surdoués, des cours sur les sources d'énergie). Le Chapitre 2 suppose que les Etats et les circonscriptions scolaires connaissent parfaitement les besoins des enfants et leur laisse suffisamment de liberté pour qu'ils l'emploient de la manière qui sera la plus utile aux écoles locales et aux élèves. (On trouvera de plus amples informations sur les subventions globales dans la deuxième partie aux chapitres 1 et 3.) Le financement pour l'exercice 1983 se chiffrait à 480 millions de dollars EU environ.

o Aide aux écoles des zones à forte densité de fonctionnaires fédéraux: Connu sous le nom de "Impact Aid" (aide contre l'impact), ce programme aide les circonscriptions scolaires qui sont le plus affectées par la présence d'installations et d'activités fédérales. Les fonds sont octroyés aux circonscriptions où étudient des élèves dont les parents résident et travaillent sur des terres fédérales et ne paient donc pas d'impôts locaux. Le financement pour l'exercice 1983 se chiffrait à 463 millions de dollars EU environ.

o Aide financière aux étudiants: Ces programmes aident les étudiants à faire face au coût des établissements d'enseignement postsecondaire par la voie de subventions, de prêts à faible intérêt et de programmes études-travail. Près de 80 pour cent de l'aide totale consentie aux étudiants provient de ces programmes. (Les modifications récemment apportées à la législation sur l'aide financière aux étudiants sont traitées dans la deuxième partie au chapitre 1.) Le financement pour l'exercice 1983 dépassait 6,5 milliards.

Au nombre des programmes fédéraux, on pourrait aussi citer la recherche pédagogique et l'amélioration de l'enseignement (voir chapitre 4 de la deuxième partie), l'éducation des adultes, les programmes d'enseignement bilingue et d'éducation des minorités linguistiques (voir chapitre 3 de la deuxième partie) et l'aide octroyée à l'enseignement supérieur, notamment un programme visant à renforcer les programmes des institutions en expansion. (Il convient de noter qu'en 1983 le financement du programme des institutions en expansion destiné aux établissements d'enseignement supérieur fréquentés par les Noirs se chiffrait à 606 millions de dollars E.U., toutes formes d'aide fédérale confondues, soit 42 millions de dollars de plus qu'en 1982.)



DEUXIEME PARTIE  
L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT



## 1. NOUVELLE LEGISLATION FEDERALE EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT

### APERCU HISTORIQUE

Le rôle des autorités fédérales en matière d'enseignement a toujours été relativement limité aux Etats-Unis. Comme nous l'avons remarqué plus haut dans le présent rapport, les auteurs de la Constitution américaine n'avaient pas inscrit l'enseignement parmi les responsabilités des autorités fédérales. Au moment de la naissance de la nation, l'éducation était laissée en grande partie à la famille et à l'Eglise. Lorsqu'il est devenu évident que ni la famille ni l'Eglise ne seraient en mesure de répondre à une demande accrue de programmes d'enseignement, les autorités locales ont commencé à jouer un rôle actif en préconisant, finançant et organisant des écoles.

La supervision et le contrôle des écoles par les autorités locales se sont avérés satisfaisants pendant la première période de l'histoire de la nation. Il est cependant vite apparu que l'éducation constituait une fonction d'une importance vitale pour la population et que le pays ne pouvait se passer d'un enseignement public gratuit. On a alors assisté à l'épanouissement de toute une série de particularités locales sur les possibilités offertes en matière d'enseignement. A mesure que l'on a pris conscience de ces disparités, les autorités étatiques se sont mises en devoir de standardiser les écoles, d'aider les collectivités locales à financer leurs établissements scolaires et d'homologuer les enseignants. Aussi, les constitutions des Etats, telles qu'elles ont été rédigées et adoptées, octroient généralement aux autorités étatiques des pouvoirs importants en matière d'enseignement primaire et secondaire. Ces mesures devaient cependant tenir compte de deux principes essentiels: (1) l'enseignement devait être financé à la fois par les autorités locales et étatiques, et ce jusqu'au diplôme de fin d'études secondaires, et (2) l'enseignement devait être aussi équitable que possible au sein de l'Etat. Ceci explique pourquoi l'enseignement aux Etats-Unis a évolué sur le plan historique et légal comme une responsabilité conjointe des autorités locales et étatiques. Les autorités fédérales ne sont intervenues financièrement que depuis 30 ans environ. Cet appui n'a jamais dépassé 1 pour cent des dépenses du pays en matière d'enseignement.

La politique actuelle de l'enseignement appliquée par l'exécutif, telle qu'elle est définie par le président et le secrétaire à l'éducation, se fonde sur le principe que le contrôle et la responsabilité du maintien et du fonctionnement du système d'enseignement primaire, secondaire et supérieur doivent rester l'apanage des autorités étatiques et des collectivités locales, que les fonds fédéraux alloués à l'enseignement ne doivent en aucune manière interférer avec ce principe.



Avant que Ronald Reagan ne devienne président, plus d'une centaine de lois avaient été promulguées par le Congrès, prévoyant la mise en place de programmes peu importants d'aide financière au bénéfice de certains groupes d'étudiants ou d'institutions. Le gouvernement actuel a partiellement réussi à convaincre les membres du Congrès de changer de politique au profit d'allocations de fonds plus globales, ce qui laisse aux Etats et aux collectivités locales la possibilité d'affecter les ressources fédérales à des services qu'ils estiment essentiels à la qualité de l'enseignement.

## LA LEGISLATION

L'administration Reagan a entrepris sa mission législative en matière d'enseignement avec beaucoup de zèle. Une proposition a été soumise au Congrès afin de consolider une série de programmes de subventions catégorielles au sein d'un système global requérant des organismes étatiques et locaux une justification moins rigide des dépenses. L'exécutif a également demandé au Congrès d'allouer moins de fonds dans le secteur de l'enseignement. Cette stratégie s'inscrivait à la fois dans le cadre d'une réduction générale des dépenses fédérales et d'une diminution du rôle des autorités fédérales en matière d'éducation, l'un des arguments clés du programme électoral de Ronald Reagan en 1980.

Le Congrès n'a pas approuvé totalement les propositions de l'administration Reagan en vue de réduire le rôle des autorités fédérales en matière d'enseignement. Le président avait limité les subventions à l'enseignement à 13,5 milliards de dollars EU pour 1981. A l'issue des débats, un crédit de 14,8 milliards de dollars EU a été voté. Bien que le projet de consolidation et de simplification des programmes d'enseignement n'ait pas été adopté, une solution de remplacement a été votée. Il s'agissait de la première d'une série de décisions législatives en matière d'enseignement portant le sceau de l'administration Reagan.

### La loi de 1981 sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement

Le Congrès est parvenu, par le biais d'une procédure de réduction budgétaire appelée apurement, à instaurer des changements importants sur le plan de la politique d'appui à l'enseignement. La loi de 1981 sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement (Loi publique 97-35) prévoyait une enveloppe budgétaire plus réaliste qu'auparavant pour les nombreux programmes d'enseignement. Chose plus importante encore, cette loi a introduit une tendance nouvelle dans la législation fédérale en matière d'enseignement. Dans le passé, le Congrès avait cédé aux groupes de pression en adoptant une série de programmes d'aide financière restreints au bénéfice de secteurs spécifiques de l'enseignement. Il est

pierres angulaires du programme de l'exécutif. Elle a du reste appliquée à d'autres secteurs que l'enseignement.

Le premier grand changement dans les programmes de subvention aux niveaux primaire et secondaire a affecté le vaste programme d'aide compensatoire destiné aux groupes défavorisés. Ce programme a coûté chaque année plus de 3 milliards de dollars aux écoles primaires et secondaires qui s'occupent d'étudiants défavorisés sur le plan social ou éducationnel. Le but de la nouvelle législation était de rendre le programme moins exigeant pour les administrateurs des organismes fédéraux et locaux, en particulier pour ce qui concerne la planification et l'élaboration de rapports sur les projets d'enseignement financés à l'aide de ces fonds. Avant que la loi ne soit votée, la gestion du programme avait requis du Congrès l'élaboration d'un projet juridique de près de 50 pages. La nouvelle loi allait réduire ce projet à six pages en simplifiant notamment les règlements fédéraux ayant trait aux conditions requises pour l'obtention de fonds. La nouvelle loi comprend un nombre plus restreint de procédures. Techniquement, le nouveau programme est appelé Chapitre I de la Loi sur la conservation et l'amélioration de l'enseignement -- Assistance financière destinée aux besoins éducationnels spéciaux des enfants défavorisés.

Le deuxième changement important dans les programmes fédéraux d'enseignement primaire et secondaire a été l'abrogation de 29 programmes dont la majorité concernait des modèles d'élaboration de programmes à l'intention des systèmes scolaires locaux. Ces 29 programmes ont représenté un budget total de 525.485.000 dollars EU en 1981. Le financement de l'exercice 1982 au titre du Chapitre 2, Programme consolidé, est de 470.400.000 dollars EU. Le Congrès a ensuite mis au point le nouveau programme de création du Programme consolidé du Chapitre 2, en prévoyant une subvention globale par lequel les Etats étaient autorisés à affecter un quota à n'importe quelle activité éducationnelle précédemment financée dans les 29 programmes. Chaque Etat devait verser 80 pour cent des dépenses allouées aux organismes d'enseignement locaux. Le nouveau programme garantissait ainsi aux quelque 16.000 systèmes d'enseignement une part du budget fédéral consacré à l'amélioration de l'enseignement. Il s'agissait donc du programme de subvention le plus vaste de ces dernières années. En s'efforçant de limiter au maximum l'intervention et le contrôle des autorités fédérales sur le plan local, l'administration Reagan allait profondément influencer le secteur de l'enseignement et le rôle des autorités fédérales dans ce secteur. Le chapitre 3 de la présente partie examine plus en détail le programme du Chapitre 2.

#### Amendements en matière d'aide financière aux étudiants, 1981

Le Congrès et le président ont respectivement voté et signé

chaque année des fonds importants pour financer les études universitaires des jeunes ayant des moyens financiers limités. Cette assistance fédérale se présente sous forme de subventions, de prêts à faible intérêt et de programmes d'études-travail. Entre 1978 et 1981, tout étudiant, quel que soit le revenu familial, pouvait bénéficier d'un prêt à faible intérêt allant jusqu'à 2.500 dollars EU par année universitaire pour fréquenter un établissement d'enseignement supérieur préparant à la licence. La loi publique 97-35 a obligé les étudiants dont la famille gagne plus de 30.000 dollars EU bruts par an à apporter la preuve d'un véritable besoin financier pour pouvoir bénéficier d'un prêt d'études. Cette même loi a également apporté certains changements en matière de taux d'intérêt.

Le 13 octobre 1982, le président a également sanctionné une loi établissant de nouvelles lignes directrices pour la détermination des subventions fédérales aux étudiants dans le besoin. Ces subventions sont appelées "subventions Pell" en l'honneur du sénateur Pell de l'Etat de Rhode Island qui a présidé à la conception et au vote du programme. La loi citée plus haut fixait à 1.800 dollars EU le plafond des subventions Pell pour l'année scolaire 1983-1984 ou 50 pour cent des frais d'inscription à un établissement d'enseignement supérieur, le montant le moins élevé prévalant. D'autres changements sont intervenus dans les méthodes de calcul de la contribution des familles aux études universitaires des enfants (en fonction des ressources financières), contribution qui est une condition préalable à l'obtention d'une aide financière fédérale.

### La Loi de finances de 1984

La Loi de finances de 1984 (Loi publique 98-129) signée par le président le 13 octobre 1983 prévoit un montant de 15,422 milliards de dollars EU pour l'éducation. Il s'agit là de la plus importante affectation de fonds jamais votée par le Congrès. Près de 6,8 milliards de dollars EU iront à l'enseignement primaire et secondaire et 7,4 milliards de dollars EU seront affectés à l'enseignement postsecondaire. Sur ces 7,4 milliards de dollars, un peu plus de 6 milliards seront versés sous forme d'aide financière aux étudiants.

### Les amendements à la Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement

Le 8 décembre 1983, le président Reagan a sanctionné une loi (Loi publique 98-211) qui apportait des modifications mineures à la Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement dont il a été question précédemment. Ces amendements ont permis de clarifier différents points de la loi initiale en définissant certaines catégories d'étudiants pour lesquels des services seront fournis dans le cadre du programme d'enseignement pour les groupes défavorisés. Le rôle des parents était

programmes fédéraux et programmes étatiques et locaux. La loi en question comprenait également des modifications mineures dans d'autres programmes. Il est important de noter toutefois que l'adoption de cette loi n'a modifié en rien la tendance établie en 1981, à savoir l'octroi de subventions fédérales plus généralisées en matière d'enseignement permettant aux organismes étatiques et locaux d'utiliser ces fonds plus librement.

### Les amendements à la Loi sur l'éducation des handicapés

Le 2 décembre 1983, le président a signé une loi qui apportait des modifications à la Loi sur l'éducation des handicapés. Ces amendements (Loi publique 98-199) n'affectent en rien la principale subvention fédérale dans le domaine de l'éducation des enfants handicapés. Les autorités fédérales continuent de verser annuellement plus d'un milliard de dollars aux Etats au titre de l'éducation des enfants handicapés. Elles garantissent également toujours l'égalité des chances en matière d'enseignement à tous les jeunes handicapés. La loi de 1983 a élargi les volets de la Loi sur l'éducation des handicapés établissant les programmes de recherche, de développement et de formation du personnel qui s'ajoutent aux montants importants versés aux Etats pour l'éducation des enfants handicapés. On a lancé un nouveau programme pilote destiné à offrir des services de transition aux étudiants handicapés du secondaire. La loi prévoyait aussi une nouvelle méthode permettant de garantir que les handicapés inscrits dans les écoles libres reçoivent effectivement leur part d'aide fédérale.

### Les amendements à la Loi sur le reclassement professionnel des handicapés

Le 22 février 1984, le président Reagan signait la Loi publique 98-221, prolongeant ainsi pour trois ans la Loi sur le reclassement professionnel des handicapés. Cette loi prévoit des fonds pour le reclassement des handicapés adultes. La dernière affectation de fonds en la matière s'est montée à 1,1 milliard de dollars EU. La loi apporte des modifications mineures au volet discrétionnaire de la loi initiale sur le reclassement. Par programmes discrétionnaires, on entend tous les programmes permettant de recueillir des données de recherche et de démonstration au niveau national sur la manière de résoudre au mieux les problèmes et les besoins des handicapés adultes.

### Autres lois votées par le 98ème Congrès en matière d'éducation

Le 98ème Congrès a voté diverses autres lois mineures sur l'enseignement. Pendant plusieurs années, les établissements d'enseignement supérieur ont bénéficié d'un programme d'assistance. Ce programme a été amendé l'an dernier par le biais de la Loi publique 98-95 afin de permettre aux nouveaux bénéficiaires de fonds fédéraux de mettre

Une autre loi (Loi publique 98-167) a été votée qui (1) prévoit des sanctions pour les personnes qui refusent de rembourser leurs prêts d'études universitaires, (2) oblige les étudiants en âge d'entrer sous les drapeaux à prouver qu'ils figurent bien sur les listes de conscription avant de pouvoir bénéficier d'une aide financière et (3) apporte des modifications mineures sur le plan du financement conjoint par le secteur public et privé des programmes de prêts aux étudiants (Loi publique 98-79).

## UN REGARD VERS L'AVENIR

Pour 1984, le Congrès s'occupera principalement de la prolongation plusieurs programmes de subvention en vigueur depuis plusieurs années. La reconduction et l'adaptation de la Loi sur le reclassement professionnel seront très probablement entérinées. Parmi les autres programmes devant être prolongés figurent l'éducation des Indiens, certains volets de la Loi sur l'enseignement supérieur, le programme "Impact Aid", la Loi sur l'enseignement bilingue, la Loi sur l'éducation des adultes et quelques autres encore. En résumé, il apparaît que la consolidation et la simplification de la politique fédérale en matière de subvention à l'enseignement prônée par l'administration Reagan a eu un impact certain sur le pays. Cette tendance à la consolidation et à la simplification devrait se poursuivre dans les années à venir.



## 2. Politiques et débats: nouvelles orientations

Les trois dernières années ont été marquées, dans le domaine de l'éducation, par un très grand nombre de débats et de controverses parfois très animés qui témoignent en fait d'une nouvelle prise de conscience de la nécessité d'améliorer l'enseignement et de mettre en oeuvre dans chaque Etat et collectivité certaines initiatives pour lesquelles il existe un consensus au sein de ces mêmes Etats et collectivités. Le présent chapitre ne traite que des politiques et des thèmes les plus souvent débattus. Il se limite à la description des recommandations, des idées et des arguments avancés et n'envisage pas la manière dont les écoles mettent ces recommandations en pratique. Ce sera le thème du chapitre suivant qui est consacré aux tendances.

### LES NOMBREUSES ETUDES SUR LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT AUX ETATS-UNIS

L'année 1983 fera date dans l'histoire de l'enseignement aux Etats-Unis en raison de l'importance accordée par les pouvoirs publics au secteur de l'enseignement, préoccupation qui a atteint un niveau suffisant pour avoir un impact substantiel sur les écoles du pays, en particulier les écoles primaires et secondaires. Au cours de cette année ou peu avant, près de neuf études majeures sur l'enseignement aux Etats-Unis ont été réalisées, voire davantage d'après certains. De nombreuses autres études ont également été réalisées, généralement plus spécialisées, qui se fondaient sur des bases de données plus réduites et/ou réalisées sous l'égide de groupes plus restreints. Elles n'en sont pas moins importantes car elles témoignent d'un souci commun à l'ensemble du pays et de la participation active d'une grande partie de la population au débat sur l'enseignement aux Etats-Unis. Les études majeures figurent dans la troisième partie du présent document. Pour chacune d'elles, il a été fait mention de l'institution qui les a patronnées, des organismes participants, de la base de données, du contexte temporel et de la date de parution. Ces renseignements figurent sous forme de tableaux.

Si les études réalisées en 1983 témoignent d'une qualité exceptionnelle, c'est surtout par leur quantité qu'elles se distinguent. La plupart des conclusions et des recommandations avaient déjà été énoncées auparavant, notamment dans un rapport intitulé "A la recherche de l'excellence: l'éducation et l'avenir des Etats-Unis" (The Pursuit of Excellence: Education and the Future of America), publié en 1958 par le comité "America at Mid-Century" de la Fondation des frères Rockefeller. Plusieurs analyses et comparaisons de certaines études de 1983 figurent parmi les documents de référence énumérés dans la troisième partie du présent dossier. Bien que ces études couvrent tous les niveaux d'enseignement et de nombreux domaines (selon une des analyses: organisation et gestion des écoles, programmes, étudiants et apprentissage, qualité et

des problèmes qui ont attiré l'attention générale des pédagogues, de la presse et du grand public, en particulier dans l'enseignement primaire et secondaire. Le rapport traitera également des grands thèmes qui, s'ils sont examinés dans certaines études, doivent en fait leur importance à l'initiative du président et du secrétaire à l'éducation.

## IMPORTANCE DES MATHEMATIQUES ET DES SCIENCES DANS LES ECOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Le public a pris conscience de l'inefficacité de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans les écoles, inefficacité qui se traduit notamment par une diminution des exigences et des travaux pratiques dans l'ensemble du pays et qui se reflète dans les résultats aux examens nationaux. Le Centre national de statistiques de l'éducation, qui dépend du Département de l'éducation des Etats-Unis, a révélé que le critère national moyen en mathématiques est de 1,7 an au niveau du secondaire; pour les sciences, il est de 1,6 an. En ce qui concerne le nombre d'années qui sont effectivement consacrées, l'étude "Enseignement secondaire et postsecondaire" (High School and Beyond) a montré que le nombre moyen d'années consacrées aux mathématiques est plus élevé: 2,4 ans dans les écoles secondaires libres et 2,0 ans dans les écoles secondaires publiques. En sciences, les chiffres sont respectivement de 2,0 et 1,7 an. Qui plus est, l'Institut national de l'éducation, autre organe du Département de l'éducation, a révélé qu'outre la diminution du nombre d'inscriptions en mathématiques et en sciences, le contenu des cours avait été largement réduit.

La baisse de 40 points dans la moyenne des résultats aux Tests d'aptitude scolaire (Scholastic Aptitude Tests ou SAT) entre 1963 et 1980 illustre bien ce déclin dans les résultats aux examens. Ces données contrastent étrangement avec les conclusions de l'Evaluation nationale sur les progrès de l'éducation selon lesquelles près de la moitié des écoliers de neuf ans considéraient les mathématiques comme leur matière favorite.

Préoccupés par l'aptitude future du pays à rester compétitif sur le plan technologique au niveau mondial avec un enseignement aussi peu efficace, les auteurs d'études sur l'enseignement des mathématiques et des sciences voient dans la pénurie de personnel qualifié la cause première du problème. Au cours des dix dernières années, on a assisté à une diminution substantielle du nombre de professeurs formés pour enseigner les mathématiques et les sciences dans les établissements secondaires. Un rapport publié en 1982 par la Fondation nationale pour la science a montré que 44 Etats connaissaient une pénurie, parfois critique, en professeurs de chimie et de mathématiques et que 45 Etats manquaient de professeurs de physique. La plupart des spécialistes s'accordent pour imputer cette pénurie au fait que les professeurs sont mal formés et mal payés.

Les autres raisons invoquées sont que très peu d'universitaires reçoivent des diplômes dans ces disciplines, que les professeurs en mathématiques et de sciences qui ont étudié la pédagogie comme discipline principale ont reçu moins d'heures d'instruction que ceux qui ont pris les mathématiques ou les sciences comme discipline principale et enfin que les professeurs se tiennent rarement au courant des derniers développements une fois nommés.

On a avancé de nombreuses solutions. Le rapport intitulé "Une nation en péril" (A Nation at Risk) recommandait aux écoles secondaires étatiques et locales d'exiger 3 ans de mathématiques et 3 ans de sciences. La liste de recommandations de la Commission nationale des sciences pour l'enseignement pré-universitaire des mathématiques, des sciences et de la technologie comprend la stratégie suivante:

"(1) susciter une volonté nationale ferme et durable d'améliorer la qualité de l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie pour tous les étudiants, (2) donner une initiation précoce et poussée dans ces disciplines, (3) mettre en place un système permettant d'évaluer les résultats et la participation des étudiants, (4) recycler les professeurs en poste, en essayant de garder les meilleurs professeurs en attirant de nouveaux professeurs qui soient motivés et d'excellent niveau, (5) améliorer la qualité et l'intérêt des cours, (6) mettre en place des programmes modèles, qui seront des jauges de l'excellence, dans chaque collectivité de manière à instaurer de nouvelles normes d'excellence scolaire, (7) recourir à toutes les ressources disponibles, y compris les nouvelles technologies de l'information et l'enseignement non structuré et (8) élaborer une procédure de détermination du coût des améliorations requises et des modalités de financement."

La Fondation Carnegie pour les progrès de l'enseignement suggère que les circonscriptions scolaires

- o "mettent en place un programme de cours permettant à des experts extérieurs d'enseigner à temps partiel...
- o recherchent des professeurs et des représentants du secteur commercial et industriel ayant récemment pris leur retraite et susceptibles d'enseigner à temps partiel dans des domaines clés moyennant un recyclage de courte durée...
- o s'associent aux entreprises commerciales et industrielles pour former des équipes ... un membre de l'équipe enseignant pendant un ou deux ans pendant que les autres occupent un poste en dehors du secteur de l'enseignement..."

Un projet de législation fédérale a été déposé pour aider les Etats à recycler des professeurs en mathématiques et en sciences.



## RELEVEMENT DES NORMES ET DES CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DU DIPLOME

On semble s'orienter à la fois vers un relèvement des critères aux différents niveaux de l'enseignement et vers l'étoffement du programme de cours nécessaire à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires. Ces normes plus sévères comprennent un système de notation qui reflète véritablement le travail fourni, des normes d'admission à l'enseignement postsecondaire plus strictes, l'organisation fréquente d'examens uniformisés et l'analyse de ces derniers aux fins d'orientation, l'amélioration des manuels et des autres outils didactiques au plan de rigueur, et l'incorporation des résultats de la recherche pédagogique, la technologie et des connaissances nouvelles dans les matériaux didactiques.

Le rapport intitulé "Une nation en péril" propose que les écoles secondaires étatiques et locales exigent non seulement 3 années de mathématiques et de sciences mais également 4 années d'anglais, 3 années d'études sociales et six mois d'informatique; le rapport recommande 2 années de langue étrangère pour les étudiants qui envisagent d'entrer à l'université. Bien que toutes les études sur le système d'enseignement américain n'exigent pas un tel bagage, la plupart des observateurs considèrent qu'un tronc commun est indispensable car il permet d'éliminer les cours accessoires et superflus.

Des études récentes ont indiqué que les unités de valeur moyennes dans les cours de base oscillaient entre 3,6 en neuvième année et 2,6 en douzième année. Deux pour cent seulement des diplômés de 1982 remplissaient les conditions suggérées par la Commission pour l'obtention du diplôme. Dans deux matières seulement, l'anglais et les sciences sociales, la majorité des étudiants a suivi le nombre de cours recommandés. En douzième année, les étudiants d'origine asiatique ont obtenu 15 unités de valeur dans les cours de base, les Blancs 13, les Noirs 11 et les Hispaniques 12. Les étudiants de la Nouvelle-Angleterre et des États du Moyen Atlantique ont obtenu en moyenne 3 unités de valeur de plus que ceux des autres régions des Etats-Unis. Les étudiants des écoles secondaires libres ont obtenu en moyenne 3 unités de valeur de plus que leurs camarades des écoles publiques.

Outre les recommandations concernant des normes plus sévères et des cours de base obligatoires, on a également proposé d'allonger les horaires et d'augmenter le nombre de jours d'école par année. A titre de comparaison, on s'est fondé sur les horaires et l'année scolaire dans les autres pays industrialisés.

## AMELIORATION DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES ECOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

S'il est un fait définitivement acquis sur le plan de l'éducation aux Etats-Unis, c'est bien la conviction qu'il ne peut y avoir d'éducation

l'unanimité, la plupart du temps pour des questions de détail. Le dénominateur commun des différentes propositions est la nécessité d'augmenter le salaire de base de tous les enseignants.

Les recommandations lient souvent le salaire à la qualité du travail de l'enseignant et à l'établissement d'une hiérarchie professionnelle où le salaire est fonction des responsabilités (par exemple aider les enseignants sans expérience) et/ou des prestations. Le but est de permettre à tout enseignant capable et expérimenté d'augmenter son salaire sans autant devoir quitter le milieu de l'enseignement, c'est-à-dire passer dans l'administration ou d'autres domaines sans rapport avec l'enseignement. Un tel système d'encouragement professionnel nécessite une évaluation régulière sur des critères définis et l'appréciation des homologues. Une autre suggestion consiste à allonger l'année de travail à 11 mois. Ce faisant, il est possible d'offrir simultanément un salaire plus élevé et suffisamment de temps pour mettre au point son programme et avancer sa carrière. L'augmentation des salaires est souvent considérée comme une manière d'améliorer la condition sociale des enseignants et de rendre la profession plus attrayante.

Les propositions visant à améliorer la formation préalable des futurs enseignants ainsi que la qualité de la profession d'enseignant mettent l'accent sur le relèvement des normes dans les écoles supérieures et les universités où l'on étudie la pédagogie, sur l'allongement des programmes de formation des enseignants, sur l'équilibre entre le nombre d'heures consacrées à l'apprentissage d'une discipline et le temps consacré à la pédagogie et enfin sur la rédaction d'un code professionnel de l'enseignement. Plusieurs études proposent également une forme d'encouragement financier afin d'attirer les étudiants les plus capables vers les écoles supérieures de pédagogie et les inciter à faire carrière dans ce secteur.

Une autre approche, recommandée dans plusieurs études, a été adoptée par le conseil des officiers principaux de l'administration des Etats au cours de sa réunion de décembre 1983. On prévoit de réviser les lois et les règlements d'homologation des Etats de manière à ce que les futurs enseignants ne soient plus obligés de suivre des cours de pédagogie au niveau de la licence. Ce faisant, on espère rendre la profession plus attrayante pour les candidats compétents ne désirant pas enseigner à temps complet ou inscrits dans des établissements supérieurs n'offrant pas de programmes de formation à l'enseignement.

L'amélioration des conditions de travail des enseignants constitue une autre recommandation majeure sur le plan de la qualité de l'enseignement. Prévoir plus de temps pour les devoirs, limiter les obligations et les occupations extrascolaires, réduire le nombre d'enfants par classe, faciliter le travail des enseignants en adoptant des règlements qui allègent les problèmes de discipline sont autant de possibilités

d'éducation. Bien que l'on ait enregistré certains résultats dans ce domaine, le président a placé ce problème au premier plan dans le débat sur l'enseignement entamé au début de l'année 1984 et a avancé quelques suggestions pratiques qui seront examinées au chapitre 3, dans la section traitant des initiatives fédérales.

## DEVELOPPEMENT DE L'ORIENTATION ET DE L'APPUI AUX ECOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

Si les opinions varient quant à la répartition entre les différents organismes publics ou autres des responsabilités en matière d'orientation et d'appui aux diverses institutions, il est généralement admis que tous les secteurs de la société américaine concernés par l'éducation -- autorités fédérales, autorités étatiques, circonscriptions scolaires locales, inspecteurs et directeurs d'école, enseignants, parents, entreprises commerciales et industrielles -- doivent contribuer à leur manière à un effort national en vue d'améliorer l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires aux Etats-Unis.

Pour bon nombre de personnes, l'amélioration de l'école doit se faire à la base, c'est-à-dire au sein de l'établissement. En d'autres termes, il est impératif que le directeur d'école fasse preuve de fermeté et d'efficacité. On pousse les circonscriptions scolaires à instaurer des critères de promotion sévères et à soutenir les directeurs sur le plan de la qualité des cours et de la discipline. Il appartient aux Etats de définir des objectifs et de fournir une assistance tant morale que financière aux circonscriptions. Le rôle des autorités fédérales est très controversé mais on s'accorde généralement pour dire qu'il comprend l'identification et la stimulation de l'intérêt national pour l'éducation, le financement de groupes d'étudiants clés, la recherche pédagogique et collecte de données, de statistiques et d'autres informations sur l'éducation. Parmi les points de dissension figurent le montant du financement fédéral des groupes d'étudiants clés, le nombre d'initiative susceptibles de bénéficier de subventions fédérales et le montant de ces crédits. En clair, le débat est principalement axé sur la source de financement qui matérialisera les recommandations.

La coopération et l'interaction entre les établissements universitaires, d'une part, et les entreprises commerciales et industrielles d'autre part, sont vivement recommandées sous diverses formes. On propose, par exemple, que les écoles supérieures et les universités où l'on enseigne les lettres jouent un rôle plus prononcé sur le plan de la formation des enseignants et instaurent des critères d'entrée plus sévères pour les mathématiques supérieures et les sciences. Les entreprises commerciales et les établissements d'enseignement supérieur sont invités à établir des relations avec les écoles locales notamment sous forme d'envoi de personnel dans ces institutions.

## APPUI A L'ENSEIGNEMENT LIBRE

L'ampleur de l'appui à l'enseignement libre constitue un thème souvent débattu au Congrès et défendu devant les tribunaux au cours des trois dernières années. L'administration Reagan entend accorder aux étudiants et aux enseignants des écoles libres les avantages équitables et comparables prévues par la loi. La Loi de 1981 sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement (Education Consolidation and Improvement Act -- ECIA) oblige les circonscriptions scolaires locales à continuer d'offrir aux étudiants des écoles libres des services comparables à ceux offerts dans l'enseignement public.

L'exécutif a également soutenu un projet de loi visant à offrir de nouvelles formes d'assistance aux parents d'élèves des écoles libres, notamment un projet de crédit d'impôts pour les frais d'inscription et un programme de bons d'enseignement. Le projet crédits d'impôts pour les frais d'inscription prévoit l'introduction d'un crédit d'impôts fédéral qui permettra de payer une partie des frais d'inscription dans les écoles libres primaires et secondaires au moyen du crédit déduit directement par le contribuable du montant des impôts à payer. Ce crédit serait étalé sur une période de trois ans et limité à 300 dollars EU. Les partisans de ce projet font remarquer que l'avoir fiscal permettra aux parents de choisir entre les écoles publiques et libres, que cette possibilité de choix stimulera une saine concurrence entre les établissements publics et libres et que le système de crédit d'impôt éliminera partiellement les inégalités en matière de financement de l'enseignement aux Etats-Unis, lequel oblige les parents qui inscrivent leurs enfants dans des écoles libres à payer, en plus des frais d'inscription, des impôts locaux pour soutenir les écoles publiques.

Le programme de bons d'enseignement devrait offrir aux enfants de familles à bas revenus un accès plus facile aux écoles libres en accordant un bon aux parents de tout enfant habilité à bénéficier des fonds du chapitre 1 (enseignement compensatoire) dans les circonscriptions scolaires locales qui décident d'adopter un système de bons. Les parents utiliseront ce bon pour faire inscrire leur enfant dans une école libre ou toute autre école publique spéciale offrant un programme adapté aux besoins de l'enfant. Plusieurs Etats envisagent de créer des programmes d'aide aux parents sur le même modèle que le projet de crédits d'impôts et le programme de bons.

L'augmentation du nombre d'écoles fondamentalistes et évangéliques constitue une autre source de controverse au sujet des écoles libres. Nombre d'éducateurs de ces écoles estiment que l'Etat n'a pas le droit de s'ingérer dans leurs programmes. Certains Etats pensent au contraire qu'il faut obliger ces établissements à respecter un minimum de règlements, notamment en ce qui concerne l'homologation des enseignants et l'agrément l'Etat.

Il convient de définir clairement le rôle des écoles libres dans le

### 3. TENDANCES ACTUELLES

Dans le chapitre précédent, nous avons passé en revue quelques-unes des recommandations majeures formulées dans les nombreuses études réalisées sur l'enseignement aux Etats-Unis par l'administration Reagan et des pédagogues. Le présent chapitre, consacré aux tendances actuelles, documente au moyen de faits et de chiffres la situation actuelle et l'évolution de ces trois dernières années. Il s'agit à la fois d'une réponse aux recommandations examinées dans le chapitre précédent et d'une description de l'évolution dans certains domaines moins épineux peut-être, mais où il a été néanmoins possible de réaliser d'importants progrès.

#### QUELQUES DONNEES STATISTIQUES

Le niveau d'études atteint est en progression constante, en particulier au sein de la population jeune. En 1980, plus de 3 étudiants sur 5 ayant suivi des études secondaires ont poursuivi dans l'enseignement postsecondaire, la plupart dans des établissements offrant des programmes de 4 ans. Depuis 1982, près de 86 pour cent des personnes entre 25 et 29 ans ont suivi au moins 4 années d'études secondaires et plus de 1 sur 5 a passé quatre ans ou plus à l'université.

Soucieux de la qualité de l'enseignement, le public a exigé des critères plus sévères au niveau des établissements secondaires et il apparaît que le nombre de cours de mathématiques suivis par les étudiants du secondaire est en hausse.

Malgré la diminution de la population en âge de fréquenter l'université, les effectifs des établissements d'enseignement supérieur ont continué d'augmenter, en grande partie en raison de l'inscription d'un grand nombre de femmes âgées de plus de 25 ans.

Dans le même temps, on a assisté à une augmentation du nombre d'enfants dans les écoles préprimaires. La proportion des enfants de moins de 5 ans inscrits est passée d'un quart en 1979 à un tiers en 1982, hausse due en partie au plus grand nombre de femmes qui travaillent et à la volonté des parents de placer leurs enfants dans un environnement éducationnel dès le plus jeune âge.

En 1982, le pays a dépensé 7 pour cent du produit national brut dans le secteur de l'éducation, la plupart des fonds continuant à provenir de différents échelons gouvernementaux. Si les autorités fédérales, étatiques et locales ont adapté leurs contributions à l'augmentation du coût de l'enseignement primaire et secondaire, la part versée par les autorités fédérales est tombée à 0,3 pour cent en 1980-81, la part



## Niveau d'éducation atteint

Les chiffres sur le nombre d'années d'études suivies par la population reflètent les progrès constants de l'enseignement au cours des dernières décennies. Pendant les 30 dernières années, la proportion des personnes de 25 ans et plus ayant suivi 4 ans au moins d'enseignement secondaire a doublé et représente 71 pour cent. Par contraste, la proportion des personnes ayant suivi moins de 5 années d'enseignement primaire est tombée de 10 à 3 pour cent. Au cours de la même période, la proportion des personnes ayant fréquenté l'université pendant 4 ans ou plus a plus que doublé et atteignait près de 18 pour cent en 1982 (Figure 2).

On constate des progrès significatifs dans le niveau d'éducation atteint par les hommes et les femmes, les Blancs et les minorités.

Entre 1970 et 1982, la proportion des personnes de 25 ans et plus ayant fréquenté l'école secondaire pendant au moins 4 ans a augmenté de 17 pour cent pour les hommes, de 15 pour cent pour les femmes, de 21 pour cent pour les Noirs, de 15 pour cent pour les Blancs et de 14 pour cent pour les Hispaniques (Tableau 6).

Les résultats de l'enseignement dispensé au cours des dernières années sont particulièrement évidents dans les chiffres concernant une des couches jeunes de la population, celle de 25 à 34 ans. Au sein de ce groupe, le diplôme de fin d'études secondaires est une chose acquise (86,3 pour cent). Un peu moins de la moitié de cette tranche d'âge est entrée à l'université (45,2 pour cent) et près d'un quart (23,8 pour cent) a suivi au moins 4 années d'études supérieures (Figure 3).

Le nombre de diplômes universitaires délivrés est resté relativement stable dans les dernières années (Tableau 7) mais il s'est produit certaines mutations dans le choix des études entre 1971 et 1981. Les licences de gestion ont augmenté de 77 pour cent au cours des dix dernières années, alors que les licences de pédagogie ont baissé de plus de 40 pour cent. Pendant la même période, l'octroi de diplômes spécialisées de base a augmenté de 65 pour cent. Leur nombre a doublé en droit et augmenté de 71 pour cent en médecine.

## Structure de l'enseignement

Le seul changement important intervenu dans la structure et l'organisation de l'enseignement a été la multiplication des écoles intermédiaires. Leur nombre a presque doublé en dix ans pour atteindre environ 6.000 établissements en 1980-81.

Du fait de la diminution de la population en âge scolaire, le nombre d'écoles publiques primaires et secondaires est passé de 90.540 en 1970-71

à 85.888 en 1980-81, les effectifs moyens des écoles primaires passant de 408 à 378. Les effectifs des trois dernières classes du secondaire ont aussi légèrement baissé, passant de 1.177 à 1.123 en 1980-81. Cependant, le nombre de professeurs dans les établissements primaires et secondaires est resté relativement stable et se monte à environ 1,4 million dans le primaire et 1 million pour le secondaire (Tableau 8). Le rapport élèves-enseignant dans les écoles publiques est tombé de 22,3 en 1970 à 18,9 en 1981 (Tableau 9).

La croissance soutenue du nombre d'établissements publics d'enseignement supérieur qui a suivi la deuxième Guerre mondiale a pris fin en 1981-82. L'année suivante, leur nombre a légèrement diminué pour se stabiliser à 1.493. Cette diminution a toutefois été contrebalancée par une augmentation du nombre d'établissements libres, lesquels sont passés de 1.755 à 1.787 au cours de la même année (Tableau 10).

La croissance du personnel enseignant qui a été particulièrement intense au début des années soixante-dix s'est ralentie au début des années quatre-vingt et l'on s'attend à de nouvelles baisses pour la fin de la décennie. En 1982-83, les établissements d'enseignement supérieur employaient quelque 721.000 professeurs, dont un tiers (34,5 pour cent) à temps partiel. Il s'agit là des chiffres relevés dans l'enquête sur le personnel des établissements d'enseignement supérieur publiée par le Centre national des statistiques sur l'enseignement. En 1970, le personnel à temps partiel représentait seulement 22 pour cent. Plus d'un quart (27 pour cent) des professeurs principaux enseignaient dans des établissements libres.

### Effectifs

La baisse de la natalité enregistrée aux Etats-Unis au milieu des années soixante et pendant les années soixante-dix s'est traduite par une diminution constante du nombre d'enfants dans les écoles primaires et secondaires. Entre 1970 et 1982, les effectifs des écoles publiques ont diminué de plus de 6 millions, soit 14 pour cent, alors que ceux des écoles libres diminuaient de manière moins marquée, environ 5 pour cent.

En 1982, 39,6 millions d'enfants étaient inscrits dans les écoles primaires et secondaires publiques contre 5,1 millions dans les écoles libres. Environ 90 pour cent des 13,9 millions d'enfants entre la 9ème et la 12ème classe étaient inscrits dans des écoles publiques et dix pour cent dans des écoles libres (Tableau 11). Le nombre d'enfants dans la tranche 9ème-12ème n'a cessé de décliner depuis 1975, année au cours de laquelle il a atteint le chiffre record de 15,7 millions (Tableau 12). On s'attend à une reprise pour 1986 dans les premières années, le déclin dans les dernières années persistant jusqu'à la fin de la décennie.

hausse au cours des années à venir dans les crèches et les écoles maternelles publiques et libres. Les inscriptions dans les crèches ont principalement été enregistrées dans l'enseignement libre (près de deux tiers) alors que les inscriptions dans les écoles maternelles ont été l'apanage du secteur public (quatre cinquièmes environ) (Tableau 13).

En ce qui concerne les études supérieures, les inscriptions ont atteint 12,4 millions en 1982, avec une proportion croissante d'étudiants à temps partiel constituée principalement de personnes ayant dépassé la moyenne d'âge traditionnelle. En 1982, plus de 2 universitaires sur 5 étudiaient à temps partiel (Tableau 14). Entre 1972 et 1981, la proportion de femmes de 25 ans et plus est passée de 11 à 20 pour cent des effectifs totaux (Figure 4).

En 1982, 6,2 millions de personnes étaient inscrites dans des établissements postsecondaires non universitaires. On s'attend pour la fin des années quatre-vingt à une diminution des effectifs dans l'enseignement supérieur.

Une forte majorité (63 pour cent) d'étudiants du secondaire entame des études postsecondaires moins de deux ans après la fin des études secondaires. Plus de la moitié s'engagent dans des programmes universitaires de 4 ans, plus d'un tiers dans des programmes de 2 ans et les autres s'inscrivent dans des instituts techniques ou professionnels. Le taux de poursuite des études après le secondaire est bien plus fonction du niveau des aptitudes mesuré par les tests de connaissance au cours de la dernière année que du sexe, de la race ou de l'appartenance ethnique. Les filles semblent un peu plus nombreuses à poursuivre des études traditionnelles au-delà du secondaire, 66 pour cent contre 59 pour cent de garçons. Les étudiants ayant de bons résultats aux tests sont deux fois plus enclins à poursuivre des études postsecondaires que ceux qui ont obtenu de mauvais résultats. De même, il y a trois fois plus de chances que les premiers entameront des études de 4 ans (Tableau 15).

### Etudiants étrangers

On constate une hausse constante du nombre d'étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur américains, principalement dans les programmes d'études de 4 ans. Au cours des 8 dernières années, le nombre d'étudiants étrangers a augmenté de 50 pour cent, passant de 218.000 en 1976 à 331.000 en 1982 (Tableau 16). Au cours de cette dernière année, plus d'un tiers des étudiants étrangers étaient inscrits dans des établissements libres.

Les candidats étrangers à un diplôme spécialisé de base (médecine, dentisterie) étaient presque exclusivement inscrits dans des universités ou des établissements offrant un programme de 4 ans. Parmi les études les plus recherchées par les étudiants étrangers figurent l'ingénierie et la gestion.



## Minorités linguistiques

Comme cela a déjà été le cas par le passé, les écoles américaines sont aujourd'hui confrontées à la nécessité d'améliorer la connaissance de l'anglais d'un grand nombre de personnes (nées à l'étranger ou aux Etats-Unis), en particulier des jeunes enfants, afin de leur permettre de suivre avec succès les cours ordinaires.

Le nombre de personnes possédant une connaissance limitée de la langue anglaise a augmenté au cours des dix dernières années, en raison de l'afflux de nouveaux immigrants provenant de pays non anglophones. Selon les derniers rapports annuels du Service d'immigration et de naturalisation des Etats-Unis, quatre immigrants sur cinq proviennent d'Amérique du Sud ou d'Asie.

Entre 1970 et 1980, le nombre de personnes vivant aux Etats-Unis nées dans les pays d'Amérique latine a augmenté d'environ 2,6 millions, le nombre de personnes nées en Asie de 1,7 million. L'accroissement du nombre des personnes nées à l'étranger est particulièrement sensible dans le sein de la population de moins de 25 ans. Le nombre d'enfants d'âge scolaire nés à l'étranger a plus que doublé, soit une augmentation d'environ un million de personnes au cours des dix dernières années (Tableau 17).

Près de 10 pour cent des enfants entre 5 et 17 ans, soit 4,5 millions, vivent dans des familles où l'anglais n'est pas la seule langue parlée. Ce chiffre comprend les quelque 650.000 enfants de familles où l'on ne parle absolument pas l'anglais. Environ 86 pour cent de ces enfants sont considérés comme parlant "mal" ou "pas du tout" l'anglais, ont déclaré les ménages interrogés au cours du dernier recensement décennal de 1980. Les réponses des ménages d'expression espagnole sont moins favorables : seulement 84 pour cent d'enfants reconnus comme parlant bien l'anglais. Le Service s'efforce actuellement de déterminer avec plus de précision dans quelle mesure les enfants d'origine étrangère nés aux Etats-Unis ou immigrés ont une connaissance insuffisante de la langue anglaise et requièrent une intervention de l'école. (L'éducation des personnes ne parlant pas ou mal l'anglais sera envisagée plus loin dans le présent chapitre, dans la section consacrée à l'éducation des groupes spéciaux.)

## REPONSES A LA DEMANDE D'UN ENSEIGNEMENT DE QUALITE

Dans tout le pays, des initiatives publiques et privées sont lancées par des individus et des groupements à l'échelon local, étatique et national en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement. Les informations recueillies auprès des pédagogues, des hauts fonctionnaires des Etats-Unis et du public nous apprennent que le rapport intitulé "Une nation en éveil"

convergence sans précédent des faits et des opinions sur la nécessité d'améliorer l'enseignement aux Etats-Unis. Sans pour autant mettre l'accent sur les mêmes priorités, ces rapports ont permis de relancer le débat national sur les problèmes de l'enseignement.

De fait, certaines réformes locales et étatiques étaient déjà en cours avant la publication du rapport intitulé "Une nation en péril", en particulier sur le plan des conditions à remplir pour l'obtention des diplômes, des critères d'admission à l'enseignement supérieur, de l'homologation des professeurs et les programmes de mathématiques, de sciences et d'informatique. Le présent rapport ne donnera qu'un bref aperçu de ce qui s'est passé à la fin du mois de mars 1984, à savoir les initiatives fédérales en matière d'enseignement et les mesures prises par les Etats et les circonscriptions scolaires locales, les milieux universitaires et le secteur privé.

### Initiatives fédérales

Les autorités fédérales ont répondu à la demande d'un enseignement de meilleure qualité en prenant des initiatives qui s'inscrivent dans la politique suivie par l'administration Reagan, laquelle s'attache à redonner aux Etats la plus grande autorité et la plus grande indépendance financière possible sans pour autant sacrifier les priorités nationales telles que l'égalité des chances ou les fonctions de recherche et de collecte de données qui incombent aux autorités fédérales.

La plus importante contribution des autorités fédérales a été le rôle très actif qu'elles ont joué sur le plan des réformes de l'enseignement. Un appui financier, limité certes, a été accordé pour stimuler et encourager les mesures locales et étatiques dans ce domaine. Cette intervention de l'exécutif et du Congrès s'est concrétisée par toute une série d'initiatives pour (1) aider les Etats à octroyer des salaires plus attractifs aux enseignants, (2) accorder aux Etats une aide financière sous forme de subventions globales destinées à améliorer l'enseignement, (3) encourager les écoles à enseigner les langues étrangères, (4) rétablir la discipline dans les écoles, (5) promouvoir la coopération entre les pédagogues à tous les niveaux, (6) encourager les Etats et les circonscriptions scolaires locales à améliorer les manuels utilisés dans les écoles primaires et secondaires, (7) récompenser les étudiants appliqués du secondaire au moyen d'un diplôme de valeur nationale, (8) financer des programmes de formation de professeurs de sciences et de mathématiques, (9) financer et diffuser les résultats de la recherche pédagogique pour aider les écoles à dispenser un meilleur enseignement et (10) mettre au point des méthodes efficaces pour intégrer les technologies nouvelles dans les programmes, en particulier les mathématiques et la lecture. Certaines initiatives fédérales ont été prises avant la fin du mois de mars 1984. Etant donné que l'administration

## Augmentation des salaires

Le Secrétaire à l'éducation, M. Bell, a pris deux décisions importantes destinées à aider les Etats à mettre en place une structure salariale plus attirante, politique qu'il a toujours ardemment défendue. En mars 1984, constatant que 33 Etats et le District de Columbia ont réalisé des "progrès encourageants" sur le plan de l'amélioration des salaires, M. Bell a annoncé que le Département de l'éducation accorderait plus d'un million de dollars à 51 circonscriptions scolaires, organisations d'enseignement étatiques et établissements scolaires afin de les aider à élaborer et mettre en oeuvre des plans adéquats. Il présentait également un "modèle d'évaluation par des homologues" susceptible d'être adopté par les circonscriptions scolaires dans leurs programmes de promotion, nomination ou de calcul des salaires sur la base des prestations des écoles primaires et secondaires. Dans le même temps, il soulignait une fois encore l'importance de rendre les salaires des enseignants aussi compétitifs que possible dans les limites des fonds publics. Il a précisé que son modèle ne constituait en aucune manière "une solution miracle, mais plutôt un modèle à prendre en considération, à critiquer et à améliorer."

## Subventions globales

Les subventions globales du Chapitre 2 ont été examinées dans ce chapitre sur la législation, en l'occurrence le chapitre 1 de la deuxième partie de ce rapport. Aux termes du programme de subventions globales en 1982, les Etats peuvent affecter les fonds fédéraux qui leur sont accordés à l'une quelconque des activités éducationnelles autrefois inscrites dans 29 programmes spécifiques. L'exécutif a proposé une augmentation de 250 millions de dollars EU au titre de ce programme pour l'exercice 1985, ceci afin d'aider les Etats à améliorer la qualité de l'enseignement.

Depuis mars 1984, aucune évaluation du programme de subventions globales n'a été faite sur la manière dont les Etats et les circonscriptions scolaires ont effectivement dépensé les sommes mises à leur disposition par les autorités fédérales. Une évaluation de 2 millions de dollars EU a cependant été financée au moyen d'une subvention de 1 million de dollars EU du Département de l'éducation et il est prévu de faire un rapport intermédiaire en 1984. Entretemps, le Secrétaire à l'éducation a déclaré qu'il savait que les subventions globales étaient actuellement affectées à la formation des enseignants, à la réduction du taux d'abandons, à la préparation de programmes scolaires, à l'achat d'ordinateurs et à l'amélioration des résultats aux examens. Qui plus est, la plupart des administrateurs du programme à l'échelon étatique

scolaires du pays ont été presque unanimes pour affirmer qu'une augmentation du programme de subventions globales constitue la meilleure manière de relever le niveau de l'enseignement.

Les subventions globales du Chapitre 2 demandées par l'exécutif comprennent également les fonds discrétionnaires qui sont à la disposition du Secrétaire, dont font partie les subventions au système de stimulation salariaux pour les enseignants et les fonds octroyés aux Etats, sur la base d'une formule de répartition, pour couvrir une partie de la formation des professeurs de sciences ou de mathématiques au niveau secondaire (on envisage de former 10.000 personnes par an.)

### Enseignement des langues étrangères

Le Secrétaire à l'éducation, M. Bell, a souligné l'importance de l'étude des langues étrangères pour l'économie des Etats-Unis, de son rôle croissant dans le commerce extérieur. Il a également fait remarquer que la loi de finances pour 1985 accordait une attention accrue aux langues étrangères. Dans un discours prononcé en mars dernier à la convention annuelle des professeurs d'anglais chargés de donner des cours aux étrangers (Teachers of English to Speakers of Other Languages), le Secrétaire a rappelé que l'enseignement américain ne pouvait sous-estimer l'importance des autres langues actuellement prévues dans les programmes. Il a également exprimé le désir de l'administration Reagan d'élargir la définition actuelle de l'enseignement bilingue telle qu'elle est appliquée dans le cadre du financement discrétionnaire fédéral aux termes du titre VII de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire. La nouvelle définition permettrait aux circonscriptions demandeuses de fonds d'appel à un plus large éventail de méthodes d'enseignement et d'exercer un plus grand contrôle local sur les programmes bilingues.

### Discipline

Au début de l'année 1984, le président Reagan a soulevé le problème de la discipline dans les écoles, thème commun à bon nombre d'études sur l'enseignement aux Etats-Unis. "Le manque de discipline" a été cité dans 15 sondages annuels Gallup comme la préoccupation majeure des Américains dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire. Le président a proposé que le Département de l'éducation étudie et propose des méthodes efficaces pour rétablir la discipline dans les écoles. Le Département de la justice crée un Centre national pour la sécurité dans les écoles. Ce dernier serait chargé de publier des manuels de droits des administrateurs des écoles vis-à-vis des éléments perturbateurs et d'assister les circonscriptions scolaires locales sur le plan judiciaire. Entretemps, les enseignants ont commencé à réaffirmer leur autorité sur leurs élèves. Près d'un quart d'entre eux ont été formés selon le principe qui veut que les paroles du professeur ont le poids de la loi dans la salle de cours.

Le Secrétaire à l'éducation, M. Bell, a rappelé en mars 1984 la volonté de l'exécutif de résoudre le problème de la discipline scolaire en déclarant que le Département de l'éducation entendait focaliser la recherche et l'attention du public sur le problème des désordres à l'école. Un des centres de recherche pédagogique de l'Institut national de l'éducation (INE) va d'ailleurs étudier les méthodes de lutte contre la violence dans les écoles. Il a ajouté que le Département travaillera en étroite collaboration avec l'Institut national de la justice afin de déterminer dans quelle mesure les juridictions locales peuvent utiliser mieux leurs ressources pour lutter contre la criminalité dans les écoles.

### Coopération entre les éducateurs à tous les niveaux

Dans un discours prononcé en mars 1984 devant l'Association pour la supervision et l'élaboration de programmes scolaires (Association for Supervision and Curriculum Development), le Secrétaire à l'éducation a encouragé les éducateurs de tous les niveaux, depuis l'école maternelle jusqu'au secondaire, à élaborer ensemble des programmes. Selon ses paroles, "la fragmentation et le caractère diffus du système didactique requièrent la création de nouveaux liens et une continuité dans les programmes entre les quatre grands domaines de l'enseignement aux États-Unis : primaire, secondaire, premier, deuxième et troisième cycle de l'enseignement supérieur". Il a suggéré que l'on enseigne les connaissances de base traditionnelles en primaire, les "disciplines" dans le secondaire, les lettres dans les établissements d'enseignement supérieur, le secondaire et la formation professionnelle.

### Manuels du primaire et du secondaire

Dans un discours prononcé en mars 1984 devant l'Association des administrateurs des écoles (Association of School Administrators), M. Bell a abordé le problème des manuels utilisés dans le primaire et le secondaire et qui selon lui sont trop axés sur "la lecture facile". Il en résume les phrases courtes et un vocabulaire souvent très pauvre. Il a déclaré que le pourcentage du budget consacré aux manuels avait diminué dans l'ensemble du pays malgré une augmentation des sommes allouées à l'enseignement. Il a souligné que les méthodes utilisées pour sélectionner les ouvrages et influencer leur contenu pouvaient être améliorées. Il a souligné l'importance des manuels en disant que "[ceux-ci] déterminent le contenu des cours, le niveau de difficulté et influencent le défi intellectuel lancé aux étudiants" puisqu'il est vrai que 95 pour cent des cours se fondent sur des manuels et d'autres instruments didactiques.

M. Bell a ensuite suggéré que les commissions chargées de la sélection des manuels dans les grands États qui imposent une adoption centralisée des ouvrages exercent la plus forte influence possible.



mentionné le fait que récemment plusieurs personnalités politiques de l'Etat de Floride avaient décidé de mettre en place un tel système de concertation inter-Etats. (Cette initiative sera abordée plus loin, dans la section traitant des réactions des Etats et des circonscriptions scolaires locales.)

Le Secrétaire à l'éducation a clairement indiqué qu'il n'appartenait pas aux autorités fédérales de définir le contenu des cours, mais bien aux Etats et aux circonscriptions scolaires locales. Il a également recommandé instamment de créer plusieurs centres régionaux à grande échelle chargés d'élaborer des manuels. Ces centres veilleraient à introduire les dernières techniques informatiques et à améliorer le fond et la forme des ouvrages.

### Prix d'excellence aux étudiants du secondaire

En mai et juin 1984, le Secrétaire à l'éducation des Etats-Unis a octroyé environ 600.000 prix à des étudiants de dernière année qui auront atteint un très haut degré de réussite scolaire et obtenu des résultats excellents dans les disciplines principales (environ 20 pour cent du nombre total d'étudiants en dernière année). Les lauréats recevront des barrettes et des certificats signés par le président Reagan, M. Beardsley, le directeur de leur établissement. Un certain nombre de prix seront également remis aux étudiants qui sans avoir satisfait aux conditions auront fait preuve d'une volonté peu commune. On envisage de répéter ce programme chaque année, à l'instar du programme du Conseil présidentiel pour la condition physique (President's Council on Physical Fitness) qui attribue des prix depuis 1966. Ce nouveau programme, intitulé Presidential Academic Fitness Awards, n'a cependant pas encore été organisé pour les prochaines années à venir.

### Professeurs de mathématiques et de sciences

La formation d'un plus grand nombre de professeurs de mathématiques et de sciences qualifiés constitue un autre grand volet des initiatives fédérales. A la fin mars 1984, aucune loi n'était encore passée bien que plusieurs projets aient été déposés au Congrès. La Chambre avait voté sa propre version d'un projet de plus de 400 millions de dollars EU, alors que le Sénat persistait à proposer une autre version. Parmi les mesures préconisées figuraient des subventions aux Etats pour la formation de professeurs de mathématiques et de sciences, des subventions et des bourses aux professeurs, des institutions pour enseignants, des recherches sur l'enseignement le plus efficace et des subventions de contrepartie en provenance des entreprises et des groupements d'éducateurs.

Bien que le Congrès n'ait voté aucune loi pour améliorer l'enseignement des sciences et des mathématiques, certaines mesures ont

mise au point de matériaux didactiques, de modélisation et de démonstration pour l'enseignement pré-universitaire (Pre-College Materials Development, Models and Demonstration Program), qui se chiffre à 39,7 millions de dollars EU, comprend des recherches sur la manière dont les sciences et les mathématiques sont enseignées et apprises, des modèles et des démonstrations de programmes pour la formation des enseignants axés sur le contenu scientifique et technique et l'utilisation des technologies nouvelles, ainsi que la mise au point de nouveaux guides à l'intervention des professeurs de sciences qui veulent améliorer la qualité de leurs cours. Le programme de prix remis par le président aux meilleurs professeurs de sciences et de mathématiques (Presidential Awards for Science and Mathematics Teaching Excellence), qui dispose d'un budget annuel de 3 millions de dollars EU, désigne le meilleur professeur de mathématiques et de sciences de chaque Etat au niveau du secondaire. Le programme de séminaires pédagogiques (Teacher Honors Workshops), programme de 12 millions de dollars EU, finance les séminaires locaux ou régionaux qui encouragent la coopération avec les entreprises commerciales et industrielles et les établissements d'enseignement supérieur. Le programme présidentiel d'aide aux jeunes chercheurs (Presidential Young Investigators Research Awards), qui avait un budget de 6 millions de dollars EU la première année, octroie des subventions pendant 5 ans aux jeunes titulaires de doctorats en mathématiques et en sciences dont les recherches nécessitent effectivement une aide financière, ceci afin de les encourager à poursuivre une carrière universitaire. Enfin, le programme de bourses de recherche (Graduate Research Fellowships), avec un budget de 20,3 millions de dollars EU, encourage les étudiants doués à poursuivre des études supérieures en sciences et en ingénierie.

### Autres initiatives

La recherche pédagogique (autre que celle déjà mentionnée) financée par les autorités fédérales sera abordée dans le chapitre 4 de cette deuxième partie. Les initiatives fédérales en ce qui concerne la science et la technologie dans l'enseignement seront examinées dans la section suivante du présent chapitre.

Parmi les autres initiatives figurent:

o Création au sein du Département de l'éducation d'un groupe de travail chargé des initiatives du secteur privé. Ce groupe a soumis au Secrétaire un plan recommandant la réalisation pour 1984 d'un des objectifs fixés précédemment par ce dernier, à savoir "accroître les stimulants afin de développer la participation du secteur privé... afin de relever la qualité générale de l'enseignement dans ce pays un bénévolat plus généralisé et l'établissement de relations de travail entre les écoles, les entreprises et les collectivités". (Dans le même esprit, la Maison Blanche et le Département de l'éducation se sont associés avec des écoles

o Subvention de 105.000 dollars EU prélevée sur les fonds discrétionnaires du Secrétaire à l'éducation au profit de l'Association américaine des établissements supérieurs de pédagogie (AACTE) pour que "l'organisation responsable de la formation des enseignants puisse faire le point". L'AACTE regroupe 735 établissements d'enseignement supérieur qui s'occupent de la formation des enseignants, soit 60 pour cent du nombre total d'établissements de ce type. L'objectif du projet est de mettre en place un plan d'action destiné à améliorer les critères de sélection des enseignants ainsi que le programme de formation. A cette fin, le projet établira une commission nationale, organisera des séances régionales et préparera un rapport final qui comprendra un plan recouvrant les activités de suivi.

o Publication d'un rapport intitulé "Projet pour l'excellence éducationnelle" (Blueprint for Educational Excellence) par l'Association nationale des conseils de l'enseignement (National School Boards Association - NSBA) afin d'aider les membres des conseils d'enseignement à répondre de manière efficace aux études nationales sur l'enseignement aux Etats-Unis. Ce guide de 60 pages, financé dans le cadre d'une subvention de 98.000 dollars EU à la NSBA par le Département de l'éducation, se compose de neuf chapitres comportant des lignes directrices destinées à aider les conseils d'enseignement à définir le concept d'excellence dans leurs écoles et à rassembler les éléments indispensables à la réalisation des objectifs.

o Création d'une Commission nationale pour l'enseignement secondaire professionnel (National Commission on Secondary Vocational Education) chargée d'étudier la manière dont les écoles secondaires préparent les élèves à un métier. Aux termes d'un contrat de recherche de 5 ans entre le Centre national de recherche sur l'enseignement professionnel et le Département de l'éducation des Etats-Unis, les 14 membres de la commission entendent organiser des séances dans neuf villes et publier un rapport final pour janvier 1985.

o Le Secrétaire à l'éducation, M. Bell, a lancé un programme intitulé "Secondary School Recognition Program" en 1982-83. Des groupes de pédagogues bénévoles visitent les différentes écoles intermédiaires et secondaires du premier et second cycle afin de désigner les meilleurs établissements du pays sur la base de 14 "critères de réussite". Les directeurs et inspecteurs des écoles gagnantes sont alors conviés à Washington pour recevoir leur prix.

o Il existe un autre programme de récompense, intitulé "Secretary's Awards for Outstanding Vocational Education Programs" (prix remis par le Secrétaire à l'éducation aux meilleurs programmes d'enseignement professionnel). Lancé au cours de l'année 1980-81, le programme est destiné à récompenser les meilleurs programmes d'enseignement professionnel dans les écoles secondaires, les institutions postsecondaires



coopération avec les entreprises commerciales et industrielles et les syndicats, ainsi que le nombre de personnes trouvant un emploi. Les propositions de candidats sont introduites auprès des bureaux régionaux du Département de l'éducation, qui envoient des équipes composées de représentants des entreprises commerciales et industrielles locales inspecter les programmes. Un groupe d'experts dans chaque région sélectionne alors les trois meilleurs programmes parmi lesquels le Secrétaire adjoint à l'enseignement professionnel et à la formation des adultes choisira le lauréat pour la région.

### Réponses des Etats et des circonscriptions scolaires locales

D'importantes réformes de l'enseignement sont en cours dans tout le pays. Au total, 165 groupes de travail ont été créés dans 50 Etats. Le chiffre donné à la mi-novembre par la Commission de l'enseignement des Etats. Nombre d'Etats ont opté pour une réforme complète, alors que d'autres se sont concentrés sur des aspects particuliers du programme de réforme scolaire tels que le niveau des cours ou les stimulants pour les enseignants. De même, dans le but d'encourager une réforme à l'échelle nationale, cinq associations d'éducateurs étatiques ont conjugué leurs efforts pour mieux exploiter les résultats des dernières recherches et partager ces informations entre tous les membres. (Ces associations sont l'Association nationale des conseils de l'enseignement des Etats, l'Association nationale des gouverneurs, la Conférence nationale des législateurs des Etats, le Conseil des officiers principaux de l'administration des écoles des Etats.)

Les divers milieux représentés dans les groupes de travail de l'enseignement illustrent le fait que la nécessité d'une réforme ne relève pas seulement d'un débat entre pédagogues. Il s'agit au contraire d'un débat public qui intéresse parents, pédagogues, législateurs, employeurs et tous les citoyens préoccupés par l'avenir de nos enfants. Les assemblées législatives des Etats examinent actuellement des projets visant à augmenter les fonds dont disposent les écoles, rendre plus strictes les conditions d'obtention du diplôme, relever les normes d'homologation des enseignants, adapter les programmes de manière à inclure une proportion plus grande de disciplines de base, augmenter le salaire des enseignants, introduire diverses stratégies visant à améliorer l'enseignement à tous les niveaux. Il est intéressant de noter que ces projets ont été déposés par des personnalités politiques -- gouverneurs et inspecteurs des écoles. L'excellence en matière d'enseignement a dépassé le cadre de la commission et des rapports pour devenir une réalité au sein des Etats et des circonscriptions scolaires locales.

### Contrôle accru des fonds et des programmes

Encouragées par l'administration actuelle et un nombre croissant

croissant dans le contrôle de la qualité et l'orientation des écoles du pays. Bien que l'enseignement public ait toujours été du ressort des Etats, les autorités fédérales sont devenues depuis l'avènement des vols spatiaux une force majeure dans l'enseignement aux Etats-Unis et les quelque 50 programmes autorisés par le Congrès ont influencé presque tous les aspects de l'instruction. Comme il a été mentionné plus haut, les autorités fédérales n'interviennent que pour 9 pour cent dans le financement de l'enseignement, pourcentage qui est resté relativement inchangé au cours des dix dernières années, mais cette contribution modeste a été allouée d'une manière telle qu'elle a conditionné les programmes d'enseignement locaux. Les initiatives soigneusement orientées prises par les autorités fédérales dans des domaines spécifiques ont parfois eu une influence disproportionnée sur la politique des écoles étatiques et locales. La situation se compliquait encore du fait que dans de nombreux Etats un pourcentage important du personnel du Département de l'éducation était payé au moyen de fonds octroyés par les programmes fédéraux.

On tente actuellement, avec succès jusqu'ici, de réduire cette influence excessive et de rendre aux Etats et aux instances locales la pleine autorité dans le domaine de l'enseignement public. Comme il est indiqué dans le chapitre sur la nouvelle législation fédérale en matière d'éducation (deuxième partie, chapitre 1), l'exécutif a cherché à combiner autant de programmes discrétionnaires que possible au sein de subventions globales permettant aux pédagogues locaux d'élaborer des programmes adaptés aux besoins spécifiques. Les lois qui instituent ces changements et le programme qui les met en application sont respectivement appelés "Chapitre 2" et "subventions du Chapitre 2". Dans les cas où il n'a pas été possible d'intégrer les projets au sein d'entités, les fonds sont directement canalisés vers les Etats et tous les efforts possibles sont déployés pour réduire le rôle des autorités fédérales dans la mise en oeuvre des programmes autorisés.

Des études récentes réalisées par le Projet de financement des écoles, un organe du Département de l'éducation, ont montré que les efforts en vue de donner aux autorités étatiques et locales un plus grand contrôle sur leurs programmes sont en passe d'aboutir, comme en témoignent les faits suivants:

- o Les Etats et les collectivités locales sont devenus des partenaires plus actifs dans la conception des services fournis aux écoles au moyen des fonds fédéraux. Bien que les activités fédérales relèvent de stratégies d'assistance à caractère hiérarchique, la manière dont elles sont mises en oeuvre participe d'un système intergouvernemental où les

- o Les organismes locaux responsables de l'éducation et les écoles ne sont pas les exécutants passifs des politiques et des programmes fédéraux. Ils transforment les politiques fédérales, généralement assorties d'une réglementation, en services éducationnels. Dans le cadre des limites statutaires et réglementaires imposées par les autorités fédérales, les responsables locaux affectent les ressources fédérales à leur gré, conçoivent les services financés par ces fonds fédéraux et désignent les étudiants ayant droit à ces services.
- o Au niveau local, les services éducationnels financés par les autorités fédérales reflètent un compromis entre les intérêts et les priorités fédérales, adaptés à l'environnement politique et institutionnel de chaque Etat, et les intérêts et priorités au niveau local.
- o Les organismes étatiques responsables de l'éducation émettent moins de règlements et sont plus axés sur l'assistance technique. Les relations entre les éducateurs étatiques et locaux se sont renforcées.
- o D'autres organes des gouvernements étatiques sont devenus plus intimement liés au secteur de l'enseignement et dans la plupart des Etats, gouverneurs et assemblées législatives accordent une plus grande attention à l'éducation.

### Appui financier supplémentaire

La contribution moyenne des Etats au secteur global de l'éducation a augmenté entre 1978 et 1983 à un rythme supérieur à celui de l'inflation. Un rapport publié par les Services d'orientation et de planification de l'enseignement de l'AVA à Denver indique que pour l'enseignement primaire secondaire, le total des fonds provenant des Etats a augmenté de 22 milliards de dollars EU, soit un gain de 62 pour cent. En ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur, l'augmentation a été de 9 milliards de dollars EU, soit 59 pour cent. Le rapport souligne également le fait qu'il existe de grandes variations entre les Etats.

Au cours de la période de deux ans allant de 1981 à 1983, l'augmentation de l'aide financière étatique a été d'environ 12 pour cent pour les écoles supérieures et les universités, ceci pour un montant total de 25,4 milliards de dollars EU accordé par les 50 assemblées législatives des Etats. Si l'on tient compte du taux d'inflation de 9,8 pour cent des deux dernières années, le gain réel est en fait de 2 pour cent seulement.

Le problème des Etats et des circonscriptions scolaires locales est de savoir comment augmenter le financement de l'enseignement au moment même où

des mouvements politiques et culturels extérieurs au secteur de l'enseignement réclament eux aussi des subsides. Depuis l'augmentation de 13,7 pour cent de l'impôt local sur le capital (source de revenus locale pour les écoles publiques) décidée dans l'ensemble du pays en 1982 -- s'agissait de la plus forte augmentation en 50 ans -- la question se pose de savoir si les contribuables accepteront une nouvelle augmentation des impôts locaux afin d'améliorer l'enseignement dans leur région.

Quoi qu'il en soit, les gouverneurs des Etats accordent en général une haute priorité à l'enseignement dans leur budget. Chaque gouverneur presque a requis une amélioration de l'enseignement primaire et secondaire en mettant l'accent sur la nécessité d'allouer plus de fonds à la formation de professeurs de mathématiques et de sciences. Une partie des augmentations envisagées pourrait être financée au moyen des revenus supplémentaires des Etats générés par la reprise économique, mais dans de nombreux Etats, une augmentation des impôts étatiques sera indispensable et bon nombre de gouverneurs préconisent cette mesure. En décembre 1983, 36 Etats avaient augmenté leurs impôts pour un montant global de 7,1 milliards de dollars EU. Bien souvent, les écoles publiques et l'enseignement supérieur représentent près de la moitié du budget de fonctionnement total des Etats.

Une réunion du Projet de financement intergouvernemental de la Conférence nationale des assemblées étatiques s'est tenue en décembre 1983 afin d'examiner les moyens de financer l'amélioration de l'enseignement sans pour autant réduire à néant les efforts récents visant à équilibrer l'aide aux Etats. Le directeur du projet a exprimé ses craintes que les dernières augmentations d'impôts soulever un mouvement de protestation parmi les citoyens. Plusieurs Etats ont adopté une approche indirecte finançant les réformes scolaires en augmentant les taxes à la vente, une solution qui, selon une enquête récente de la Commission consultative des relations intergouvernementales, a été perçue par 57 pour cent des contribuables comme la méthode la plus adéquate pour les Etats d'augmenter les impôts de manière "substantielle".

#### Renforcement des conditions requises pour l'obtention du diplôme et modification des programmes de cours

Avant 1983, les efforts consentis par les législateurs des Etats en vue d'améliorer le niveau des programmes étaient essentiellement axés sur l'adoption de tests de compétence pour les étudiants. En 1983, l'initiative législative la plus fréquente dans ce domaine a consisté à renforcer les exigences pour les disciplines de base. La plupart des Etats ont au

des mouvements politiques et culturels extérieurs au secteur de l'enseignement réclament eux aussi des subsides. Depuis l'augmentation de 13,7 pour cent de l'impôt local sur le capital (source de revenus locale pour les écoles publiques) décidée dans l'ensemble du pays en 1982 -- s'agissait de la plus forte augmentation en 50 ans -- la question se pose de savoir si les contribuables accepteront une nouvelle augmentation des impôts locaux afin d'améliorer l'enseignement dans leur région.

Quoi qu'il en soit, les gouverneurs des Etats accordent en général une haute priorité à l'enseignement dans leur budget. Chaque gouverneur a presque requis une amélioration de l'enseignement primaire et secondaire en mettant l'accent sur la nécessité d'allouer plus de fonds à la formation de professeurs de mathématiques et de sciences. Une partie des augmentations envisagées pourrait être financée au moyen des revenus supplémentaires des Etats générés par la reprise économique, mais dans de nombreux Etats, une augmentation des impôts étatiques sera indispensable et bon nombre de gouverneurs préconisent cette mesure. En décembre 1983, 36 Etats avaient augmenté leurs impôts pour un montant global de 7,1 milliards de dollars EU. Bien souvent, les écoles publiques et l'enseignement supérieur représentent près de la moitié du budget de fonctionnement total des Etats.

Une réunion du Projet de financement intergouvernemental de la Conférence nationale des assemblées étatiques s'est tenue en décembre 1983 afin d'examiner les moyens de financer l'amélioration de l'enseignement sans pour autant réduire à néant les efforts récents visant à équilibrer l'aide aux Etats. Le directeur du projet a exprimé ses craintes que les dernières augmentations d'impôts soulever un mouvement de protestation parmi les citoyens. Plusieurs Etats ont adopté une approche indirecte finançant les réformes scolaires en augmentant les taxes à la vente, une solution qui, selon une enquête récente de la Commission consultative sur les relations intergouvernementales, a été perçue par 57 pour cent des contribuables comme la méthode la plus adéquate pour les Etats d'augmenter les impôts de manière "substantielle".

### Exigences au niveau de l'enseignement supérieur et modifications des programmes de cours

Avant 1983, les efforts consentis par les législateurs des Etats en vue d'améliorer le niveau des programmes étaient essentiellement axés sur l'adoption de tests de compétence pour les étudiants. En 1983, l'initiative législative la plus fréquente dans ce domaine a consisté à renforcer les exigences pour les disciplines de base. La plupart des Etats ont augmenté le nombre de cours requis, parfois jusqu'à 22 unités de valeur. La



initiative a été l'allongement des journées et/ou de l'année scolaire laquelle est généralement de 175 à 180 jours selon les Etats. Cette dernière initiative a été moins bien accueillie dans de nombreux Etats en raison du facteur coûts. Beaucoup d'Etats ont également décidé de relever les critères d'admission dans les écoles supérieures ainsi que le nombre d'examens et de tests.

Les changements intervenus dans les programmes ont été dans le sens d'un plus grand nombre de cours dans les disciplines de base et de l'élimination des cours jugés moins essentiels. On s'est ainsi rallié aux recommandations énoncées dans le rapport intitulé "Une nation en péril", à savoir 4 ans d'anglais, 3 ans de mathématiques, 3 ans de sciences, 3 ans de sciences sociales et un semestre d'informatique pour les étudiants désireux d'entrer à l'université, on recommandait en outre 2 ans d'une langue étrangère. En 1983, 11 Etats ont pris des mesures pour relever les exigences en mathématiques, en anglais, en langues étrangères et en informatique. Cinq Etats ont voté des lois pour relever les exigences de base et 16 conseils de l'enseignement ont fixé des nouvelles normes pour les programmes. Le Conseil américain pour l'enseignement des langues étrangères a prédit, sur la base d'une enquête sur les inscriptions dans les écoles, une augmentation à l'échelle nationale des inscriptions dans les cours de langues étrangères. Le conseil de l'enseignement primaire et secondaire de l'Etat de Louisiane a adopté une nouvelle politique aux circonscriptions scolaires de consacrer 30 minutes par jour à l'enseignement des langues étrangères aux écoliers de la quatrième à la huitième année jugés capables de suivre.

Les Etats se sont également attachés à améliorer la qualité des manuels. En collaboration avec le bureau du gouverneur et l'organisme étatique responsable de l'éducation, les commissions sur l'enseignement de l'éducation de l'assemblée législative de l'Etat de Floride ont invité les officiers principaux de l'administration des écoles des Etats, les législateurs et des éditeurs à se réunir en mars 1984 pour discuter de l'amélioration et de la mise à jour des manuels dans le sens d'une grande rigueur. Vingt-deux Etats ont envoyé des représentants à la réunion.

### Mesures visant à améliorer la pédagogie

Avant 1983, les Etats entendaient améliorer la pédagogie en adoptant des tests de compétence pour les enseignants. Selon un rapport de l'Université du Kentucky-Ouest, 30 Etats avaient approuvé, en autorisant des programmes de tests et 12 envisageaient d'en mettre au point. En 1983, seuls 3 programmes n'étaient pas en vigueur après 1977. La portée des programmes de tests varie. Ainsi, l'Etat de l'Arkansas a voté en 1983 la dernière mesure fort controversée exigeant que tous les enseignants

leur emploi. A l'autre extrême, l'Etat du Wyoming ne possède aucune loi en la matière, mais le seul établissement supérieur de pédagogie de l'Etat fait passer régulièrement des examens aux futurs enseignants. Selon cette même étude, les pédagogues américains semblent préférer l'évaluation des futurs enseignants à celle des enseignants en poste.

Au cours de l'année 1983, l'initiative législative la plus fréquente en vue d'améliorer l'instruction a été la mise en place d'une formation complémentaire pour les enseignants dans les matières à haute demande telles que les mathématiques, les sciences et l'informatique. De nombreux Etats envisagent d'accorder des prêts non remboursables aux enseignants qui envisagent de faire carrière dans ces matières. D'autres mettent en place des bourses et des programmes de recyclage des enseignants. La seconde initiative a été l'adoption de politiques permettant d'améliorer les qualifications des enseignants peu compétents ou de prévoir leur remplacement.

A la fin de l'année 1983, les législateurs de 15 Etats avaient introduit des projets de loi destinés à améliorer la formation des professeurs de mathématiques, de sciences et d'informatique; 9 Etats ont voté une telle mesure si l'on en croit les rapports de la Conférence nationale des assemblées législatives des Etats. Aucun Etat repris dans l'enquête n'avait entrepris une telle action avant 1983. Plusieurs Etats envisagent d'autoriser des enseignants non diplômés en mathématiques ou en sciences à enseigner ces matières.

On a sérieusement envisagé l'augmentation des salaires des enseignants, que ce soit sous forme d'augmentation générale ou en fonction de la qualité du travail fourni (cf. les différents plans proposés: "salaire en fonction de la valeur", "salaire progressif" et "professeur principal"). Pourtant, à la fin de l'année 1983, 6 Etats seulement avaient accordé des augmentations aux enseignants débutants. En mars 1984, 33 Etats avaient adopté ou envisageaient d'adopter des plans de salaire progressif. On s'attend à ce que les autres Etats votent des systèmes d'encouragement similaires au cours de l'année 1984. Comme on l'a mentionné dans la section précédente sur les initiatives fédérales, le Secrétaire à l'éducation, M. Bell, a fortement encouragé l'adoption de telles mesures, a mis au point un modèle d'évaluation par les homologues applicable au système de salaire en fonction du travail fourni dans les écoles primaires et secondaires et a dégagé des crédits pour l'élaboration et la mise en oeuvre de telles structures. Les associations d'enseignants ont été plus réservées sur ce plan, craignant l'apparition d'un esprit de favoritisme dans le processus de décision et la mise en place d'un salaire de base élevé par un salaire fondé sur la valeur plutôt qu'une hausse du salaire de base. Un sondage Gallup, réalisé en mai 1983 a révélé cependant que les personnes interrogées préféraient dans une

L'étude de fin d'année de la Conférence nationale des assemblées législatives étatiques mentionne que les Etats "ne suivent pas une voie unique sur le plan de l'amélioration de l'enseignement... mais adoptent d'approches différentes en matière d'instruction et d'apprentissage".

## Position des éducateurs

### Associations d'éducateurs

En novembre 1983, 11 des principales associations d'éducateurs, regroupées au sein du Forum des responsables des organisations éducationnelles (FORUM), ont répondu conjointement aux études sur l'enseignement aux Etats-Unis. Le forum se compose de deux responsables élus et du directeur administratif de l'Association américaine des écoles supérieures de pédagogie, de l'Association américaine des administrateurs des écoles, de la Fédération américaine des enseignants, du Conseil des officiers principaux de l'administration des écoles des Etats, de la Commission de l'enseignement des Etats, de l'Association nationale des conseils de l'enseignement des Etats, de l'Association nationale des directeurs d'écoles primaires, de l'Association nationale des directeurs d'écoles secondaires, de l'Association nationale des conseils des écoles, du Congrès national des parents et enseignants et de l'Association nationale de l'éducation.

Le président de la conférence du FORUM a reconnu la diversité des participants et admis que même si l'unanimité n'était pas de mise sur tous les points, les positions défendues dans le document final reflètent l'avis quasi-général. Le document en question a souligné l'utilité des rapports sur l'enseignement aux Etats-Unis et encouragé un débat général sur tous les problèmes entre les décideurs à tous les niveaux de gouvernement.

Il y a eu convergence de vues dans cinq domaines. En ce qui concerne l'adoption de programmes modifiés et plus sévères, une série de prescriptions ont été établies qui énumèrent les connaissances et compétences indispensables pour les élèves arrivant en fin d'études secondaires et précisent que les établissements scolaires doivent imposer le respect des normes définies par les conseils locaux des écoles en matière de discipline et dans d'autres domaines. Un autre terrain d'entente réside dans un emploi du temps de qualité. FORUM a suggéré une révision de l'emploi du temps actuel notamment sur le plan des devoirs. Dans le troisième domaine, tests et évaluations, les participants ont ardemment défendu le concept d'examens non seulement pour les étudiants mais également pour les futurs enseignants. Ces derniers devraient présenter un examen dans leur discipline et passer un test de compétence pour obtenir leur diplôme et un emploi. De nombreuses suggestions ont été faites concernant le rôle et le salaire des enseignants, notamment sous forme



Quant au cinquième domaine, à savoir le recrutement, le maintien et le remplacement de personnel, FORUM a souligné le fait que les enseignants en carrière doivent participer à la planification des programmes d'instruction et que seuls les enseignants dont le travail est jugé satisfaisant devraient continuer d'enseigner dans les écoles publiques.

L'Association nationale de l'éducation (NEA), la plus importante organisation d'enseignants du pays, ne figurait pas parmi les associations éducationnelles représentées au Forum. En juillet 1983, l'assemblée représentative de la NEA a toutefois mis sur pied un groupe de travail sur l'excellence de l'enseignement, lequel organise des séances depuis l'automne. Son rapport préliminaire devrait être soumis à l'assemblée en mai 1984.

Son de cloche différent au cours de la réunion en mars 1984 de l'Association pour la supervision et l'élaboration des programmes de l'enseignement (ASCD). Les participants craignent en effet que la création d'un trophée commun pour l'ensemble des études aux Etats-Unis ne se traduise par une uniformisation des programmes. De plus, ils estiment que l'on n'a pas suffisamment tenu compte de l'enseignement professionnel. Dans une résolution, l'ASCD souscrit à un retour à la discipline "d'antan" dans les écoles mais ajoute: "consciente de l'échec des pratiques disciplinaires répressives et désuètes, l'ASCD réaffirme sa foi en la mise au point d'approches destinées à créer des individus maîtres de soi et un sentiment démocratique".

Entretiens, l'Association nationale des directeurs d'écoles secondaires (NASSP) a mis en oeuvre un programme pilote de 2 ans prévoyant la création de centres d'évaluation pour tester les candidats à des postes d'administration dans les écoles. L'étude de validité nationale, menée auprès de 425 personnes entre 1979 et 1981, a confirmé la relation entre la réussite aux tests d'évaluation et la réussite au poste de directeur ou de directeur adjoint d'école. La NASSP a lancé le projet en 1975 et l'a graduellement étendu à 19 centres avec 200 circonscriptions scolaires, bureaux intermédiaires ou universités. Les procédures d'évaluation sont copiées sur les méthodes en usage dans les entreprises et l'armée. On prévoit l'addition de nouveaux centres pour les systèmes scolaires qui répondent aux conditions du projet en acceptant les normes de qualité NASSP, en soumettant un organigramme et en signant un accord de participation de plusieurs années.

### Etablissements de formation des enseignants

La majorité (94 pour cent) des écoles supérieures et universités où l'on enseigne la pédagogie (SCDE) ont adopté au cours des 5 dernières années une ou plusieurs mesures visant à améliorer la qualité des futurs enseignants, d'après une enquête menée en octobre 1983 par le Centre

national de statistiques de l'éducation (NCES) du Département de l'éducation. L'enquête avait pour but d'obtenir l'avis des responsables des SCDE sur les recommandations de la Commission nationale sur l'excellence de l'enseignement et de déterminer quelles recommandations avaient été appliquées au cours des 5 dernières années.

Interrogés sur les mesures prises pour améliorer la qualité des futurs enseignants, plus des quatre cinquièmes (85 pour cent) des SCDE répondu qu'elles avaient accru la difficulté des programmes pendant la période en question et près des trois quarts (74 pour cent) ont déclaré avoir relevé les critères d'admission. Environ la moitié se sont déclarées totalement en faveur de telles mesures. L'augmentation du nombre de cours spécialisés a été reconnue comme l'élément le moins important alors que 71 pour cent considéraient l'addition de cours généraux comme très ou moyennement importante. Sur ces 71 pour cent, 79 pour cent estimaient que les compétences sur le plan du langage et de la communication devaient être développées et 65 pour cent penchaient pour une augmentation du nombre des cours de mathématiques et de sciences.

Bien que l'on ait souvent préconisé un allongement des études de pédagogie au-delà de quatre ans, les responsables des SCDE se sont montrés peu enthousiastes pour une telle mesure. Cinq pour cent seulement ont allongé leur programme et seulement 15 pour cent sont favorables à cette initiative. Parmi les établissements ayant allongé leur programme figure l'Ecole supérieure de pédagogie de l'Université de Floride qui a baptisé son programme "Proteach". Une fois en place, le programme imposera à tous les étudiants en pédagogie de suivre 5 ans de cours et de formation pratique avant d'obtenir leur maîtrise. L'école supérieure a également remplacé un certain nombre de cours de pédagogie par des cours traditionnels.

L'Association de l'enseignement de l'Etat de Washington a suggéré une autre manière d'étendre la formation des enseignants. Elle a en effet proposé que les futurs enseignants obtiennent d'abord une licence puis consacrent 2 ou 3 ans à étudier des méthodes pédagogiques, à se familiariser avec les aspects pratiques du métier tels que l'utilisation du matériel audiovisuel, à enseigner dans une école sous l'égide d'un professeur principal et à compléter leur formation initiale.

Améliorer la préparation des enseignants dans le but de relever le statut de la profession, telle est la politique à laquelle ont souscrit leur manière, deux grandes organisations d'enseignants: l'Association nationale de l'éducation (NEA) et la Fédération américaine des enseignants (AFT). Une expérience menée dans l'Ohio par l'AFT constitue un exemple des initiatives de l'organisation. Il s'agit du projet Toledo destiné à éliminer des rangs les enseignants non compétents. On a tenté de différentes manières d'attirer un plus grand nombre d'étudiants de bas niveau vers la profession d'enseignant. Le Centre national de statistiques de l'éducation estime que la demande dépassera le nombre de nouveaux

d'étudiants intéressés par une carrière dans l'enseignement, et ce un déclin de 15 ans; telle est la constatation faite dans un rapport Conseil américain de l'éducation et de l'Institut de recherche sur l'enseignement supérieur de l'Université de Californie à Los Angeles des SCDE, l'Ecole supérieure de pédagogie de la Trinity University Antonio au Texas, a mis en oeuvre un programme pilote de 6 ans et d'un coût de 30.000 dollars EU qui acceptera 10 étudiants de dernière année de l'école secondaire parmi les meilleurs de leur classe à l'école secondaire Antonio. Chaque étudiant sélectionné recevra un prêt de 22.000 dollars EU, somme qui ne devra pas être remboursée si l'étudiant fait ses études à la Trinity University et y enseigne pendant deux ans. De plus, 10 nouveaux enseignants recevront à l'issue de leurs études une somme de 22.000 dollars EU pendant deux ans en sus de leur salaire.

Dans le but d'apporter une solution rapide à la pénurie de professeurs de mathématiques et de sciences, la faculté de pédagogie de l'Université de Harvard propose un programme de maîtrise pour les personnes qui possèdent déjà une licence ou une maîtrise en mathématiques ou en sciences. Après un an, les diplômés seront habilités à enseigner les mathématiques et les sciences de la 7ème à la 12ème année dans le Massachusetts et dans 30 autres Etats. La formation comprendra les techniques pédagogiques, l'enseignement dans différents environnements éducationnels et l'usage de micro-ordinateurs dans les classes de mathématiques et de sciences. Le programme de Harvard, qui représente une tentative en vue de concrétiser une recommandation souvent formulée par les études sur l'enseignement aux Etats-Unis, a été favorablement accueilli par Albert Shanker, président de l'AFT, dans un article paru dans le New York Times le 28 août 1983.

### Réponse de la collectivité

#### Enseignement général

Selon des estimations du Conseil pour l'aide financière à l'enseignement, le secteur privé verse annuellement 1 à 2 milliards de dollars EU aux écoles publiques (ce chiffre ne tient pas compte des contributions aux établissements d'enseignement supérieur). Les sources de fonds du secteur privé sont étendues et comprennent entre autres les fondations privées pour l'enseignement récemment créées, les grandes fondations, des sociétés et des entreprises. Les écoles supérieures et les universités participent également au processus, seules ou en association avec d'autres institutions et des entreprises. Autre signe de l'intérêt du public, 70.000 nouveaux membres se sont inscrits au cours de l'année dernière à l'Association nationale des parents et des enseignants (PTA) après un déclin de près de 20 ans dans les effectifs. Alors que les éducateurs se réjouissent de la participation et de l'appui financier du secteur privé, on craint que cet appui financier n'amène

l'augmentation du nombre total d'enfants reconnus handicapés par les organismes d'éducation des Etats ait été de 1,5 pour cent pour l'année dernière, le pourcentage d'augmentation était plus grand parmi les enfants de 3 à 5 ans. Le nombre d'enfants dans cette catégorie est passé de 227.612 à 242.113, soit un gain de 6,4 pour cent. Cette augmentation représente près d'un quart de l'augmentation totale du nombre de personnes entre 3 et 21 ans ayant bénéficié de services d'enseignement spécial l'an dernier. Depuis 1976-77, le nombre d'enfants bénéficiaires de services de 5 ans a augmenté de plus de 23 pour cent. En dépit de ces progrès, un nombre de ces enfants ne reçoivent toujours pas de services ad hoc. Le nombre de jeunes enfants handicapés bénéficiaires devrait augmenter en mesure que les Etats mettent en place des programmes pilotes pour identifier ces enfants et répondre à leurs besoins.

Trente-huit Etats fournissent aujourd'hui des services à une proportion de moins des enfants handicapés de moins de 5 ans. Les services varient d'un Etat à l'autre, selon l'âge et le type d'handicap, mais il semble qu'un plus fort pourcentage d'enfants entre 3 et 5 ans soit aidé dans les Etats qui possèdent ce genre de programmes.

Quatre initiatives fédérales -- à savoir le volet B de la Loi sur l'éducation des handicapés, le programme de subvention aux enfants de moins de 5 ans, le programme de subvention aux Etats et le programme d'éducation préscolaire à l'intention des jeunes handicapés -- ont joué un rôle important dans le développement des programmes préscolaires. Le nombre d'Etats ayant décidé de participer à ces programmes a plus que doublé depuis l'exercice 1978. Une analyse d'impact récente, menée à l'échelle nationale, a révélé que les réalisations du programme d'éducation préscolaire à l'intention des jeunes handicapés avaient été "plus importantes et plus variées que celles de tout autre programme d'éducation identifié."

Certaines améliorations sont toutefois possibles. Il importe à l'avenir de présent d'étendre les services aux enfants de 2 ans et moins. Seuls quelques Etats offrent actuellement des services à cette catégorie d'enfants. Les initiatives fédérales dans ce domaine viseront à sensibiliser les spécialistes et collectivités sur l'importance d'une intervention précoce de manière à garantir que chaque enfant handicapé bénéficie de services.

### Elèves en âge de fréquenter l'école secondaire

Les circonscriptions scolaires ont étendu la gamme d'options possibles pour les enfants du secondaire. Les organismes d'éducation des Etats admettent la nécessité d'élargir l'éventail des activités du secondaire afin de mieux préparer les étudiants à la vie après l'école. Ces programmes, nouveaux ou modifiés, sont à vocation professionnelle et visent à donner aux handicapés du secondaire des compétences spécifiques. On distingue deux tendances: (1) les circonscriptions scolaires rec-

Fondations privées pour l'enseignement -- Environ 350 fondations privées pour l'enseignement ont vu le jour au cours des dernières années selon un rapport publié dans le New York Times le 15 novembre 1983. Les nouvelles fondations, fondées par des conseils d'école locaux, des représentants des milieux d'affaires et d'autres membres de la collectivité désireux d'aider les écoles primaires et secondaires se sont principalement intéressés aux initiatives et aux projets qui ne seraient vraisemblablement pas financés par les conseils de l'enseignement locaux.

Les premières fondations à but non lucratif ont été créées à la fin des années soixante-dix après l'adoption de la Proposition 13 en Californie qui prévoyait une réduction draconienne des impôts levés par les circonscriptions scolaires locales. Toutes les contributions faites par ces fondations sont déductibles des impôts. Au cours des dernières années, en réponse à la préoccupation croissante du public concernant la qualité de l'enseignement aux Etats-Unis, le mouvement s'est étendu à tout le pays et a pris différentes formes. Récemment, il est monté à l'échelle de l'Etat, comme en Virginie Occidentale. Le Fonds de l'enseignement de la Virginie Occidentale envisage d'accorder des dons d'environ 300 dollars aux enseignants innovateurs et des dons de quelque 2.500 dollars aux inspecteurs des comtés.

En février 1983, le Fonds public pour l'enseignement a été créé à Pittsburgh avec l'aide financière de la Fondation Ford. Ce fonds servira de chambre de compensation nationale pour tout ce qui concerne les fondations publiques pour l'enseignement. Il fournit une assistance technique aux personnes et aux organismes qui désirent créer ce genre de fonds et soutient et encourage les fondations locales pour l'enseignement. En novembre 1983, six nouvelles fondations ont reçu des prix pour un montant total de 360.000 dollars EU dans le cadre d'un programme quinquennal de 10 millions de dollars EU.

Grandes fondations -- Les grandes fondations ont généreusement contribué à l'enseignement à tous les niveaux. Parmi les plus récentes contributions:

- o La Fondation Ford a fait un don de 350.000 dollars EU au Conseil national de l'enseignement supérieur pour financer une étude de 3 ans sur les politiques d'aide financière aux étudiants, étant donné que ces dernières reflètent les mutations en cours au sein de l'économie américaine et touchent les minorités et les étudiants à bas revenus.

- o La Fondation Carnegie pour les progrès de l'instruction a patronné le programme de dons de la Fondation Carnegie pour l'amélioration des écoles secondaires, lequel est financé par la Fondation Atlantic Richfield et géré par l'Association nationale des directeurs d'écoles secondaires. En avril 1984, le programme de dons de 1,7 million de dollars EU aura octroyé environ 3.000 dollars EU à 200 écoles secondaires pour financer des rencontres entre enseignants, conseils de l'enseignement, parents d'élèves ayant pour thème l'amélioration de l'école, dans le



o Dans les 2 années à venir, la Fondation Ford versera des dons pour un montant total de 7,6 millions de dollars EU à des écoles, des établissements d'enseignement supérieur et d'autres institutions qui cherchent à mettre au point des solutions aux problèmes des émigrés et des réfugiés. Parmi les activités financées figurent la recherche et l'analyse de lignes directrices pour les problèmes des émigrés et des réfugiés, l'élaboration de programmes destinés à aider ces personnes à atteindre l'autosuffisance économique et la mise en oeuvre de programmes d'enseignement public afin de susciter les débats sur les thèmes en question.

o La Fondation Ford patronne un programme de 6 millions de dollars étalé sur cinq ans destiné à aider les enseignants des écoles urbaines à améliorer leur programme.

o La Fondation Exxon pour l'enseignement a fait un don destiné à faciliter la mise en oeuvre du programme "Impact II" à New York. Ce programme aide les enseignants de talent à mettre au point des idées nouvelles et à les partager avec d'autres enseignants. Impact II s'est étendu aux écoles libres de la ville de New York ainsi qu'au système d'écoles publiques de Houston. Le programme octroie des dons de 200 à 300 dollars EU aux enseignants qui ont élaboré un nouveau cours ou une nouvelle méthode d'enseignement, verse d'autres dons afin d'encourager les autres enseignants à poursuivre les projets Impact II dans leur propre classe et organise des conventions et des séminaires de manière à créer un réseau d'échanges de vues entre enseignants.

o La Société Carnegie de New York a octroyé un don de 224.000 dollars EU à la Commission de l'éducation des Etats dans le cadre d'un programme de 2 ans destiné à aider les pouvoirs publics et les responsables des entreprises à améliorer l'enseignement.

Sociétés -- En 1982, l'appui fourni par les sociétés au secteur de l'enseignement a totalisé environ 1,3 milliard de dollars EU, soit une hausse de 20,4 pour cent par rapport à 1981 selon une estimation du Conseil pour l'aide financière à l'enseignement (CFAE). Pour les 534 grandes sociétés envisagées, les dons à l'enseignement supérieur ont représenté 69,2 pour cent du total. Toutefois, le nombre de sociétés ayant fait des dons à l'enseignement pré-universitaire a considérablement augmenté au cours des trois dernières années. On a calculé que les donations au secteur de l'enseignement représentaient 40,7 pour cent du montant total des donations des sociétés.

Les plus récentes contributions des sociétés sont les suivantes:

o Phillips Petroleum finance un projet de films de 7,6 millions de dollars EU visant à stimuler l'enseignement des mathématiques. Cette

ite par l'Association américaine pour le progrès scientifique. On  
age de projeter les films devant 3 millions d'étudiants pendant 10 ans.  
rie de films mettra l'accent sur la manière dont les mathématiques  
ent résoudre des problèmes pratiques et devrait rehausser l'attrait des  
ématiques.

o La société Atlantic Richfield gère un programme de dons de 2,5  
ons de dollars EU pour l'amélioration des écoles du pays.

o La société Xerox a fait un don sous forme de photocopieuses pour  
tant de 200.000 dollars EU à la Fondation Fairfax pour l'enseignement.

Les contributions faites par des sociétés dans d'autres buts, par  
le l'enseignement technique et scientifique, sont mentionnées ailleurs  
le présent rapport.

Entreprises -- En janvier 1984, le Secrétaire à l'éducation, M.  
a réitéré l'appel du président Reagan aux chefs d'entreprises pour  
encourager à établir des relations plus actives avec les écoles.  
ministration Reagan a joué un rôle important en faisant découvrir aux  
cains la participation déjà très active du secteur privé dans  
élioration de l'enseignement et en contribuant à l'élargissement de  
e participation. Une analyse récente de 55 études principales sur ce  
de participation a révélé que 7.146 sociétés entretiennent  
ellement des relations avec les écoles et pour 27 pour cent d'entre  
, cette collaboration dure depuis 10 à 20 ans. Voici quelques exemples  
tte coopération:

o Le programme de formation et de développement de l'esprit de  
tion (LEAD) a bénéficié d'un financement total de 450.000 dollars EU  
ovenance de 80 entreprises en 1983, chiffres cités par l'hebdomadaire  
News and World Report. Dans le cadre de ce programme, les élèves de  
qui s'intéressaient à la gestion ont été envoyés dans des  
rsités associées au programme pour suivre des cours, travailler sur  
études de cas et visiter des entreprises. Trente-cinq pour cent des  
ns élèves du LEAD ont choisi la gestion comme discipline principale à  
versité.

o Le Conseil national de promotion des investissements aux Etats-Unis  
t chaque année 500.000 dollars EU de quelque 360 sociétés afin de  
cer des cours dans des universités associées au programme. Ces  
ers sont donnés par des économistes, des chefs d'entreprises et des  
ts financiers invités. Le but du programme est d'améliorer l'image de  
e des grandes entreprises et d'enseigner les notions économiques de  
ainsi que leur impact sur les consommateurs et les entreprises.

o Les éole p bliq es du Di tri t de Columbia ont recruté les

o Des chefs d'entreprises de Boston, dans le Massachusetts, ont signé un accord avec 25 écoles supérieures et universités de la région (parmi lesquelles les universités de Harvard et de Boston et le Massachusetts Institute of Technology) afin d'aider les étudiants de la région dans leurs études postsecondaires. Aux termes de cet accord, la Commission de l'enseignement de Boston s'assurera que les diplômés des écoles publiques ont suivi des cours qui les préparent de manière adéquate à l'enseignement supérieur, les écoles supérieures et les universités procéderont à un recrutement intensif, aideront les étudiants à trouver des sources supplémentaires de financement et les soutiendront pendant leurs études. Les entreprises s'efforceront, quant à elles, d'engager un aussi grand nombre que possible. Les critères d'admission à l'enseignement supérieur ne seront pas relâchés pour autant.

Les retombées bénéfiques de la collaboration entre les écoles et les entreprises ont été synthétisées par MM. Joseph Scherer et Bob Brown dans le numéro d'octobre 1983 de la revue "The School Administrator": relations publiques, avantages fiscaux, meilleure qualité du personnel débutant, création de marchés, élaboration d'outils pédagogiques tels que des logiciels, influence sur le choix des carrières, recrutement des employés, initiation aux données économiques, acquisition d'un sens civique, bénéfices résultant de contrats avec les écoles, amélioration du moral du personnel, tout cela sans compter la motivation altruiste d'avoir agi en bons citoyens.

Programmes intitulés "Adoptez une école" -- Groupements municipaux, entreprises, syndicats et autres organisations participent progressivement aux affaires scolaires par le biais de programmes intitulés "Adoptez une école". La participation des membres peut revêtir des formes diverses: cours particuliers, octroi de dons pour des projets spécifiques, orientation des étudiants, organisation de voyages et de conférences sur les spécialités des membres. Ces programmes se développent un peu partout dans le pays. Pour la seule circonscription scolaire unifiée de Los Angeles, près de 220 entreprises, organisations de service à but non lucratif et autres employeurs ont adopté des écoles.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, le président Reagan a vivement encouragé les départements ministériels à adopter des écoles dans le District de Columbia. La Maison Blanche et le Département de l'éducation ont déjà pris une telle initiative.

### Enseignement professionnel

Les progrès technologiques, l'accroissement de la productivité et la réindustrialisation rendent nécessaire une collaboration entre les entreprises commerciales et industrielles, d'une part, et l'enseignement



Ecoles professionnelles et entreprises partagent les fruits de leur collaboration. Pour le secteur privé, la formule offre une source potentielle de main-d'oeuvre formée selon ses besoins et une formation rentable du personnel en place. Pour les écoles, les avantages s'appliquent aussi bien aux étudiants qu'aux établissements: les étudiants reçoivent une formation actualisée, la possibilité d'allier la théorie à la pratique et bien souvent des offres d'emploi; les établissements scolaires bénéficient pour leur part de programmes d'enseignement mis à jour, d'instructeurs au fait des dernières techniques et d'un appui financier.

Une étude récente a révélé que les exemples de coopération entre les entreprises commerciales et industrielles et les écoles professionnelles sur le plan du partage des ressources sont courants et divers. Les activités identifiées dans l'étude vont d'un type d'enseignement professionnel postsecondaire sur des chalutiers dans le Golfe du Mexique à une centrale dans le Montana, en passant par l'apprentissage de la sellerie et de la réparation des instruments à cordes au sein d'une seule et même institution. Cette diversité provient de l'ampleur des besoins des employeurs, que ce soit au niveau national ou dans la région desservie par l'établissement. En mettant en commun les installations, l'équipement, les matériaux et le personnel, les écoles et les entreprises retirent les unes et les autres des avantages éducationnels et financiers.

Les milliers d'exemples de collaboration de ce genre à travers le pays peuvent être classés en dix grandes catégories:

- o Apprentissage: ces programmes sont fondés sur la coopération entre une entreprise ou un secteur industriel, un syndicat et des établissements d'enseignement secondaire ou postsecondaire dans un but commun de former des apprentis.
- o Programmes élaborés dans le cadre de la Loi sur la participation à la formation professionnelle (JPTA): ces programmes sont essentiellement axés sur la formation des participants à la JPTA. Généralement, ils regroupent le conseil administratif de la JPTA, des industries privées et des établissements d'enseignement supérieur. Nombre de programmes requièrent également l'intervention des conseils des collectivités ainsi que d'autres organisations et organismes communautaires.
- o Collaboration avec l'ensemble de la collectivité: les programmes de cette catégorie prévoient la collaboration de nombreuses organisations et institutions communautaires avec les écoles et les établissements d'enseignement supérieur afin de fournir une formation et des services éducationnels.
- o Enseignement au sein de la collectivité: la caractéristique principale de ces programmes est qu'ils sont mis en œuvre au

- o Services contractuels pour l'industrie: ce type de collaboration prévoit la signature de contrats de services éducationnels entre le secteur industriel et les établissements d'enseignement professionnel secondaire ou supérieur. Ces contrats peuvent être exécutés en usine ou sur le campus.
- o Enseignement coopératif et expérience pratique: les entreprises commerciales et industrielles proposent un emploi, c'est-à-dire une expérience professionnelle pratique, aux étudiants pendant leurs études. La supervision est assurée conjointement par les entreprises et par l'école.
- o Services de développement économique: l'organisme chargé du développement économique d'un Etat ou d'une ville, les industries nouvelles ou en expansion et les établissements de formation professionnelle collaborent de manière à former des personnes répondant aux besoins des employeurs. Ces programmes sont destinés à attirer de nouvelles industries dans la région et à aider les industries existantes à se développer, le but étant de créer des emplois dans la collectivité.
- o Programmes de recyclage des enseignants: dans le cadre de ce programme d'échanges, les enseignants des écoles professionnelles se recyclent et améliorent leurs connaissances techniques par des stages en usine. En échange, le personnel du secteur industriel enseigne dans les écoles professionnelles.
- o Programmes de développement partagés: ces programmes sous-entendent le partage des ressources entre le secteur industriel et un établissement d'enseignement professionnel pour mettre en oeuvre et gérer un programme technique. La participation du secteur industriel se traduit généralement l'apport de l'expertise de son personnel et la mise à disposition des installations et des matériaux.

# LA TECHNOLOGIE ET LES SCIENCES DANS L'ENSEIGNEMENT

## La technologie dans l'enseignement

Lorsqu'elle est enseignée de manière adéquate, c'est-à-dire au moment et à l'endroit voulus dans le cadre des activités scolaires quotidiennes, la technologie est un outil précieux tant pour l'étudiant que pour l'enseignant. Malheureusement, cette dernière est bien souvent conçue comme un volet extérieur au système éducationnel, en dehors des principaux courants de l'enseignement et sans relation aucune avec les manuels sur lesquels se fondent les critères essentiels de chaque discipline.

### Enseignement primaire et secondaire

Malgré une utilisation parfois inadéquate de l'ordinateur dans les écoles, on a assisté à un mouvement généralisé en vue de rendre le micro-ordinateur accessible aux étudiants de tous les niveaux car il a été unanimement reconnu que les jeunes devaient aujourd'hui connaître l'informatique. Parents et élèves, soutenus par les enseignants, ont été à l'origine de l'achat d'ordinateurs par les écoles. Les associations de parents d'élèves et d'enseignants ont financé environ la moitié des ordinateurs actuellement en place dans les écoles, témoignant ainsi de l'intérêt marqué des parents pour l'informatique et de l'amélioration des relations entre les écoles, les parents et la collectivité.

Le nombre d'ordinateurs dans les écoles publiques primaires et secondaires a plus que décuplé en 3 ans, passant de 31.000 en novembre 1980 à près de 325.000 en septembre 1983. En 1983, le micro-ordinateur était accessible aux élèves de 62 pour cent des écoles primaires publiques, 81 pour cent des écoles secondaires du premier cycle et 86 pour cent des écoles secondaires du second cycle. Le nombre de micro-ordinateurs était en moyenne de 4 par école primaire, 7 par école secondaire du premier cycle et 11 par école secondaire du second cycle. (Il est également intéressant de noter que près de 10 pour cent des ménages -- soit huit millions -- possédaient un ordinateur personnel à la fin de 1983.) En Californie, les fabricants ont offert 10.000 micro-ordinateurs aux écoles -- soit un minimum d'un par école -- dans le cadre d'une loi de crédits d'impôts votée en 1982.

Les systèmes scolaires de l'ensemble du pays investissent aujourd'hui des millions de dollars dans le matériel informatique et les logiciels connexes. Selon une étude de recherche réalisée en 1983, on estimait que les écoles dépenseraient 700 millions de dollars EU en équipement technologique la même année. Le Chapitre 2 de la Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement prévoit d'octroyer des fonds aux Etats et aux organismes éducationnels locaux pour qu'ils financent des programmes dans l'un quelconque des 28 volets d'enseignement, le choix étant laissé à

Des sociétés privées sont également intervenues dans ce processus d'achat, la plus connue étant International Business Machines (IBM) qui a consacré 12 millions de dollars EU pour généraliser l'emploi de l'ordinateur dans les écoles, notamment par des dons de matériel et des cours de formation pour les enseignants. En 1983, IBM a offert 1.500 ordinateurs aux écoles des Etats de New York, de Californie et de Floride.

Malgré l'important apport de micro-ordinateurs dans le système d'enseignement, il n'y a toujours pas suffisamment de machines dans les écoles pour susciter une réforme dans l'enseignement dispensé aux grands groupes pour lequel le micro-ordinateur est le plus approprié et le plus rentable. Il existe cependant des exceptions notables comme à Forest City dans l'Iowa et Princeton dans le New Jersey. Il n'en reste pas moins que les ordinateurs sont le plus souvent utilisés pour des cours d'initiation ou de formation à l'informatique, des cours de rattrapage ou de familiarisation avec les techniques de base ou des cours de perfectionnement. On utilise également l'ordinateur à des fins administratives. Une enquête effectuée auprès de 1.200 enseignants a révélé que tel était l'emploi de l'ordinateur dans 65 pour cent des établissements scolaires. Une étude nationale sur l'utilisation des ordinateurs dans les écoles réalisée vers le milieu de l'année scolaire 1982-83 a indiqué que près de trois quarts des écoles possédant des ordinateurs laissaient leur équipement inutilisé pendant plus de la moitié de la journée, la plupart des établissements n'utilisant leurs ordinateurs qu'une heure par jour environ.

De nombreux Etats sont en train de prendre des mesures pour aider les écoles à faire le meilleur usage possible de leurs ordinateurs. Au cours des trois dernières années, 40 Etats ont adopté une politique informatique. Sept Etats disposaient déjà d'une telle politique auparavant. Ces instruments servent de guide aux circonscriptions scolaires locales, et ce depuis la formation des enseignants jusqu'à la sélection des logiciels. Dans les Etats possédant une politique informatique, la moitié des lignes de conduite ont été élaborées par le conseil de l'enseignement ou le département de l'éducation avec l'aide de spécialistes locaux; les autres ont été l'oeuvre du gouverneur ou des assemblées législatives des Etats. Certains groupes de travail à l'échelon de l'Etat ont également mis sur pied des centres de formation et de démonstration.

Alors que le matériel informatique devient de plus en plus accessible, la qualité des programmes informatiques reste un problème crucial pour beaucoup. Si l'on en croit la majorité des enquêtes à ce sujet, la plupart des utilisateurs d'ordinateurs dans les écoles ne sont pas satisfaits de la quantité et de la qualité des logiciels pédagogiques. Selon ces derniers, la plupart des logiciels ne sont qu'une simple prolongation de ce qui se faisait dans le passé et il est impératif que les logiciels se fondent sur la capacité sans précédent des ordinateurs pour stimuler une mode de pensée logique et fournir des informations.

Un certain nombre d'événements capitaux ont eu lieu au cours de dernières années qui ont amené les écoles américaines à faire un meilleur usage de leurs ordinateurs. Ainsi, le Département de l'éducation des Etats-Unis a patronné quatre téléconférences sur les différents usages des micro-ordinateurs dans les écoles. Les organismes étatiques locaux de l'éducation ont récompensé 123 systèmes scolaires qui utilisaient des ordinateurs depuis plus de 2 ans et 8 d'entre eux ont été choisis pour faire l'objet d'émissions de télévision.

De même, à la fin de l'année 1983, le Département de l'éducation a versé plus de 1,5 million de dollars EU à 12 projets de démonstration de technologie à l'intention des écoles primaires et secondaires. Ces derniers expliquent l'utilisation optimale des micro-ordinateurs et des dispositifs électroniques dans divers contextes didactiques. L'objectif de M. Bell était de soutenir les efforts consentis à la base pour améliorer les compétences des élèves par la technologie. Les 12 projets sont destinés à un large éventail d'élèves, depuis les enfants pauvres d'une école primaire de Californie jusqu'aux enfants surdoués d'un centre d'enseignement du Massachusetts. Ces démonstrations ont lieu dans 12 circonscriptions scolaires urbaines, périphériques et rurales ainsi qu'en sein de groupes formés de circonscriptions scolaires, d'universités et d'entreprises.

Le Département de l'éducation a également financé des programmes informatiques de mathématiques, de lecture élémentaire, d'écriture et de sciences. L'Association nationale de l'éducation (NEA), la plus importante organisation d'enseignants, a pour sa part établi un répertoire des logiciels éducationnels "homologués par la NEA".

Cinq nouvelles séries éducationnelles télévisées ont également été financées par le Département de l'éducation. Ces dernières peuvent être enregistrées et réutilisées dans les classes; elles peuvent être suivies par les malentendants. Ces séries sont respectivement "Moving Along", une série de 10 films de 30 minutes sur les problèmes de communication entre les jeunes et leurs parents; "Spaces", six films de 10 minutes destinés à éveiller l'intérêt des enfants des minorités pour les sciences et la technologie; "Rainbow Movie of the Week", 10 films de 10 minutes destinés aux enfants de 9 à 13 ans et axés sur la communication entre les races et les cultures; "Y.E.S., Inc.", une mini-série de 5 films dramatiques de 30 minutes sur un centre de placement qui encourage les élèves d'une école secondaire issus d'une minorité urbaine à apprendre un métier et à se découvrir d'autres compétences et "3-2-1-CONTACT", série scientifique qui sera décrite plus en détail dans la section consacrée à l'enseignement des sciences.

### Groupes spéciaux

L'ordinateur s'est avéré particulièrement précieux dans les écoles



Selon un spécialiste de l'enseignement d'International Business Machines (IBM), le marché du matériel et des logiciels informatiques conçus pour les personnes handicapées est vaste. En raison de sa grande flexibilité d'emploi, l'ordinateur peut servir non seulement dans les écoles spécialisées mais peut également aider les étudiants handicapés à se préparer à la vie professionnelle.

Le Centre national de statistiques de l'éducation (NCES) du Département de l'éducation des Etats-Unis a indiqué que les élèves des écoles du Chapitre 1 (le programme fédéral pour les élèves défavorisés qui sera examiné plus en détail dans la section suivante du présent chapitre) ont autant de possibilités d'accès à l'ordinateur que les autres étudiants des écoles ne relevant pas du Chapitre 1. Environ 35 pour cent des écoles disposent d'ordinateurs et chaque élève passe près de 9,2 heures par an sur un ordinateur. Le rapport mentionnait également que 19 pour cent des écoles du Chapitre 1 utilisaient les ordinateurs avant tout pour des travaux de rattrapage, contre 9 pour cent des autres écoles.

Un certain nombre de petites écoles, principalement dans le Midwest, sont en train d'expérimenter des réseaux audiovisuels interactifs destinés à dispenser un enseignement télévisé pour les disciplines difficiles à programmer. Bien que limité, le programme expérimental a été qualifié de succès didactique et commence à éveiller l'intérêt un peu partout dans le pays. (Les écoles de la ville de New York utilisent depuis plus de vingt ans la télévision à des fins didactiques, mais le réseau était à sens unique, de sorte que le professeur pouvait entendre mais non voir les élèves tandis que ceux-ci pouvaient voir et entendre le professeur.)

A l'exception de quelques Etats (notamment le Texas, la Caroline du Nord, la Virginie, New York, le Minnesota, le Delaware et l'Alaska, qui s'attachent depuis près de dix ans à intégrer la haute technologie dans l'enseignement), la plupart des initiatives dans ce domaine remontent à un ou deux ans. On peut donc s'attendre à ce que les programmes d'enseignement de la haute technologie dans les Etats ou les collectivités connaissent un essor exponentiel, comparable à la révolution de la haute technologie.

### Enseignement postsecondaire

Le niveau postsecondaire fait également l'objet de nombreuses initiatives en vue d'une utilisation plus productive de la technologie informatique, tant par les enseignants que par les étudiants.

Un projet à financement fédéral, le SLATE (State Leadership Assistance for Technology in Education), a pour but d'encourager les Etats à jouer un rôle plus actif dans l'enseignement de la technologie. Depuis 1980, environ 20 Etats ont voté des lois ou mis au point des lignes

mettant l'accent sur une formation en cours d'emploi plutôt que sur une formation en cours d'études. Quatorze autres Etats exigent ou recommandent que les étudiants aient quelques notions d'informatique. Dans la plupart des cas, ces exigences ou ces recommandations prennent la forme de lignes directrices générales et d'objectifs de cours fixés par les départements de l'éducation ou les conseils d'enseignement des Etats, le contenu des cours et l'organisation des examens étant laissés aux systèmes scolaires locaux.

Certains établissements d'enseignement supérieur se sont attachés à intégrer très rapidement l'ordinateur dans la vie du campus. Une université a installé des terminaux dans l'ensemble du campus de manière à pouvoir accéder à toutes les informations sur les horaires et les notes, remettre travaux et rapports, travailler seul, en groupe ou avec des professeurs et communiquer socialement avec les autres étudiants. Une université envisage de relier 10.000 terminaux entre eux, avec un réseau d'installations de recherche et avec le domicile des professeurs. D'autres établissements d'enseignement supérieur demandent aux étudiants d'acheter ou de louer des ordinateurs pour la durée de leurs études.

On relève un nombre croissant d'exemples de collaboration entre écoles et les entreprises dans le domaine de la haute technologie. Des sociétés aident à financer de nouveaux programmes informatiques, offrent des cours d'orientation et de formation, accueillent des groupes d'étudiants pour des visites ou des programmes d'études-travail et participent à une série d'initiatives uniques en leur genre avec les établissements d'enseignement supérieur et les systèmes scolaires.

Les télécours constituent un autre domaine en expansion au niveau des études supérieures. On estime à 100.000 le nombre d'étudiants payant qui suivent des télécours par l'intermédiaire du réseau de radiodiffusion publique. Ce dernier dispense un enseignement donnant droit à des unités de valeur universitaires dans des disciplines allant de l'histoire à l'informatique en passant par la gestion financière. Le nombre d'étudiants suivant les télécours est passé de 55.000 en 1981 à 75.000 en 1982, puis à 100.000 en 1983. Parmi ces étudiants, 80 pour cent étudient en vue de l'obtention d'une licence.

Le cours intitulé "The New Literacy: An Introduction to Computer" est un exemple de télé cours donnant droit à des unités de valeur. Produite par une société spécialisée, la Corporation for Community College Television, ce télé cours de 25 émissions sera diffusé dans l'ensemble du pays par les stations de radiodiffusion publique. Les frais d'inscription oscilleront entre 0 et 300 dollars EU selon l'université qui accorde des unités de valeur. Ce télé cours fait partie d'une série d'émissions financée par l'Annenberg School of Communications et gérée par la Corporation for Public Broadcasting. Ces deux groupes se sont associés

cadre d'un programme de 15 ans et d'un montant de 150 millions de dollars destiné à mettre au point des cours universitaires innovateurs axés sur les nouvelles applications des télécommunications.

### Les sciences dans les écoles

L'électronique a permis au scientifique d'accroître sa capacité d'analyser, de mémoriser et de retrouver ses observations. Grâce aux analyseurs sophistiqués, on peut étudier tous les types de phénomènes naturels avec un degré de précision jamais atteint auparavant et explorer les événements naturels au-delà des limites humaines. En raison même de ces systèmes de mémorisation et d'enregistrement modernes, les expériences et les connaissances scientifiques ne sont plus réservées aux seuls chercheurs mais peuvent être mises à la disposition du grand public. Il appartient maintenant aux écoles de tirer parti de ces ressources. Il s'agit de la première génération ayant accès à des mémoires extérieures.

Bien qu'une étude réalisée en 1978 par la Fondation nationale pour les sciences sur l'enseignement des sciences dans les écoles primaires ait révélé que les Etats-Unis comptaient très peu d'enseignants qualifiés et de programmes de sciences adéquats, et bien que des études récentes sur l'enseignement américain aient constamment mis l'accent sur la nécessité d'améliorer l'enseignement des sciences, les données recueillies en 1983 montrent que les étudiants en sciences et en mathématiques qui entrent à l'université sont mieux préparés qu'il y a dix ans et que l'étudiant de première année était mieux préparé que jamais auparavant à entrer à l'université. Il apparaît que le système américain est aujourd'hui en mesure de former des étudiants du meilleur niveau en mathématiques et en sciences, mais que cet enseignement trahit des variations incompatibles avec une société démocratique. Dix pour cent seulement des écoles secondaires américaines exigent un année de sciences et 100.000 étudiants seulement sortent des écoles secondaires avec des notions de calcul infinitésimal.

Il semble que les sciences soient mieux enseignées dans les écoles primaires que dans les établissements secondaires. Même si certains enseignants n'ont pas reçu une préparation suffisante en sciences et si ces disciplines connaissent actuellement une certaine pénurie, comme il a été mentionné dans d'autres sections du présent rapport, l'apparition de certaines forces nouvelles au sein de la société, tels les musées pour enfants, a aidé les écoles primaires en offrant des expositions et des applications pratiques de principes scientifiques facilement réalisables à peu de frais. Le principal problème des écoles secondaires réside dans leurs laboratoires de sciences. Même les circonscriptions les plus riches semblent éprouver des difficultés à assurer la sécurité et le fonctionnement continu de leurs laboratoires. Ce problème est encore aggravé



ces derniers ne s'inscrivent pas dans un programme scientifique coordonné. Il faut cependant noter qu'il existe dans différentes régions des écoles secondaires spécialisées dans les sciences qui forment régulièrement d'excellents élèves.

En se fondant sur l'étude réalisée par la Fondation nationale pour les sciences sur la perception des sciences dans les écoles primaires, le Département de l'éducation des Etats-Unis, la Fondation nationale pour les sciences, la Corporation for Public Broadcasting et United Technologies se sont associés pour mettre au point une série télévisée produite par le Children's Television Workshop destinée à sensibiliser les enfants de 8 à 12 ans au rôle des sciences dans notre société, aux joies de l'analyse scientifique et aux carrières scientifiques. C'est ainsi qu'est née la série télévisée intitulée "3-2-1-CONTACT" qui a été diffusée pour la première fois en 1980 et qui compte 105 émissions. Le programme est accompagné de nombreux documents d'appui destinés aussi bien aux enseignants qu'aux enfants et est regardé chaque jour de la semaine par environ 8 millions d'enfants. Plus de 750.000 guides à l'intention des enseignants ont été distribués dans le pays. Les études ont montré que les enfants développent non seulement une meilleure perception du rôle des sciences dans la société mais mémorisent également des informations concrètes sur les principes scientifiques expliqués dans le programme.

Comme on l'a mentionné plus haut, le Département de l'éducation a patronné une série scientifique de six émissions intitulée "Spaces" à l'intention des minorités dans les écoles secondaires du premier et du second cycle. Ce programme souligne l'apport des scientifiques noirs, hispaniques, asiatiques et amérindiens.

Une autre série financée par le Département de l'éducation est une initiation aux sciences pour les enfants de 8 à 12 ans. Intitulée "Le voyage du Mimi", la série est consacrée à une étude biologique des baleines à bosse. L'équipage du Mimi procède à des applications pratiques des sciences et des mathématiques. Chaque émission est assortie d'une excursion télévisée qui permet d'étayer les principes scientifiques expliqués dans les émissions. Le projet comprend également des logiciels pour micro-ordinateur et des vidéodisques.

Le Département a également appuyé la mise au point de logiciels de mathématiques dont certains devaient combler les lacunes signalées par l'Association nationale des professeurs de mathématiques dans leur liste de priorités pour les années 80. Ces logiciels sont principalement axés sur l'initiation à la géométrie, aux probabilités et aux estimations.

Bien que l'on enregistre des signes encourageants d'un renouveau d'intérêt pour l'enseignement des sciences, il est impératif de mettre au point de nouveaux outils et d'organiser de nouvelles activités de formation des enseignants. A cette fin, la Fondation nationale pour les sciences (NSF)

a fait un don de 75 millions de dollars EU destiné à financer les programmes pré-universitaires d'enseignement des sciences et des mathématiques pour l'exercice 1984. La NSF a proposé un certain nombre de séminaires, de rencontres et de programmes de formation, ayant compris les solutions aux problèmes du pays dans le domaine de l'enseignement pré-universitaire des sciences et des mathématiques passent par "l'initiative locale, l'attention et l'intervention de tous les secteurs compris des autorités étatiques et locales, le rôle d'orientation des autorités fédérales, la formation des professeurs ainsi que l'élaboration d'instruments et de méthodes didactiques susceptibles de stimuler la motivation et l'apprentissage des étudiants". De même, certaines circonscriptions scolaires ont élaboré des programmes de cours de sciences et des maisons d'édition sont actuellement occupées à préparer de nouveaux manuels scientifiques.

Il importe avant tout de mettre en place un programme intégré d'enseignement des sciences qui englobe toutes les années et encourage les élèves à acquérir suffisamment de connaissances scientifiques pour jouer un rôle actif dans le monde moderne.

## L'ENSEIGNEMENT A L'INTENTION DES GROUPES SPECIAUX

### Les défavorisés

Le Chapitre 1 de la Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement de 1981 (ECIA), autrefois appelé Titre 1 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire, est le plus important programme financier fédérale aux élèves du primaire et du secondaire. Le programme permet aux organismes locaux d'éducation (Local Education Authorities -- LEA) de satisfaire aux besoins spécifiques des enfants défavorisés en leur fournissant des services d'instruction et de soutien supplémentaires. Il s'agit de subventions aux Etats qui, à leur tour, canalisent les fonds vers leurs organismes afin de gérer des projets locaux.

Depuis son adoption en 1965, la loi prévoyait des normes d'évaluation mais jusqu'en 1979 les Etats ont joui d'une certaine latitude quant à la forme que revêtaient les rapports qu'ils remettaient aux autorités fédérales. A partir de l'année 1979-80, chaque organisme étatique d'éducation (State Education Agency -- SEA) a commencé à rassembler les rapports des différentes circonscriptions scolaires (ou d'un échantillon d'un tiers d'entre eux) et à remettre un rapport général sur l'enseignement au Département de l'éducation.

Le Chapitre 1 de la Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement est entrée en vigueur pour la première fois en 1982. Nous ne disposons donc d'aucune donnée d'évaluation. Cependant, nous sommes en possession de données d'évaluation sur l'année 1981-82, la dernière année du Titre 1. Au cours de cette année, près de 2.5 milliards

4.670.000 élèves d'écoles publiques au cours de l'été. Ces classes allaient de la crèche (moins d'un pour cent des enfants) à la douzième (environ un pour cent). Soixante-neuf pour cent des enfants bénéficiaires des prestations du Titre 1 au cours de cette année étaient inscrits dans des classes allant de la première à la sixième année.

Le nombre d'élèves d'écoles publiques bénéficiaires du Titre 1 a diminué de quelque 10 pour cent entre 1979 et 1982, ce qui représente une baisse supérieure à la réduction des subventions, sans tenir compte de l'inflation. Un déclin similaire a été enregistré dans le nombre d'élèves d'écoles privées. La nature et la densité des services fournis aux élèves des écoles privées étaient comparables à celles des écoles publiques.

En 1981-82, 70 pour cent environ des participants au programme ont reçu une instruction compensatoire en lecture et 42 pour cent en mathématiques. Parmi les autres disciplines offertes figurent les langues (20 pour cent), l'anglais de base et l'anglais comme seconde langue (11 pour cent), les sciences sociales (22 pour cent). A cela s'ajoutent certains services d'appui tels l'orientation/conseil (21 pour cent) ainsi que la santé et l'alimentation (18 pour cent). En moyenne, l'élève bénéficiaire du Titre 1 a reçu 4 heures d'enseignement spécial par semaine dans des classes de 9,8 élèves.

Au cours de la même année, les fonds affectés aux projets locaux du Titre 1 ont permis de rémunérer quelque 177.000 emplois à temps complet (dont 85 pour cent étaient occupés par des enseignants ou des assistants) et 18.000 emplois supplémentaires en été. Une formation en cours d'emploi a été fournie à près de 275.000 personnes dont 84 pour cent étaient des enseignants ou des assistants.

Les rapports établis par les Etats pour les 3 dernières années du Titre 1 (1979-80 à 1981-82) ont montré que le programme était efficace. Pour chaque année, on a enregistré des progrès modestes en lecture et en mathématiques dans toutes les classes. Comme il a été mentionné plus haut, nous ne disposons pas encore de données sur la première année du Chapitre 1, 1982-83.

### Migrants

Il y a environ 800.000 migrants aux Etats-Unis, dont 67 pour cent en Californie, au Texas et en Floride. (Le migrant est une personne qui se déplace fréquemment pour trouver du travail, notamment dans le cadre des récoltes.) Le gouvernement fédéral a conçu un programme d'éducation pour les migrants et améliorer les programmes destinés à satisfaire aux besoins éducationnels des enfants des travailleurs et pêcheurs migrants.

Chaque année depuis 1980, plus de 225 millions de dollars EU de fonds fédéraux ont été alloués à ce programme. L'appui est assuré par les quatre programmes suivants:

- o Subventions aux organismes étatiques d'éducation: ces subventions vont aux organismes étatiques, lesquels gèrent des programmes d'éducation à l'intention des migrants soit directement soit par des accords avec leurs organismes locaux, avec des organismes publics ou privés sans but lucratif ou avec d'autres Etats. Ces programmes aident les organismes d'éducation des Etats à identifier les enfants migrants jusqu'à l'âge de 21 ans et à leur offrir une instruction ainsi que des services d'appui. En 1983, près de 565.000 élèves ont été instruits dans 2.500 circonscriptions scolaires.

- o Coordination inter et intra-étatique: le système de transfert de données sur les élèves migrants coordonne le transfert des dossiers médicaux et scolaires des enfants migrants, met au point des stratégies axées sur la participation des parents, élabore et met en place un système uniformisé d'identification et de sélection des matériaux et procédures. En 1983, tous les Etats participaient à 13 projets.

- o Programme d'équivalence des études secondaires: des fonds sont octroyés aux établissements secondaires pour qu'ils fournissent une instruction, des conseils et des services de placement aux enfants de travailleurs migrants ou saisonniers qui ont échoué mais qui désirent obtenir un certificat d'équivalence d'études secondaires et aident ensuite ces personnes à entrer dans une école supérieure ou à l'université, à suivre un programme de formation professionnelle, à entrer à l'armée ou à trouver un emploi à temps complet. En 1983, 2.800 élèves ont bénéficié de 20 projets de ce genre.

- o Programme d'assistance des écoles supérieures aux migrants: des versements sont effectués aux établissements d'enseignement supérieur pour qu'ils aident les travailleurs migrants et saisonniers inscrits en première année à opérer avec succès la transition entre l'enseignement secondaire et l'enseignement postsecondaire. En 1983, ce programme a aidé 500 étudiants.

La dernière étude nationale d'impact a examiné les résultats scolaires des enfants migrants de 2ème, 4ème et 6ème et établi que la moitié, voire les deux tiers d'entre eux se situaient dans le dernier quart en lecture, de même que pour les mathématiques dans une proportion d'un quart à un tiers. L'étude a toutefois révélé que ces enfants faisaient des progrès appréciables en lecture et en mathématiques au fil des ans et que les résultats en lecture étaient à peu près équivalents à ceux attendus de la population en général. Il n'en reste pas moins que sur l'ensemble des études, les résultats absolus des enfants migrants sont nettement inférieurs à ceux de la population globale.

## Personnes ayant une connaissance limitée de la langue anglaise

Apprendre l'anglais aux personnes dont ce n'est pas la langue maternelle n'a rien de nouveau. Pouvoirs publics et associations privées financent depuis des années l'enseignement de l'anglais comme seconde langue ainsi que des programmes d'enseignement bilingue. La Loi fédérale sur l'enseignement bilingue est en vigueur depuis 15 ans. Cependant, l'augmentation du nombre de réfugiés et d'immigrants a rendu le problème de l'instruction des enfants plus aigu. (L'enseignement dispensé aux réfugiés et immigrants adultes est abordé dans la section suivante consacrée à l'analphabétisme chez les adultes.)

Au cours de l'exercice 1983, le Bureau de placement des réfugiés (organe du Département de la santé publique et des affaires sociales) a recensé 60.622 réfugiés. Parmi ceux-ci, on comptait 16.175 enfants de 6 à 17 ans. Soixante-cinq pour cent environ de ces personnes provenaient d'Asie du Sud-Est et 21 pour cent d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Depuis 1975, les Etats-Unis ont accueilli 658.900 réfugiés d'Asie du Sud-Est, dont 244.000 rien qu'en Californie. Parmi les Etats ayant accueilli plus de 20.000 réfugiés d'Asie du Sud-Est depuis 1975 figurent le Texas (53.600), l'Etat de Washington (30.400), l'Illinois (23.550), la Pennsylvanie (23.000), New York (22.700), le Minnesota (21.000) et la Virginie (20.300). A cela s'ajoute l'arrivée de près de 125.000 Cubains qui ont bénéficié du "pont maritime" d'avril à octobre 1980 et d'environ 40.000 Haïtiens, principalement en 1980-81. La majorité de ces réfugiés se sont établis en Floride. (De plus amples données sur les minorités linguistiques aux Etats-Unis ont été données plus haut dans la section consacrée aux statistiques.)

Un programme de transition, résultant d'un accord entre le Département de la santé publique et des affaires sociales et le Département de l'éducation des Etats-Unis, finance les besoins éducationnels spécifiques des enfants réfugiés inscrits dans des écoles primaires et secondaires publiques et privées à but non lucratif. Aux termes de ce programme géré par les Etats, les fonds sont alloués sur la base du nombre d'enfants réfugiés éligibles dans les Etats, les organismes locaux d'éducation recevant eux aussi certaines subventions. La formule de répartition accorde plus d'importance aux enfants éligibles vivant aux Etats-Unis depuis moins d'un an qu'à ceux qui y résident depuis plus longtemps car les besoins des nouveaux venus sont généralement plus grands. On accorde également plus d'importance au nombre d'enfants éligibles inscrits dans les écoles secondaires que dans les écoles primaires car les enfants plus âgés nécessitent une formation linguistique plus poussée. Le programme, essentiellement axé sur un enseignement en anglais, vise à orienter le plus d'enfants possible vers les classes ordinaires.

Parmi les activités financées par le programme de transition figurent



l'anglais, un enseignement bilingue, des programmes de rattrapage, la formation en cours d'emploi des enseignants, la formation des parents et des services d'orientation-conseil au sein des écoles. De 1980-81 à 1983-84, près de 560.000 enfants réfugiés ont bénéficié du programme, dont le budget de 85 millions de dollars EU est financé par le Département de la santé publique et des affaires sociales.

Les programmes d'enseignement bilingue ne sont pas uniquement destinés aux nouveaux réfugiés et immigrants, ils aident également les autres personnes, en particulier les enfants, dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Les études réalisées dans le cadre de la Loi sur l'enseignement bilingue, ou Titre VII de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire telle qu'amendée, estimaient à 28 millions le nombre de personnes aux Etats-Unis qui en 1976 parlaient une autre langue que l'anglais. Parmi ces personnes, on dénombrait environ 5,8 millions d'enfants de 4 à 18 ans. Qui plus est, environ deux tiers des membres des minorités linguistiques sont nés aux Etats-Unis, les Hispaniques représentant la majorité avec plus d'un tiers. Bien que chaque Etat ait ses propres minorités linguistiques, sept Etats comptaient en 1976 plus d'un million de personnes appartenant à une minorité linguistique.

Le nombre d'enfants en âge scolaire dont l'anglais est insuffisant était estimé à 3,6 millions en 1978, les trois quarts étant nés aux Etats-Unis ou dans l'une de leurs dépendances. La Californie, l'Etat de New York et le Texas réunissent deux tiers de ces enfants. En 1980, le Bureau du recensement des Etats-Unis a calculé que 4,5 millions d'enfants entre 5 et 17 ans éprouvaient des difficultés en anglais.

Le programme fédéral d'enseignement bilingue est géré par l'Office de l'enseignement bilingue et des minorités linguistiques (OBEMLA), un service du Département de l'éducation. Ce programme permet aux écoles qui le désirent de recevoir une aide temporaire afin de concevoir et mettre en place des programmes d'enseignement bilingue. Ces subventions font office de catalyseurs en ce sens qu'elles incitent les circonscriptions scolaires locales à développer les ressources et les capacités indispensables pour administrer des programmes lorsque le financement fédéral cessera. La législation soutient également les activités nationales et régionales destinées à accroître la capacité nationale dans des domaines comme la formation des enseignants, l'amélioration des instruments didactiques, la démonstration et la généralisation des méthodes pilotes d'enseignement bilingue pilotes ainsi que la recherche et la collecte d'informations. Depuis 1980, le financement annuel dans ce domaine a oscillé entre 164 et 140 millions par an.

Depuis le printemps 1980, l'OBEMLA est responsable de deux programmes de formation professionnelle bilingue à l'intention des jeunes qui ont quitté l'école et des adultes dans le cadre de la Loi sur l'enseignement professionnel. Il est également chargé du programme de transition (décrit plus haut) destiné aux enfants réfugiés. La formation professionnelle

es nouveaux projets étaient destinés à des organismes locaux d'éducation qui n'avaient jamais bénéficié d'aucune aide. On a calculé que les projets financés cette année-là ont profité à environ 200.000 écoliers du primaire et du secondaire représentant 92 langues différentes. Parmi les autres réalisations figurent le financement de trois études de recherche sur les besoins linguistiques des habitants des îles du Pacifique et des Amérindiens, ainsi que des études de recherche sur la nécessité d'un enseignement bilingue, l'amélioration des services offerts aux écoliers et la révision de la gestion des programmes relevant du Titre VII (enseignement bilingue).

Dans l'avenir immédiat, l'administration Reagan entend (1) rationaliser l'efficacité des activités inscrites aux programmes du Titre VII de manière à garantir une utilisation optimale des ressources; (2) élargir l'éventail des approches didactiques susceptibles de recevoir des fonds aux termes du Titre VII, de sorte que les circonscriptions locales aient plus de latitude pour adapter les programmes didactiques aux besoins et aux caractéristiques spécifiques des étudiants bénéficiaires; et (3) élargir la base de données sur l'enseignement bilingue et les besoins des personnes éprouvant des difficultés en anglais pour guider les débats politiques futurs sur l'enseignement bilingue. Le budget prévu par le président en 1983 pour le Titre VII ainsi que les amendements au Titre VII et le programme de recherche intitulé Titre VII, Partie C sont autant de pas vers la réalisation de ces objectifs.

### Analphabétisme fonctionnel chez les adultes

Bien qu'il n'existe aucune définition qui fasse autorité, l'analphabétisme fonctionnel désigne souvent le manque de connaissances et de compétences qui permettent à un individu de fonctionner dans son environnement, c'est-à-dire chez lui, dans la collectivité et au travail. Il convient de distinguer l'alphabétisation fonctionnelle de l'alphabétisation à proprement parler, qui se limite à savoir lire et écrire et que les gens mentionnent dans les recensements. En ce qui concerne l'alphabétisation proprement dite, les Etats-Unis, à l'instar de nombreux autres pays industrialisés, jouissent d'un taux d'alphabétisation de 99 pour cent depuis des années. Toutefois, une étude réalisée en 1974 a estimé à 23 millions le nombre de personnes fonctionnellement analphabètes en anglais.

Malgré l'absence de données récentes à ce sujet, il est clair que le problème de l'analphabétisme est d'importance. Pour tenter de le résoudre, le président Reagan a annoncé une "Initiative pour l'alphabétisation des adultes" en septembre 1983, mesure qui est devenue une des priorités du Département de l'éducation. Les secteurs public et privé ont également pris des initiatives en coopération avec des organismes qui luttent depuis des années contre ce problème. Parmi elles-ci:

o En janvier 1984 s'est tenue une conférence nationale sur

o Une téléconférence a été diffusée à la télévision dans les 50 Etats à la fin de février 1984. La téléconférence a présenté les points essentiels de la conférence nationale sur l'alphabétisation des adultes, et plusieurs programmes pilotes d'alphabétisation des adultes, tout en offrant la possibilité de correspondre avec un groupe de spécialistes. Des responsables de chaque Etat ont coordonné l'organisation de la téléconférence. L'objectif était de réunir, dans chaque Etat, toutes les personnes actives dans le domaine de l'alphabétisation des adultes afin d'échanger des informations et d'établir une planification commune.

o La maison d'édition McGraw-Hill, Inc. a versé un million de dollars EU à titre de capital de départ pour la fondation du groupe Business Council for Effective Literacy, Inc. Ce conseil effectuera des recherches, fournira une assistance technique aux sociétés et coordonnera les programmes d'alphabétisation patronnés par le secteur privé. Il servira de catalyseur dans ce domaine.

o Un groupe de 11 organisations nationales portant le nom de "Coalition pour l'alphabétisation" a été mis en place par l'Association des bibliothèques américaines. La coalition a lancé une campagne nationale de sensibilisation de 3 ans. Une chaîne de librairies, B. Dalton, membre de la coalition, s'est engagée à verser des dons pour un montant de 3 millions de dollars EU au cours des 4 années à venir dans le cadre de la lutte contre l'analphabétisme fonctionnel. Cette société collabore avec des centaines de programmes communautaires d'alphabétisation, la plupart gérés par des bibliothèques, dans les régions desservies par ses quelque 700 points de vente.

o L'Institut national de l'éducation (NIE), qui dépend du Département de l'éducation, a octroyé 862.000 dollars EU au Far West Laboratory de San Francisco et à la société Network, Inc. d'Andover dans le Massachusetts pour attirer l'attention du grand public sur le problème de l'analphabétisme des adultes et identifier, puis tester des programmes pilotes d'alphabétisation. Le NIE mènera également des projets de recherche et d'assistance technique à court terme et lancera une campagne de collecte de données.

o Le Département de l'éducation a lancé en novembre 1983 un projet de bénévolat qui utilise les fonds du programme universitaire études-travail pour mettre au point des programmes pilotes dans les établissements d'enseignement supérieur. Moyennant une subvention de 20.000 dollars EU en plus de la subvention annuelle aux programmes d'études-travail normalement versée aux établissements, ceux-ci sélectionneront, formeront et engageront des étudiants comme répétiteurs pour des programmes de lecture, d'écriture et d'informatique de base à l'intention des adultes. Dans un an environ, le Département évaluera les programmes pilotes de manière à déterminer ceux qui pourraient encourager



## Les handicapés

La Loi sur l'éducation des handicapés, telle qu'elle a été amendée, prévoit que tous les enfants handicapés sont en droit de bénéficier "d'un enseignement public gratuit et adéquat". (Le chapitre 1 de la deuxième partie a traité des derniers amendements apportés à cette loi.)

### Nombre d'enfants handicapés bénéficiaires de services

Le nombre d'enfants handicapés bénéficiant d'un enseignement spécial et de services connexes continue de croître. Le nombre total de 4.298.321 enfants handicapés pour l'année 1982-83 représente une augmentation de 65.045 par rapport à l'année scolaire précédente et de 120.382 par rapport à 1980-81. La proportion d'enfants handicapés dans les effectifs totaux depuis la crèche jusqu'à la douzième année est passé de 10,08 pour cent en 1980-81 à 10,76 pour cent en 1982-83. L'augmentation du nombre d'enfants handicapés est plus significatif encore étant donné la diminution constante et généralisée de la population d'âge scolaire au cours des dix dernières années. Le tableau ci-après donne les variations en pourcentage du nombre d'enfants handicapés desservis en 1980-81 et 1982-83 dans les 50 Etats et le District de Columbia:

	<u>1980-81</u>		<u>1982-83</u>	
	Nombre	% aidé*	Nombre	% aidé*
Troubles intellectuels	1.468.047	3,56	1.745.871	4,00
Défauts d'élocution	1.170.538	2,84	1.134.197	2,70
Arriérés mentaux	844.321	2,02	780.831	1,80
Troubles émotionnels	348.965	0,84	353.431	0,80
Autres handicaps	98.656	0,24	52.026	0,10
Handicapés multiples	70.460	0,17	65.479	0,10
Malentendants et sourds	81.376	0,19	75.337	0,10
Handicapés moteurs	59.664	0,14	57.506	0,10
Malvoyants	33.005	0,08	31.096	0,08
Sourds-aveugles	2.913	0,01	2.553	0,01

\* Sur les effectifs totaux.

Il existe de grandes variations dans le nombre d'enfants bénéficiaires selon le type d'handicap. La forte augmentation du nombre d'enfants souffrant de troubles intellectuels masque le recul du nombre des enfants bénéficiaires dans la plupart des autres catégories d'handicapés. Depuis 1976-77, la population identifiée comme souffrant de troubles intellectuels a augmenté de 110 pour cent. Les raisons de cette croissance rapide

solutions de remplacement pour les enfants qui éprouvent des problèmes dans les classes ordinaires.

De nombreux Etats ont exprimé leur inquiétude face à cette augmentation impressionnante du nombre d'enfants souffrant de troubles intellectuels et ont pris des mesures afin de garantir que les enfants ne soient pas classés dans une mauvaise catégorie. Ces efforts semblent porter leurs fruits. Malgré le fait que la proportion d'enfants souffrant de troubles intellectuels ait augmenté entre 1981-82 et 1982-83, cette croissance a connu un rythme plus lent qu'auparavant. L'augmentation entre 1979-80 et 1980-81 était de 15 pour cent; entre 1980-81 et 1981-82, elle était de 11 pour cent. Les 118.527 enfants supplémentaires entre 1981-82 et 1982-83 représentent un taux de croissance de 7 pour cent, et l'on s'attend à une nouvelle baisse pour 1983-84.

Le nombre d'enfants souffrant de troubles émotionnels profonds a également augmenté, probablement en raison de la capacité accrue des organismes d'éducation étatiques et locaux à offrir des services, en particulier au niveau local. Cette croissance a été accueillie favorablement car le nombre d'enfants bénéficiaires souffrant de troubles émotionnels est resté jusqu'ici supérieur aux prévisions.

Dans les autres catégories d'handicapés, le nombre total d'enfants bénéficiaires a connu une baisse généralisée, avec toutefois certaines différences entre les Etats. Si le nombre total d'enfants souffrant de troubles d'élocution a diminué depuis 1980-81, leur proportion a sensiblement augmenté dans les effectifs. En d'autres termes, la baisse du nombre d'enfants handicapés résulte de la diminution de la population d'âge scolaire. Parfois, la diminution du nombre d'handicapés est due à de nouvelles procédures de recensement des handicapés en vigueur, en particulier dans certains Etats très peuplés. Il n'en reste pas moins que souvent les chiffres nationaux sont en contradiction avec les données des Etats. Aussi, de nombreux facteurs tels les déplacements de population ou les nouvelles procédures administratives doivent être pris en compte dans la détermination du nombre d'enfants handicapés bénéficiaires.

### Enfants jusqu'à l'âge de 5 ans

La mise en oeuvre du volet B de la Loi sur les handicapés, telle qu'amendée, a entraîné des augmentations concomitantes dans la nature et l'ampleur des programmes d'enseignement et des services connexes à l'intention des jeunes enfants handicapés. En agissant dès le plus jeune âge, on réduit le besoin de services ultérieurs; dans certains cas, il est possible d'éliminer complètement ou de réduire le nombre de services qui seraient autrement nécessaires lorsque l'enfant entre à l'école. Partant, de réaliser de sérieuses économies.

Les Etats continuent d'enregistrer des augmentations dans le nombre de jeunes enfants handicapés en particulier entre 3 et 5 ans. Bien qu'il

l'augmentation du nombre total d'enfants reconnus handicapés par les organismes d'éducation des Etats ait été de 1,5 pour cent pour l'année dernière, le pourcentage d'augmentation était plus grand parmi les enfants de 3 à 5 ans. Le nombre d'enfants dans cette catégorie est passé de 227.612 à 242.113, soit un gain de 6,4 pour cent. Cette augmentation représente près d'un quart de l'augmentation totale du nombre de personnes entre 3 et 21 ans ayant bénéficié de services d'enseignement spéciaux l'an dernier. Depuis 1976-77, le nombre d'enfants bénéficiaires de moins de 5 ans a augmenté de plus de 23 pour cent. En dépit de ces progrès, nombre de ces enfants ne reçoivent toujours pas de services ad hoc. Le nombre de jeunes enfants handicapés bénéficiaires devrait augmenter à mesure que les Etats mettent en place des programmes pilotes pour identifier ces enfants et répondre à leurs besoins.

Trente-huit Etats fournissent aujourd'hui des services à une partie au moins des enfants handicapés de moins de 5 ans. Les services varient d'un Etat à l'autre, selon l'âge et le type d'handicap, mais il semble qu'un plus fort pourcentage d'enfants entre 3 et 5 ans soit aidé dans les Etats qui possèdent ce genre de programmes.

Quatre initiatives fédérales -- à savoir le volet B de la Loi sur l'éducation des handicapés, le programme de subvention aux enfants de moins de 5 ans, le programme de subvention aux Etats et le programme d'éducation préscolaire à l'intention des jeunes handicapés -- ont joué un rôle important dans le développement des programmes préscolaires. Le nombre d'Etats ayant décidé de participer à ces programmes a plus que doublé depuis l'exercice 1978. Une analyse d'impact récente, menée à l'échelle nationale, a révélé que les réalisations du programme d'éducation préscolaire à l'intention des jeunes handicapés avaient été "plus importantes et plus variées que celles de tout autre programme d'éducation identifié."

Certaines améliorations sont toutefois possibles. Il importe à présent d'étendre les services aux enfants de 2 ans et moins. Seuls 5 Etats offrent actuellement des services à cette catégorie d'enfants. Les initiatives fédérales dans ce domaine viseront à sensibiliser spécialistes et collectivités sur l'importance d'une intervention précoce de manière à garantir que chaque enfant handicapé bénéficie de services.

### Etudiants en âge de fréquenter l'école secondaire

Les circonscriptions scolaires ont étendu la gamme d'options possibles pour les enfants du secondaire. Les organismes d'éducation des Etats admettent la nécessité d'élargir l'éventail des activités du secondaire afin de mieux préparer les étudiants à la vie après l'école. Ces programmes, nouveaux ou modifiés, sont à vocation professionnelle et visent à donner aux handicapés du secondaire des compétences spécifiques.

d'évaluation professionnelle et certains organisent des programmes professionnels et préprofessionnels dès les premières années scolaires. Ces programmes professionnels élargis au niveau secondaire donnent aux étudiants handicapés, y compris les handicapés profonds, la possibilité de recevoir une formation professionnelle dans les mêmes classes que les étudiants non handicapés.

Selon une étude du Centre d'étude de la politique sociale (Center for the Study of Social Policy) réalisée en 1983, 65 pour cent des organismes d'éducation des Etats ont déclaré qu'ils utilisaient les fonds du volet B de la Loi sur l'éducation des handicapés pour mettre en place des programmes de formation et de reclassement professionnel à l'intention des handicapés en âge de fréquenter les écoles secondaires. Ces organismes commencent à réaliser que la programmation dans ce domaine, contrairement à d'autres secteurs de l'enseignement spécial, n'entraîne pas nécessairement des frais supplémentaires. Les restrictions budgétaires que connaissent actuellement les Etats et les collectivités locales n'empêchent donc nullement les organismes d'éducation étatiques et locaux de lancer ou développer des programmes de secondaire sans dépenses importantes. En faisant usage des ressources provenant d'autres organismes (tels le Département du reclassement professionnel et/ou la Division de la formation professionnelle), les Etats et les circonscriptions peuvent élargir leurs programmes de formation professionnelle moyennant des investissements raisonnables.

En dépit des progrès réalisés, la formation des jeunes handicapés laisse encore à désirer. Les innovations décrites ici doivent se multiplier afin de devenir la règle plutôt que l'exception. Le Département de l'éducation entend donner la plus haute priorité à l'amélioration des programmes et des services destinés à faciliter l'insertion des handicapés dans la vie active.

Le Département de l'éducation entend participer au développement et à l'amélioration des services de transition pour enfants handicapés par une série d'initiatives: mise au point de nouveaux instruments didactiques, recherches sur les possibilités de formation en entreprise, études complémentaires sur les enfants en âge de fréquenter l'école secondaire, démonstration et diffusion des méthodes ayant fait leurs preuves, liaison entre le secteur de l'enseignement et les entreprises et mise en oeuvre d'accords interorganismes efficaces.

Les données en provenance des 50 Etats et du District de Columbia montrent que le nombre d'handicapés de 18 à 21 ans a connu une croissance continue et est passé de 159.399 à 173.642 entre 1981-82 et 1982-83, soit une augmentation de 9 pour cent. Il s'agit d'une augmentation impressionnante si l'on sait que la population entre 18 et 21 ans a baissé d'environ 200.000 au cours de cette période. Depuis 1980-81, cette tranche d'âge a augmenté de 24 pour cent. Ces augmentations contrastent avec les changements relativement stables au sein de la population totale des handicapés d'âge scolaire.

En 1983, 24 Etats avaient pour mandat d'aider les handicapés jusqu'à l'âge de 21 ans si ces derniers n'avaient pas terminé l'école secondaire. Près d'un tiers des 26 autres Etats autorisent les systèmes scolaires locaux à offrir des services au moins jusqu'à l'âge de 21 ans.

### Les surdoués

Si les initiatives en vue de dispenser un enseignement ad hoc aux étudiants surdoués remontent à quelque temps déjà, ce n'est que récemment que l'éducation de ces enfants est devenue un sujet de préoccupation nationale. La nécessité d'un enseignement propre à développer au maximum les aptitudes des étudiants brillants est aujourd'hui considérée comme vitale pour l'avenir du pays. Un nombre sans cesse croissant de pédagogues, de parents et de chefs d'entreprise déploient des efforts pour que les surdoués reçoivent une formation appropriée.

La plupart des Etats estiment la proportion des surdoués entre 3 pour cent, parfois même 10 pour cent. Le pourcentage de surdoués effectivement suivis oscille entre 2 et 100 pour cent, avec une moyenne de 30 pour cent. Bien que les tests d'aptitude et d'intelligence demeurent la principale méthode d'identification des surdoués, on tente actuellement d'élargir la définition du surdoué de manière à englober les jeunes qui font preuve d'une créativité hors pair, fût-ce en dehors des disciplines traditionnelles. L'identification de ces enfants doit passer par l'examen de dessins, de poèmes et du comportement.

En 1980, les autorités fédérales ont accordé 6,28 millions de dollars EU et la participation des Etats a permis d'atteindre 117 millions de dollars EU, montant qui a permis de toucher 35 pour cent des surdoués. Les fonds fédéraux sont actuellement canalisés par le programme de subventions globales du Chapitre 2 vers les programmes étatiques puis locaux qui s'occupent de la formation des surdoués. Nous ne disposons à l'heure actuelle d'aucune donnée sur le montant du financement fédéral de ces programmes. Toutefois, si l'on en croit un article paru dans la revue News and World Report (8 août 1983), les Etats dépensent annuellement de 160 millions de dollars EU, soit plus du triple de ce qu'ils consacraient au milieu des années soixante-dix, ce qui a permis de faire passer de 384.000 à plus d'un million le nombre de bénéficiaires depuis 1976.

Ce même article décrivait en détail le programme d'été de l'Université Johns Hopkins à l'intention des surdoués. Cette université participe activement à l'identification des surdoués et organise chaque année une chasse aux talents. Les élèves de 7ème année ayant obtenu 1200 points ou plus au test d'aptitude scolaire (SAT) peuvent participer au programme d'été spécial de l'école. Les élèves de 9 à 16 ans



de Johns Hopkins sont passées de 109 en 1980 à plus de 1.000 en 1990. Un autre programme d'été à retenir est celui de la North Carolina Governor's School pendant lequel des élèves de 11ème et 12ème étudient une discipline ou un art et abordent également les problèmes moraux.

Certains chefs d'entreprise, conscients de l'importance de l'emploi ad hoc des surdoués pour la croissance technologique et économique ont pris des initiatives dans ce domaine. Un groupe d'hommes d'affaires a fondé un consortium national d'entreprises pour les surdoués avec un président dans chaque Etat et circonscription scolaire. L'objectif est de réaliser des enquêtes sur la situation de l'enseignement des surdoués dans chaque circonscription et de nommer un chef d'entreprise par circonscription qui soutiendra la formation des surdoués. On trouve un autre exemple de programme lancé par les entreprises à Cleveland, où 20 chefs d'entreprise et experts servent de mentors à des surdoués qu'ils préparent ainsi à leur carrière en leur offrant un modèle à suivre.

Le Conseil des directeurs de programmes pour les surdoués est en ce point de terminer une enquête sur la situation des programmes pour les surdoués dans les 50 Etats. Cette étude montrera, à l'aide de chiffres récents, les progrès réalisés en la matière depuis le milieu des années soixante-dix. De même, certains Etats ont abandonné le système de financement catégoriel des programmes pour surdoués au profit d'un financement proportionnel, décision qui renforcera l'appui fourni à ce genre de programmes.

#### 4. RECHERCHE PEDAGOGIQUE

Il est difficile de faire la synthèse des progrès de la recherche du développement pédagogiques aux Etats-Unis en raison du caractère fragmentaire et décentralisé des efforts, du manque de concordance et clarté des indicateurs de progrès, de l'inadéquation des méthodes d'évaluation, de la multitude des projets de recherche entrepris dans le pays et de la diversité des groupes participant aux travaux de recherche.

La recherche aux Etats-Unis est patronnée par plusieurs départements fédéraux, d'autres organismes publics, des fondations privées, des organisations scolaires et universitaires, l'industrie et des associations professionnelles. Les travaux sont menés par des milliers de chercheurs travaillant dans les 30 ou 50 principales universités de recherche, les quelque 500 organisations de recherche pédagogique privées, les départements de l'éducation des 50 Etats, et nombre d'organismes locaux responsables de l'éducation. Enfin, les résultats de la recherche sont utilisés à des degrés divers par de nombreux agents dans les écoles elles-mêmes, par les responsables de l'enseignement et les décideurs à niveau étatique, par les décideurs et les associations à l'échelon national, ainsi que par les membres de la communauté scientifique eux-mêmes.

Le gouvernement fédéral continue de fournir la majeure partie des fonds consacrés à la recherche et au développement pédagogiques aux Etats-Unis. Le Département de l'éducation est le principal organe de financement de la recherche. La création du premier Département de l'éducation à l'échelon national en 1980 a entraîné des modifications dans l'organisation et la structure des activités fédérales d'appui à la recherche pédagogique. La Loi portant création du Département de l'éducation stipulait que l'un des principaux objectifs du Département de l'éducation nouvellement créé était "d'encourager l'amélioration de la qualité et de l'utilité de l'enseignement par des recherches financées par les autorités fédérales, des évaluations et des échanges d'informations". A ces fins, le Congrès a créé le Bureau de la recherche pédagogique et de l'amélioration de l'enseignement (Office of Educational Research and Improvement - OERI), dont un Secrétaire adjoint est chargé superviser les activités de recherche pédagogique et statistique et de diffuser les informations obtenues par la recherche parmi les décideurs enseignants, les administrateurs des écoles, etc.

Au sein de l'OERI, l'Institut national de l'éducation (National Institute of Education - NIE) est le principal organe de financement et d'organisation de la recherche pédagogique. Les activités de recherche sont également financées par le Fonds pour l'amélioration de l'enseignement postsecondaire (Fund for the Improvement of Postsecondary Education - FIPSE).



international. Le présent rapport se limitera cependant à la recherche financée par le NIE et le FIPSE. L'un et l'autre administrent des programmes de subvention concurrents, mais le premier est davantage axé sur la recherche fondamentale et appliquée, principalement au niveau pré-universitaire, tandis que le second finance des projets concrets au niveau postsecondaire.

## L'INSTITUT NATIONAL DE L'EDUCATION

L'Institut national de l'éducation (NIE) a été fondé par le Congrès en 1972 en vue d'aider l'enseignement par la recherche et le développement. Si la direction générale de l'enseignement incombe toujours aux autorités locales et étatiques, c'est au NIE qu'il incombe d'orienter l'organisation et le financement des recherches sur le processus éducationnel. A cette fin, le NIE était divisé en trois thèmes de programmes généraux au moment de la rédaction du présent rapport: enseignement et apprentissage, diffusion et amélioration des méthodes d'enseignement, et politique et organisation de l'enseignement. Le NIE a consacré quelque 110 millions de dollars à la recherche et au développement pédagogiques au cours des trois années couvertes par ce rapport.

Les résultats et l'évolution des divers thèmes de recherche abordés par le NIE sont résumés ci-après. Bien que ces thèmes ne représentent en aucun cas l'éventail complet des activités de recherche et de développement pédagogiques, et bien que la nature des travaux financés par le NIE ne soit pas toujours caractéristique du genre d'activités réalisées dans l'un quelconque de ces domaines, ces thèmes reflètent les principaux axes de recherche suivis dans tout le pays. Le caractère restreint du présent rapport ne permet malheureusement pas de donner autre chose qu'un aperçu de quelques-unes des nombreuses activités du NIE.

### Lecture

Le programme de recherche du NIE sur la lecture a mis l'accent ces dernières années sur la compréhension. L'enseignement fondé sur les recherches les plus récentes considère la lecture (et l'écriture) comme un mode de communication humaine réfléchi, et non comme l'acquisition d'aptitudes secondaires. Il semblerait que l'enseignement fondé sur ces recherches peut, de fait, améliorer la compréhension. Plusieurs circonscriptions scolaires ont minutieusement révisé leur programme d'instruction à la lumière des dernières recherches sur la compréhension. La recherche appliquée continuera de mettre l'accent sur l'application des résultats de la recherche fondamentale aux programmes de cours et à l'enseignement, tandis que l'on poursuivra les recherches sur les caractéristiques des programmes de compréhension approfondie de textes afin

## Ecriture

Le programme de recherche du NIE sur l'écriture constitue la réponse à plusieurs rapports rédigés au cours des cinq dernières années, lesquels mettent l'accent sur la nécessité de parvenir à un niveau satisfaisant d'écriture dans les classes. De nombreuses voix s'élèvent actuellement dans le pays en faveur du développement des exercices d'écriture en classe. Pour ce faire, il faut organiser des activités qui font fortement appel à l'écriture, soulignent l'importance de la clarté et de la précision et montrent qu'un texte n'est jamais parfait au premier jet et nécessite plusieurs ébauches. Les recherches fondamentales menées à l'avenir sur l'écriture tenteront de soutenir ce mouvement en étudiant le processus et son développement, la structure des textes écrits et l'enseignement efficace du processus d'écriture à divers âges.

## Apprentissage des langues

Depuis 1978, le NIE finance des activités de recherche systématique sur l'apprentissage d'une seconde langue, le bilinguisme, l'enseignement des langues étrangères et l'éducation bilingue. Cette recherche fournit des informations au personnel des circonscriptions scolaires, aux décideurs, aux administrateurs des Etats et aux chercheurs afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur les services à offrir aux individus ayant une connaissance limitée de l'anglais, aux personnes parfaitement bilingues et aux anglophones souhaitant apprendre une seconde langue. Les travaux de recherche sont axés sur les problèmes relatifs au processus, au rythme et aux étapes du développement linguistique et de l'apprentissage d'une seconde langue. Les recherches faites par le NIE sur l'évaluation du niveau linguistique est mise à profit par les circonscriptions scolaires pour établir des critères d'entrée et de sortie permettant d'identifier les élèves ayant le plus besoin d'aide et ceux qui sont prêts à abandonner les programmes bilingues et autres services linguistiques, ainsi que pour évaluer les élèves inscrits dans des programmes de langues étrangères. (En outre, une partie des recherches a été financée au titre de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire, Titre VII, partie C.) Dans les années à venir, la recherche continuera à étudier les problèmes du bilinguisme, des langues et de l'alphabétisation en général.

## Alphabétisation des jeunes et des adultes

La recherche menée par le NIE depuis 1981 sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes est axée sur les nombreux jeunes et adultes ayant un faible niveau d'alphabétisation (voir deuxième partie au chapitre 3). Elle aborde trois aspects fondamentaux des solutions éducationnelles au problème: les types et niveaux d'alphabétisation requis pour atteindre l'alphabétisation fonctionnelle et occuper un emploi, les approches éducationnelles déjà mises au point, et les facteurs qui stimulent ou freinent l'acquisition des notions requises de lecture et d'écriture. Les

travaux de recherche menés dans ce domaine au cours des prochaines années resteront axés sur le thème central du langage et de l'éducation.

### Connaissances de base

Dans le cadre d'un programme à long terme sur les connaissances de base et l'éducation, les chercheurs du NIE étudient les différences dans le processus de réflexion selon que les élèves obtiennent de bons ou de mauvais résultats aux tests d'aptitude intellectuelle et la possibilité connexe de relever le niveau d'aptitude intellectuelle. D'autres projets financés conjointement avec la Fondation nationale pour les sciences ont permis de réaliser des progrès appréciables dans la compréhension du phénomène d'apprentissage des sciences. Les travaux financés par le NIE éclairent également d'un jour nouveau le processus de réflexion dans les sciences sociales.

### Etude des mathématiques

Le programme d'étude des mathématiques du NIE analyse sur le plan théorique la nature et le développement des concepts mathématiques, et cherche les moyens d'améliorer l'enseignement des mathématiques. Les quatre domaines suivants sont à l'étude: la nature des aptitudes et concepts mathématiques et la manière dont ils se forment chez les enfants et les adultes, les aptitudes et connaissances requises pour réaliser des opérations mathématiques dans le contexte scolaire et extra-scolaire, l'influence du milieu économique et culturel sur la décision d'étudier les mathématiques dans l'enseignement secondaire et supérieur, et l'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques et des instruments didactiques connexes.

### Instruction

Une conférence nationale organisée par le NIE au cours de l'hiver 1982 a examiné 8 années de recherche sur l'enseignement afin de déterminer son impact sur l'amélioration des méthodes d'enseignement. Les débats ont mis en évidence les progrès sensibles réalisés en ce qui concerne la compréhension de ce qu'est un enseignement efficace et plus particulièrement de l'importance de la lecture et de l'écriture dans l'enseignement primaire. Il est également ressorti des débats que les recherches menées sont déjà largement utilisées par les enseignants, ceux qui forment les enseignants et les circonscriptions scolaires aux Etats-Unis et dans les autres pays en vue d'améliorer les méthodes d'enseignement. On a conclu qu'il importait à présent d'examiner ces questions au niveau de l'enseignement secondaire dans des disciplines telles que l'écriture et la

## Développement du personnel

Les recherches menées par le NIE sur le développement du personnel pour but de fournir des informations sur les conditions de travail des enseignants, les systèmes de gratification et d'encouragement au sein de écoles, l'organisation des écoles en vue d'améliorer les résultats des enseignants, ainsi que sur la sélection, l'évaluation et la formation de enseignants. Ces informations sont transmises aux institutions qui forment les enseignants ainsi qu'aux décideurs et aux personnes chargées d'élaborer, aux niveaux étatique et local, une politique et une méthodologie visant à améliorer la qualité de l'enseignement.

## Enseignement des sciences et des mathématiques

Le programme de recherche sur la pénurie de professeurs de mathématiques et de sciences du NIE a pour mission, primo, de faire le point de la situation, d'identifier les problèmes connexes et de proposer des solutions, secundo, d'organiser une conférence nationale sur la pénurie de professeurs de mathématiques et de sciences et, tertio, d'établir la liste des priorités de la recherche sur les moyens de remédier à la pénurie. La deuxième tâche a été accomplie en février 1983, date à laquelle le NIE a patronné une conférence nationale ayant pour but d'identifier les caractéristiques de la pénurie, d'enrichir la base de données existante d'orienter la recherche future dans ce domaine. On s'est accordé pour dire qu'il fallait s'attacher à réformer le programme des cours, entreprendre des recherches sur l'enseignement et l'apprentissage en classe et renforcer l'appui du secteur public aux enseignants.

## Tests

En 1982, le Centre pour l'étude de l'évaluation a réalisé une enquête nationale sur l'utilisation des tests dans le cadre du programme de recherche du NIE sur les tests. D'autres recherches ont porté plus directement sur l'amélioration de l'organisation des tests dans les programmes étatiques et locaux, de nouvelles méthodes d'évaluation des aptitudes des élèves, de nouvelles théories relatives à la conception de tests et l'emploi des nouvelles technologies informatiques pour résoudre les problèmes dans ce domaine.

## Evaluation des programmes

Le programme d'évaluation a porté principalement sur l'élaboration et l'application des méthodes d'évaluation employées par les circonscriptions scolaires pour analyser et améliorer leurs programmes éducationnels. En utilisant une approche fondée sur la participation, dans laquelle l'évaluation est planifiée et réalisée de concert avec les personnes

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international, la Division des sciences et des applications sociales de l'UNESCO et la Cour comptes des Etats-Unis utilisent depuis quatre ans, à l'échelle nationale et internationale, la recherche menée sur les moyens de mieux évaluer les effets des changements dans les programmes sociaux et de la compression de programmes. La publication récente de l'ouvrage "Reanalyzing Program Evaluations" en 1981 vient s'ajouter aux abondants produits de la recherche menée dans ce domaine.

### Evaluation des progrès de l'éducation

Chaque année depuis 1969, l'Evaluation nationale des progrès de l'éducation (National Assessment of Educational Progress - NAEP) réunit de informations sur les niveaux d'éducation atteints dans tout le pays. La NAEP étudie le niveau d'éducation atteint par les enfants de 9, 13 et 17 ans et les adultes de 26 à 35 ans dans 10 domaines: art, développement professionnel, civisme, littérature, mathématiques, musique, lecture, sciences, sciences sociales, et écriture. On évalue chaque année des disciplines différentes, mais elles sont toutes réévaluées à intervalles réguliers afin de déterminer l'évolution des résultats scolaires. En 1981, la NAEP a produit des bandes magnétiques pour les trois évaluations de la lecture et une version corrigée des bandes existantes pour le civisme/sciences sociales, les mathématiques et les sciences. On a distribué au total 142 bandes magnétiques à 29 universités et centres de recherche dans 17 Etats, ainsi qu'à une université étrangère. La NAEP prévoit de développer ses activités en vue de fournir des informations utiles en temps voulu aux éducateurs et décideurs locaux.

### Recherche sur la diffusion

L'objectif de la recherche sur la diffusion est de faciliter la transition entre la recherche et la pratique en identifiant les moyens d'augmenter l'utilité et l'accessibilité des résultats de la recherche aux éducateurs. La dernière activité du NIE dans ce domaine a consisté en une étude visant à déterminer d'où les principaux intéressés tirent les informations sur les lignes directrices et comment ils les utilisent pour définir les orientations pédagogiques au niveau étatique. Un consortium regroupant les conseils de l'enseignement des Etats, les inspecteurs d'écoles, les assemblées législatives des Etats et les gouverneurs est occupé à identifier les problèmes éducationnels les plus importants aux yeux des décideurs des Etats et à déterminer les moyens d'utiliser les fruits de la recherche pour la formulation des directives étatiques en la matière. Sur la base de ces travaux, le NIE étudiera la manière de mettre en place des circuits de diffusion durables et efficaces.



## Assistance technique fondée sur les connaissances

Le NIE a mené une série d'activités intégrées destinées à stimuler l'intérêt de certaines organisations éducationnelles et groupes d'experts pour les activités de diffusion et d'application des connaissances et à renforcer leur capacité de les mettre en oeuvre de manière efficace. On notera par exemple le Programme d'accroissement de la capacité des enseignants qui a pour objectif de renforcer les programmes de diffusion de 44 Etats et le réseau des inspecteurs urbains mis en place dans 22 importantes circonscriptions scolaires urbaines. Le réseau de laboratoires régionaux de recherche et développement du NIE fournit également des services de recherche afin de répondre aux besoins particuliers de leurs régions respectives, et une série de documents synthétisant et interprétant les résultats de la recherche a été publiée.

## Le Centre d'information sur les ressources éducationnelles

Le Centre d'information sur les ressources éducationnelles (Educational Resources Information Center - ERIC), pilier des services d'information du NIE, est un système d'information national qui donne accès à des descriptions de programmes pilotes et aux résultats de la recherche et du développement. Il fournit par ailleurs des informations connexes permettant d'élaborer des systèmes de stockage de données et de recherche documentaire plus informatisés. Seize centres de documentation donnent accès à près d'un demi-million de documents dans de nombreuses disciplines.

## Administration et organisation des écoles

Les études menées ont cherché à constituer une base de connaissances et de techniques permettant d'organiser et d'administrer efficacement les écoles. On note parmi ces études des projets portant sur les directeurs d'école et les écoles secondaires du premier cycle, des recherches fondamentales sur la réaction des circonscriptions scolaires face à la baisse du niveau d'instruction, le rôle des particuliers en tant que participants dans les conventions collectives, et enfin des études sur l'organisation scientifique de l'emploi du temps des administrateurs de l'éducation.

## Education rurale

Un programme de recherche sur l'éducation rurale a été créé afin d'identifier les besoins des zones rurales et de développer la base de données requise pour pouvoir analyser l'enseignement en milieu rural et les effets des programmes publics dans les zones rurales.

## Financement de l'éducation

Les études du NIE ont porté sur les problèmes relatifs à la production, l'affectation et le décaissement des ressources éducationnelles, ainsi que sur l'influence des tendances sociales, économiques et démographiques sur le financement de l'enseignement. Une série d'études a également été consacrée aux aspects économiques de l'enseignement postsecondaire et aux conséquences des changements intervenus dans la composition et le volume de la population estudiantine au niveau postsecondaire.

## Technologie éducationnelle

Un Centre de technologie éducationnelle a été créé à l'Université Harvard afin de regrouper les activités de recherche sur la technologie éducationnelle. Les neuf centres de recherche spécialisée et sept laboratoires régionaux financés par le NIE ont également à leur actif de nombreuses activités de technologie éducationnelle.

## LE FONDS POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Le Fonds pour l'amélioration de l'enseignement postsecondaire (FIPSE) est l'une des stratégies fédérales adoptées pour "encourager les réformes, les innovations et les améliorations" dans l'enseignement postsecondaire, qu'il s'agisse des programmes d'enseignement supérieur traditionnel, de la formation professionnelle et technique, de la technologie des communications ou des études de maîtrise et de doctorat. Pour ce faire, le Fonds encourage les initiatives qui répondent aux besoins didactiques des étudiants dans l'enseignement postsecondaire. Afin d'améliorer les orientations et la méthodologie de l'enseignement postsecondaire, le Fonds cherche à susciter et à financer des projets conçus et réalisés par des spécialistes de l'enseignement, projets qui vont dans le sens d'une évolution locale centrée sur l'élève, tout en présentant un intérêt général.

Les priorités du Fonds reflètent les préoccupations actuelles du pays en matière d'enseignement supérieur, parce qu'il révisé sa liste des priorités tous les deux ou trois ans en examinant les propositions soumises précédemment et en étudiant les suggestions des éducateurs et les rapports des commissions nationales. Cette liste sert alors de base à



## Etudes postsecondaires

Les études fondamentales réalisées sur l'enseignement postsecondaire appuient la recherche visant à jeter les bases d'une gestion améliorée des établissements d'enseignement postsecondaire. Parmi ces études figurent notamment deux projets sur les établissements d'enseignement supérieur traditionnellement fréquentés par les Noirs et une étude triennale sur l'efficacité de diverses stratégies de déségrégation des écoles.

## Etudes sur l'application des directives par les enseignants

Des recherches ont été faites sur l'efficacité avec laquelle les enseignants appliquent les nombreuses directives fédérales et étatiques (telles que les principes d'équité et de respect des droits civiques) sur les conditions actuelles de travail compte tenu des multiples pressions extérieures qui sont imposées.

## Etudes sur la déségrégation

Les recherches ont comporté une étude de trois ans sur l'efficacité de diverses stratégies de déségrégation dans les écoles.

## Etudes sur la législation et le rôle des autorités dans l'enseignement

Les recherches ont porté sur les problèmes ayant trait à la législation, la politique, et les orientations de l'enseignement en particulier sous l'angle de l'administration publique et du fonctionnement du système intergouvernemental dans le secteur de l'enseignement. Le NIE préparé en collaboration avec l'Etude sur le financement des écoles patronnée par le Congrès, une série de rapports et séminaires sur divers thèmes tels que l'harmonisation des objectifs et des stratégies fédérales, l'expérience fédérale en matière de collaboration à des programmes et la possibilité de procéder à des ajustements pour chaque Etat.

## Etude sur l'enseignement professionnel

Le NIE a présenté au Congrès le rapport final de l'Etude sur l'enseignement professionnel. Il s'agissait d'une étude des programmes d'enseignement professionnel financés par les autorités étatiques et fédérales qui visent à rassembler des données factuelles, des analyses d'orientation, des points de vues et des perspectives utiles à la

Au cours de la dernière décennie, la liste des priorités s'est focalisée essentiellement sur les étudiants non traditionnels - femmes, minorités, adultes, handicapés et personnes du troisième âge - mais la liste actuelle est moins axée sur ces catégories d'étudiants, ce qui témoigne du succès enregistré par le gouvernement fédéral dans ses efforts en vue d'ouvrir l'enseignement postsecondaire à l'ensemble de la population. Les étudiants non traditionnels constituent désormais un élément permanent et non négligeable des effectifs de l'enseignement postsecondaire. La population estudiantine a sensiblement changé, les étudiants à temps complet et résidant sur le campus étant devenus une minorité tandis que les femmes sont devenues majoritaires (bien qu'elles étudient à temps partiel) et les groupes minoritaires sont en augmentation.

Les stratégies d'amélioration ont évolué parallèlement aux conditions, mais aucun axe principal ne se détache. Une publication de l'Association américaine pour l'enseignement supérieur a effectué en 1984 une enquête sur les réalisations du Fonds pendant sa première décennie d'existence, de 1972 à 1982. Le rapport indique que, durant cette période le Fonds a octroyé 1.040 subventions en réponse à 22.000 demandes, pour une somme totale de 111,47 millions de dollars EU. D'après une évaluation extérieure du Fonds, au moins 70 pour cent des projets entrepris grâce à un investissement initial du FIPSE ont été poursuivis après la cessation du financement. Les fonds alloués en 1983 se sont chiffrés à 11,7 millions de dollars.

Les orientations n'avaient guère changé au début des années 1980 (le présent rapport remis au Bureau international de l'éducation couvre les années 1980 à ce jour). Les projets étaient toujours financés sur la base des priorités mentionnées dans le dernier rapport des Etats-Unis au BIE. Au cours des exercices 1980 à 1983, le Fonds a mis l'accent sur: (1) des programmes de qualité pour tous les étudiants du postsecondaire, tels des projets encourageant l'évaluation de la qualité des programmes introduits par les institutions à l'intention des groupes minoritaires et des femmes et l'intégration de ces programmes dans les programmes de cours et les budgets d'exploitation des établissements d'enseignement; (2) l'enseignement universitaire et professionnel et des emplois pour les femmes et les minorités, tels des projets qui ont facilité l'accès à l'enseignement postsecondaire, recruté parmi les groupes minoritaires des licenciés prometteurs afin de les orienter vers une carrière dans l'enseignement et la recherche au niveau supérieur ou mis en oeuvre des projets d'études universitaires pour des individus ayant déjà trouvé un emploi mais n'ayant pas un diplôme suffisant; (3) le travail et l'apprentissage, tels des projets préparant les travailleurs à s'adapter aux changements de l'économie, à l'évolution du marché du travail et au progrès technologique ou qui font appel à la participation des établissements pour résoudre des problèmes complexes de travail-apprentissage; (4) des méthodes d'apprentissage, tels des projets visant à donner aux étudiants un rôle plus actif dans leur éducation ou

consistant à définir de nouvelles méthodes d'instruction dérivées de théories conséquentes innovatrices sur le développement intellectuel ou à élaborer des programmes d'enseignement assisté par l'ordinateur afin d'aider les étudiants à saisir les concepts de base et des programmes qui intègrent l'apprentissage théorique et pratique; et (6) les ressources et stimulants pour l'enseignement postsecondaire, tels des projets consistant à trouver pour les institutions des moyens de tirer un meilleur parti de leur budget et de partager les coûts de recrutement du personnel et des projets avec d'autres établissements d'enseignement, ou à concevoir des programmes d'évaluation encourageant les améliorations.

Les thèmes suivants d'enseignement figurent désormais parmi les priorités de l'enseignement postsecondaire et le fonds sollicitera des propositions concernant ces priorités: (1) apprentissage des matières importantes et difficiles, propositions renforçant ou modifiant les méthodes d'enseignement ou le contenu des cours en vue d'assurer la compréhension des concepts difficiles et importants; (2) accès aux études et achèvement des études, propositions portant sur la mise en place de méthodes didactiques qui aideront les élèves qui n'ont pas pu poursuivre leurs études pour des raisons économiques, d'origine ethnique ou d'éloignement à terminer un programme d'études postsecondaires; (3) utilisation et effets des nouvelles technologies, propositions qui aideront les établissements postsecondaires à faire un usage approprié et efficace de la technologie dans l'enseignement au lieu de limiter ses utilisations aux questions administratives; (4) enseignement universitaire et professionnel, propositions aidant les établissements d'enseignement supérieur à donner aux étudiants la formation voulue pour les préparer à une carrière dans la vie active; (5) formation des enseignants et coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et les écoles, propositions étudiant les moyens d'améliorer les procédures d'homologation ou renforçant les aptitudes d'autorité des enseignants; et (6) capacité organisationnelle à améliorer l'enseignement, propositions élaborant de nouveaux mécanismes d'aide financière ou propositions émanant de toutes sortes d'organisations et visant à améliorer la capacité des professeurs, des universités, des écoles supérieures et des systèmes d'enseignement à formuler et mener à bien leurs propres programmes d'amélioration de l'enseignement.

## TROISIEME PARTIE

### QUELQUES REFERENCES

APERÇU DES RAPPORTS

TITRE	ACADEMIC PREPARATION FOR COLLEGE (PREPARATION A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR)	ACTION FOR EXCELLENCE (CAMPAGNE POUR LA QUALITE)	AMERICA'S COMPETITIVE CHALLENGE (LE DEFI A LA COMPETITIVITE AMERICAINE)	HIGH SCHOOL (L'ECOLE SECONDAIRE)	MAKING THE GRADE (ETRE A LA HAUTEUR)	A NATION AT RISK (UNE NATION EN PERIL)	THE PAIDEIA PROPOSAL (LA PROPOSITION PAIDEIA)	A PLACE CALLED SCHOOL (UN ENDROIT QU'ON APPELLE L'ECOLE)	A STUDY OF HIGH SCHOOLS (UNE ETUDE DES ECOLES SECONDAIRES)
	Ce que les étudiants doivent connaître et être capables de faire.	Un plan exhaustif pour améliorer les écoles de notre nation.	La nécessité d'une réaction à l'échelon national.	Un rapport sur l'enseignement secondaire aux Etats-Unis.		La nécessité d'une réforme de l'enseignement	Un manifeste éducatif	Perspectives d'avenir	
Sponsor/ auteur	Projet égalité/ qualité de l'enseignement Conseil de l'enseignement supérieur	Groupe de travail sur l'enseignement au service de la croissance économique La Commission des Etats	Forum entreprises-enseignement supérieur	Ernest L. Boyer Fondation Carnegie pour le progrès de l'enseignement	Groupe de travail du Fonds du XXème siècle sur la politique fédérale en matière d'enseignement primaire et secondaire	Commission nationale sur la qualité de l'enseignement Département de l'éducation des Etats-Unis	Mortimer J. Adler pour le compte du Groupe Paideia	John I. Goodlad	Association nationale des directeurs d'école secondaire et Commission des questions éducatives de l'Association nationale des écoles indépendantes
Président(s)	non identifié	Gouverneur James Hunt Jr	R. Anderson David S. Saxon	Ernest L. Boyer	Robert Wood	David P. Gardner	Mortimer J. Adler	Ralph W. Tyler	Theodore R.Sizer
Composition du groupe de travail	200 enseignants des écoles secondaires et des établissements d'enseignement supérieur, membres des diverses commissions du Conseil de l'enseignement supérieur	41 membres: gouverneurs, législateurs, chefs de l'exécutif, conseils de l'enseignement étatiques et locaux, syndicats	16 membres: entreprises et enseignement supérieur	28 membres: pédagogues aux niveaux étatique et local, enseignement supérieur et entreprises	11 membres: départements de l'éducation des Etats, autorités scolaires locales et enseignement supérieur	18 membres: gouverneur, législateurs, Conseils de l'enseignement des Etats, autorités locales, enseignement supérieur et associations professionnelles	22 membres: pédagogues aux niveaux national, étatique et local	6 membres: pédagogues aux niveaux national, étatique et local	Equipe d'étude composée de pédagogues et de chercheurs en pédagogie
Bases de données utilisées	Données collectées auprès de 1.400 personnes au moyen de questionnaires et de réunions; aussi jugements et recommandations	Consensus du groupe de travail sur les problèmes et recommandations	Enquêtes antérieures et expertise actuelle	Etudes sur le terrain de 15 écoles secondaires publiques, données provenant de "High School and Beyond" (NCES) et "A Study of Schooling" (Goodlad)	Document de base rédigé par Paul E. Peterson sur la base de données existantes et descriptions de programmes importants	Documents commandés, commentaires publics oraux et écrits, analyses existantes et descriptions de programmes importants	Essentiellement philosophique	Questionnaires et observations dans 38 écoles du pays	Etudes sur le terrain de 14 écoles secondaires publiques et libres
période couverte par l'étude	3 ans	1 an	1 an	3 ans	1 an et demi	1 an et demi	1 an	8 ans	3 ans
Date de publication	mai 1983	mai 1983	avril 1983	septembre 1983	mai 1983	avril 1983	septembre 1982	septembre 1983	janvier 1984

## QUELQUES ETUDES RECENTES SUR L'ENSEIGNEMENT AUX ETATS-UNIS

Adler, M.J. The Paideia Proposal: An Educational Manifesto. 84 pp. \$2,95. New York, NY: MacMillan Publishing Co., 1982. Se trouve aussi en librairie.

Boyer, E.L. et The Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching. High School: A Report on Secondary Education in America. 379 pp. \$15. New York, NY: Harper & Row, Publishers, 1983. Se trouve aussi en librairie

Business-Higher Education Forum. America's Competitive Challenge: the Need for a National Response. Rapport au président des Etats-Unis par le Forum entreprises-enseignement supérieur. 51 pp. \$17,50. Washington, DC: The Forum, 1983.

Educational Equality Project et The College Board. Academic Preparation for College: What Students Need to Know and Be Able to Do. 46 pp. Copie unique gratuite. New York, NY: Office of Academic Affairs, The College Board, 1983.

Goodlad, J.I. A Place Called School: Prospects for the Future. 416 pp. \$18,98. Highstown, NJ: McGraw Hill Book Company, 1983.

Task Force on Education for Economic Growth et The Education Commission of the States. Action for Excellence: A Comprehensive Plan to Improve Our Nation's Schools. 53 pp. \$5. Denver, CO: Distribution Center, Education Commission of the States, 1983.

Twentieth Century Fund Task Force on Federal Elementary and Secondary Education Policy. Making the Grade. 174 pp. \$6. New York, NY: Twentieth Century Fund, 1983.

National Association of Secondary School Principals et The National Association of Independent Schools. A Study of High Schools. (Une brochure décrivant cette étude peut être obtenue auprès de: A Study of High Schools, 18 Tremont Street, Boston, MA 02108.)

National Center for Education Statistics. The Condition of Education: 1983 Edition. 273 pp. Washington, DC: Superintendent of Documents, U.S. Government Printing Office, 1983.

\_\_\_\_\_. Digest of Education Statistics, 1983-1984. 212 pp. Washington, DC: Superintendent of Documents, U.S. Government Printing Office, 1984.

National Commission on Excellence in Education. A Nation at Risk: The Imperative for Education Reform. 65 pp. \$4,50. Washington, DC: \_\_\_\_\_, 1983.

## 2. QUELQUES ANALYSES D'ETUDES RECENTES SUR L'ENSEIGNEMENT AUX ETATS-UNIS

Congressional Research Service, The Library of Congress. Comparison of Recommendations from Selected Education Reform Reports. 11 pp. Washington, DC: Congressional Research Service, The Library of Congress, 1983.

Davidson, J.L. et Montgomery, M. An Analysis of Reports on the State of Education in America: Findings, Recommendations, and Implications. (Analyse présentée à la conférence des inspecteurs des écoles -- Ville de 100.000 à 300.000 habitants, octobre 1983, Washington, DC) Tyler Independent School District, 1983.

Griesemer, J.L. et Butler, C. Education under Study: An Analysis of Major Reports on Education. Deuxième édition. 75 pp. Copie unique 10 ou plus, \$4,50/exemplaire; 100 ou plus, \$4/exemplaire. Chelmsford Publications, Northeast Regional Exchange, Inc., 1983.

## 3. AUTRES ETUDES, PAR TYPE D'ENSEIGNEMENT

### EDUCATION DES ADULTES, ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE

Baerman, R.D. Career Education: Collaboration with the Private Sector. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, ERIC Clearinghouse for Adult, Career, and Vocational Education, 1982.

Darkenwald, G.G. Retaining Adult Students. Columbus, Ohio: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, ERIC Clearinghouse for Adult, Career, and Vocational Education, 1981.

Dede, C.J.; Norwood, F.W.; Bowsbey, J.A.; et Greenwood, K.B. Communications Technologies: Their Effect on Adult, Career, and Vocational Education. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, ERIC Clearinghouse for Adult, Career, and Vocational Education, 1982.

Finch, C.P. Review and Synthesis of Research in Trade and Industrial Education. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, ERIC Clearinghouse for Adult, Career, and Vocational Education, 1983.

Lewis, M.V. Recent Research on Labor Market Outcomes of Secondary Vocational Education. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, 1983.



Mocker, D.W. et Spear, G.E. Lifelong Learning: Formal, Nonformal, Informal, and Self-Directed. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, ERIC Clearinghouse for Adult, Career, and Vocational Education, 1982.

Pratzner, F.C. et Russell, J.F. The Roles and Functions of Vocational Education: Some Current Perspectives. Columbus, OH: Ohio State University, National Center for Research in Vocational Education, 1983.

#### SERVICES D'ORIENTATION ET GESTION DU PERSONNEL

Benjamin, L. et Walz, G.R. Counseling Exceptional People. ERIC Counseling and Personnel Services Clearinghouse, Ann Arbor, MI: 1980.

Eyde, Donna R. et Fink, A.H. Don't Do That! and Other Counseling Strategies for the Chronically Disruptive. Ann Arbor, MI: 1983. ERIC Counseling and Personnel Services Clearinghouse.

Herr, E.L. et Long, T.E. Counseling Youth for Employability: Unleashing the Potential. ERIC Counseling and Personnel Services Clearinghouse, Ann Arbor, MI: 1983.

Walz, G.; Mamarchev, H.L.; et Frenza, M.C. Resources for Guidance Program Improvement. Ann Arbor, MI: 1983.

#### GESTION DE L'ENSEIGNEMENT

Bell, T.H. et al. Private Elementary and Secondary Education. Congressionally Mandated Study of School Finance. A Final Report to Congress from the Secretary of Education. Volume 2. 118 pp. Washington, DC: 118 pp. U.S. Department of Education, 1983.

Cambren-McCabe, N.H. et Odden, A. The changing Politics of School Finance. Third Annual Yearbook of the American Education Finance Association. 491 pp. Cambridge, MA: Ballinger Publishing Company, 1982.

Smith, S.C. et al. School leadership: Handbook for Survival. 343 pp. Eugene, OR: University of Oregon. ERIC Clearinghouse on Educational Management, 1981.

#### ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET EDUCATION DES JEUNES ENFANTS DE LA PETITE ENFANCE

Moore, S. et Cooper, C. The Young Child: Reviews of Research, Volume III. Washington, DC: National Association for the Education of Young Children,

## ENFANTS HANDICAPES ET SURDOUES

Allen, K.E. et Goetz, E.M. Early Childhood Education: Special Problems, Special Solutions. 1982. 350 pp. Aspen Publication.

Brolin, D.E. Life Centered Career Education: A Competency Based Approach Revu 1983. 150 pp. Reston, VA: Council for Exceptional Children.

Reynolds, M.C. et Birch, J.W. Teaching Exceptional Children in All America's Schools. 1982. Edition revue. 580 pp. Reston, VA: Council for Exceptional Children.

## ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Gaff, J. General Education Today. 256 pp. San Francisco, CA: Jossey-Bass Book, 1983.

Prange, W. Tomorrow's Universities: A Worldwide Look at Educational Change. 238 pp. Boulder, CO: Westview Press.

Ravitch, D. The Troubled Crusade: American Education 1945-1980. 420 pp. New York, NY: Basic Books.

## SOURCES D'INFORMATION

Aaron, S.L. et Scales, P.R., (directeurs) School Library Media Annual, Volume 1, 1983. Littleton, CO: Libraries Unlimited, Inc. 1983.

Brown, J.W. et Brown, S.N. (directeurs) Educational Media Yearbook 1983. Littleton, CO: Libraries Unlimited, Inc. 1983.

Gegne, R. et Briggs, L.J. Principles of Instructional Design (deuxième édition) New York, NY: Holt, Rinehart and Winston, Inc., ERIC Clearinghouse on Information Resources, 1981.

Gustafson, Kent L. Survey of Instructional Development Models. Syracuse, NY: ERIC Clearinghouse on Information Resources, 1981.

Heinich, R.; Molenda, M.; et Russell, J. Instructional Media and the New Technologies of Instruction. New York, NY: John Wiley and Sons, INC. 1982.

Osborne, C.W., directeur International Yearbook of Educational and Instructional Technology, 1982-1983 New York, NY: Nichols Publishing Company, 1983.

Sive, Mary R. School Library Media Centers and Networking Syracuse, NY.

## LANGUES ET LINGUISTIQUE

Blair, R.W., directeur Innovative Approaches to Language Teaching. Rowley, MA: Newbury House, 1982.

Ervin, G.L., directeur "Pathways to Change in Language Teaching." Numéro spécial du Modern Language Journal 67 (4), hiver 1983.

Higgs, T.V. directeur Curriculum, Competence, and the Foreign Language teacher. (ACTFL Foreign Language Education Series.) Skokie, IL: National Textbook Company, 1982.

Language and Orientation Resource Center. From the Classroom to the Workplace: Teaching ESL to Adults Washington, DC: Center for Applied Linguistics/ERIC Clearinghouse on Languages and Linguistics, 1983.

McLaughlin, B. Children's Second Language Learning. (ERIC Clearinghouse on Languages and Linguistics, Language in Education Series, n°47.) Washington, DC: Center for Applied Linguistics/ERIC Clearinghouse on Languages and Linguistics, 1982.

## LECTURE ET FACULTES DE COMMUNICATION

Applebee, A. Writing in the Secondary School: English and the Content Areas. Urbana, IL: National Council of Teachers of English, 1981.

## ENSEIGNEMENT RURAL ET PETITES ECOLES

Asin, A.W. et al. Minorities in American Higher Education: Recent Trends Current Prospects, and Recommendations. San Francisco, CA: Josey-Bass, 1982.

\_\_\_\_\_. Factors Influencing Mathematics Participation of Highly Able Mexican American Adolescents. Rapport final. Tempe, AZ: Arizona State University, août 1982.

\_\_\_\_\_. The Indian Education Act: A Decade of Indian and Alaskan Native Pride and Increasing Strides toward Educational Equity through Parental Involvement. Neuvième rapport annuel au Congrès des Etats-Unis. Washington, DC: National Advisory Council on Indian Education, 1983.

Cassidy, A.E. Outdoor Education for the Handicapped: An Overview. Las Cruces, NM: ERIC Clearinghouse on Rural Education and Small Schools, 1982

Nachtigal, A.E. Rural Education: In Search of a Better Way. Boulder, Co Westview Press, Inc., 1982.

Wilson, A.P. The Principalship in Rural America. Las Cruces, N.M.: ERIC Clearinghouse on Rural Education and Small Schools, 1982.

## ENSEIGNEMENT DES SCIENCES, DES MATHÉMATIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Coleman, W.T. et Selby, C.C., co-présidents du National Science Board Commission on PreCollege Education in Mathematics, Science and Technology. Educating Americans for the 21st Century. Washington, DC: National Science Foundation, septembre 1983.

Cowan, M.E. et Stapp, W.B. Environmental Education in Action V: International Case Studies in Environmental Education. Columbus, OH: ERIC/SMEAC/ décembre 1982.

Gustafson, et al., directeurs The First National Congress for Environmental Education Futures: Policies and Practices. Columbus, OH: SMEAC Information Reference Center, 1983.

Hueftle, S.J.; Rakow, S.J.; et Walch, W.W. Images of Science, A Summary of Results from the 1981-1982 National Assessment in Science. Minneapolis: University of Minnesota, juin 1983.

Sacks, A.B. et al., directeurs Current Issues VIII: Selected Papers from the Eleventh Annual Conference on the National Association for Environmental Education. Columbus, OH: ERIC/SMEAC, 1983.

Shufelt, G. et Smart, J.R., directeurs The Agenda in Action. 1983 Yearbook. Reston, VA: National Council of Teachers of Mathematics, 1983.

Voss, B.E. A Summary of Research in Science Education -- 1981. Columbus, OH: ERIC/SMEAC, 1983.

## ÉTUDES SOCIALES

Armstrong, D.G. Social Studies in Secondary Education. New York, NY: Macmillan Publishing Co., Inc., 1980.

Becker, J.M., directeur Schooling for a Global Age. New York, NY: McGraw-Hill, 1979.

Kenworthy, L.S. Social Studies for the Eighties in Elementary and Middle Schools. Troisième édition. New York, NY: John Wiley & Sons, 1981.

## FORMATION DES ENSEIGNANTS

Howsam, R.B. et al. Educating a Profession. Washington, DC: Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall, 1980.

Shulman, L.S. et Sykes, G., directeurs Handbook of Teaching and Professional Development. New York, NY: Longman, 1983.

Smith, B.O. et al. A Design for a School Pedagogy. Washington, DC: American Association of Colleges for Teacher Education and ERIC Clearinghouse on Teacher Education, 1983.

## TESTS ET EVALUATIONS

Anastasi, A. Psychological Testing. Cinquième édition, New York, NY: Macmillan, 1982.

Bloom, B.S. et al. Evaluation to Improve Learning. New York, NY: McGraw-Hill, 1981.

Encyclopedia of Educational Research. Cinquième édition. New York, NY: Free Press, 1982.

Glass, G.V. et al. Meta-Analysis in Social Research. Beverly Hills, CA: SAGE Pub., 1981.

Gould, S.J. The Mismeasure of Man. New York, NY: Norton, 1981.

Joint Committee on Standards for Educational Evaluation. Standards for Evaluations of Educational Programs, Projects, and Materials. New York, NY: McGraw-Hill, 1981.

Light, R.J., directeur Evaluation Review Studies Annual, 8. Beverly Hills, CA: SAGE Pub., 1983.

Madaus, G.F., directeur The Courts, Validity, and Minimum Competency Testing. Boston, MA: Kluwer-Nijhoff, 1983.

Mitchell, J.V., directeur Tests in Print III. Lincoln, NE: University of Nebraska Press, 1983.

## ENSEIGNEMENT URBAIN

"America's Schools: Public and Private." Daedalus 110, 3 (été 1981).

"America's Schools: Portraits and Perspectives." Daedalus 110, 4 (automne 1981).

Coleman, J.S.; Hoffner, T.; et Kilgore, S. High School Achievement: Public, Catholic, and Private Schools Compared. New York, NY: Basic Books, 1982.

Duran, R.P. Hispanics' Education and Background. New York, NY: College Examination Board, 1983.

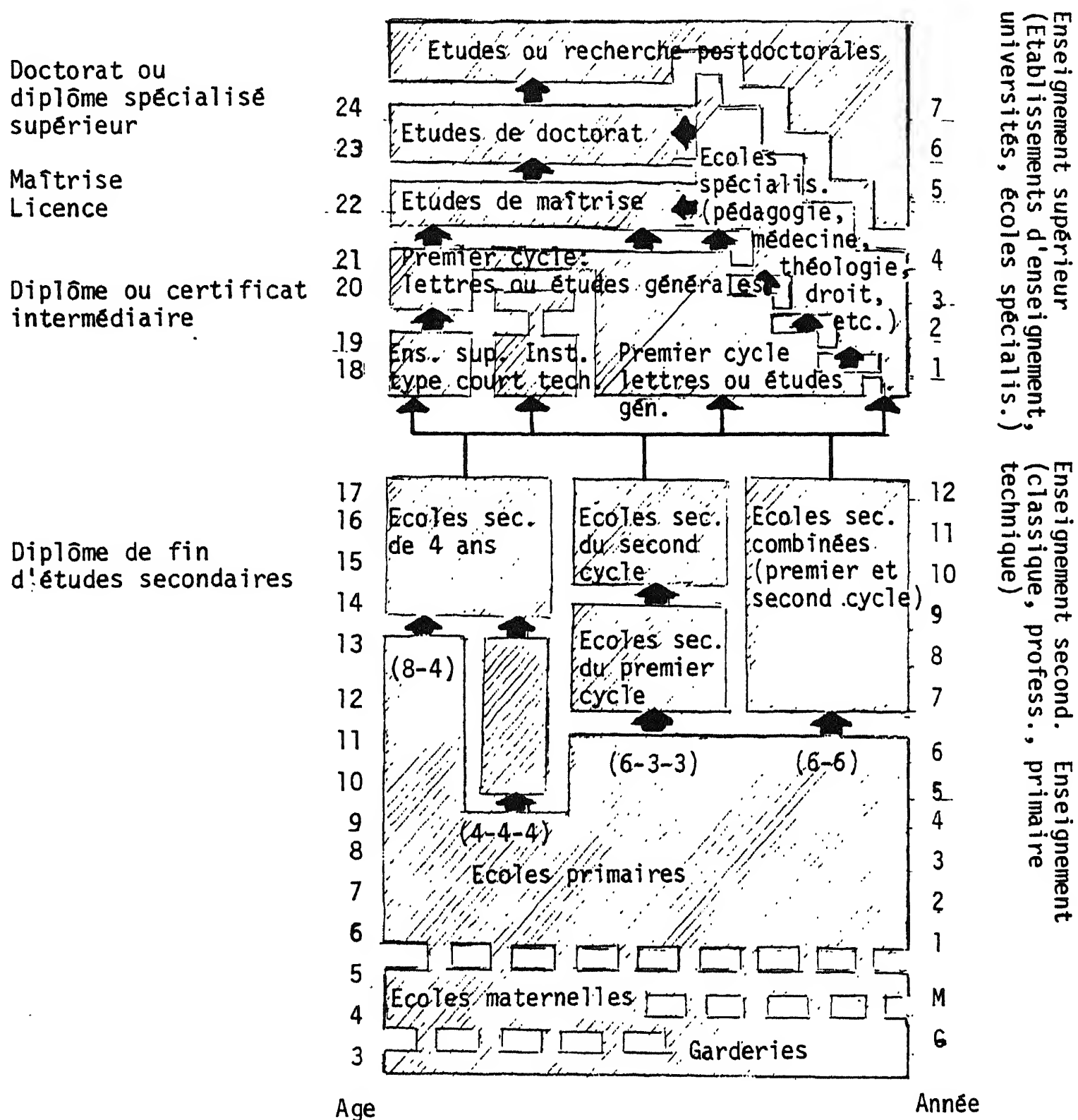
Hawley, W. Effective School Desegregation: Equity, Quality, and Feasibility. Beverly Hills, CA: Sage, 1981.

Nakanishi, D.T. et Hirano-Nakanishi, M., directeurs The Education and Pacific Americans: Historical Perspectives and Prescriptions Future. Phoenix, AZ: Oryx Press, 1983.

Orfield, G. Toward a Strategy for Urban Integration: Lessons in Housing Policy from Twelve Cities: A report to the Ford Foundation. York, NY: Ford Foundation, 1982.

Organisation for Economic Cooperation and Development. Education and Planning: Compensatory Education Programmes in the United States. Paris, France, 1980.

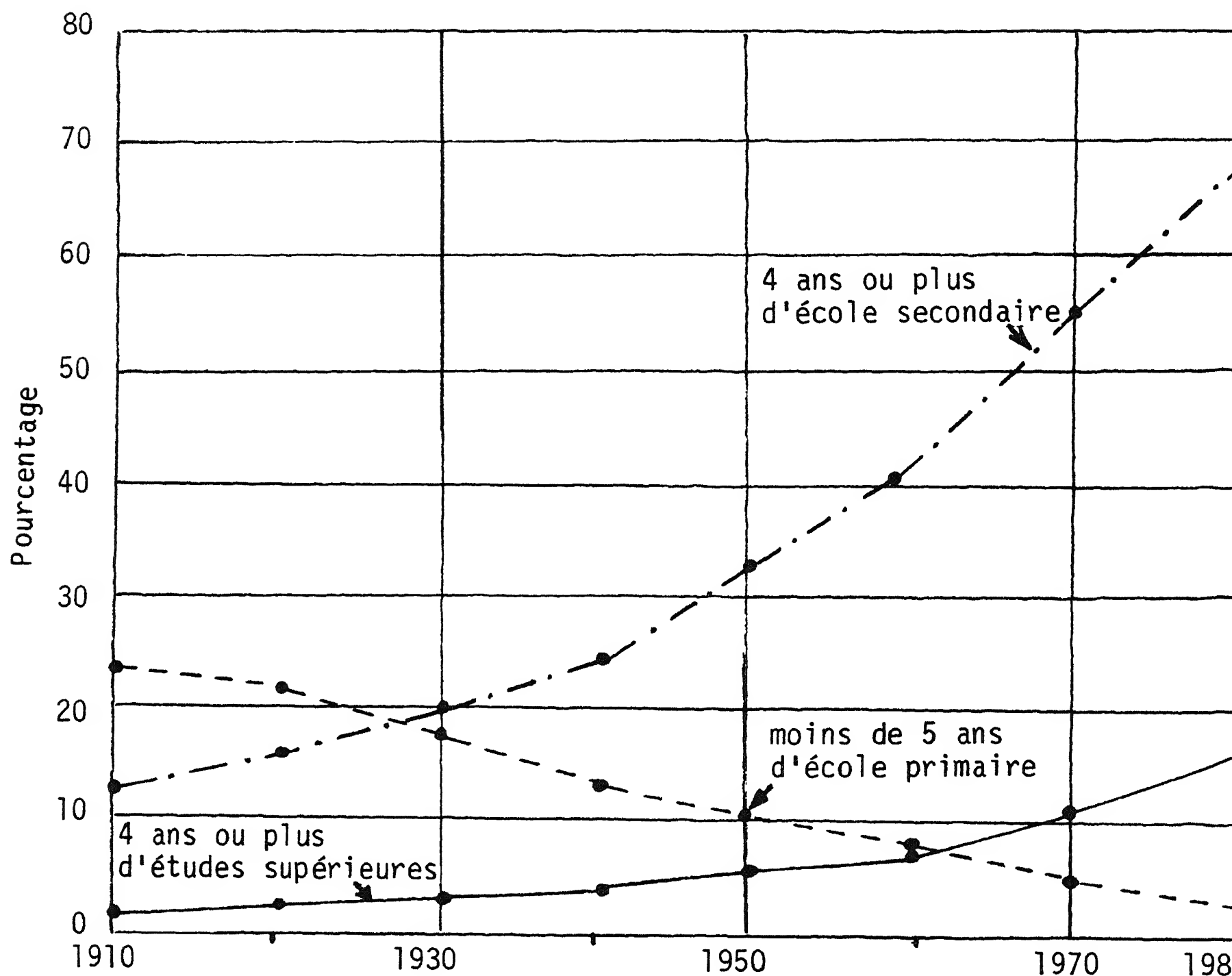
Figure 1. -- Structure de l'enseignement aux Etats-Unis



NOTE: -- Bien qu'ils ne soient pas mentionnés explicitement ci-dessus, les programmes d'éducation pour adultes dispensent une formation au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.



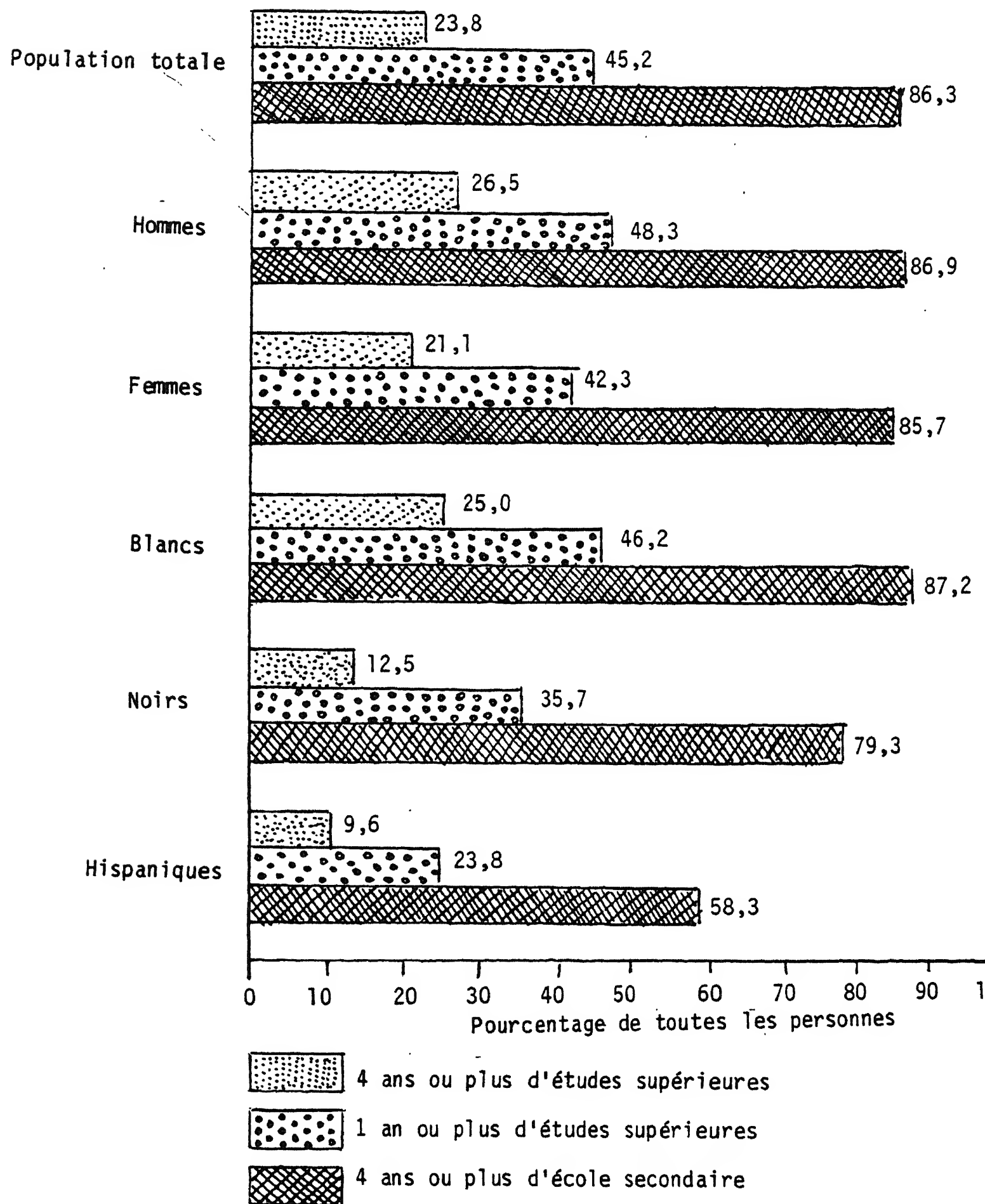
Figure 2. -- Niveau d'instruction des personnes de 25 ans et plus aux Etats-Unis, 1910 à 1982



NOTE: -- Les données antérieures à 1940 sont des estimations basées sur une rétrojection des données de recensement de 1940 sur l'enseignement par tranche d'âge. Les données antérieures à 1950 ne comprennent pas l'Alaska et Hawaii.

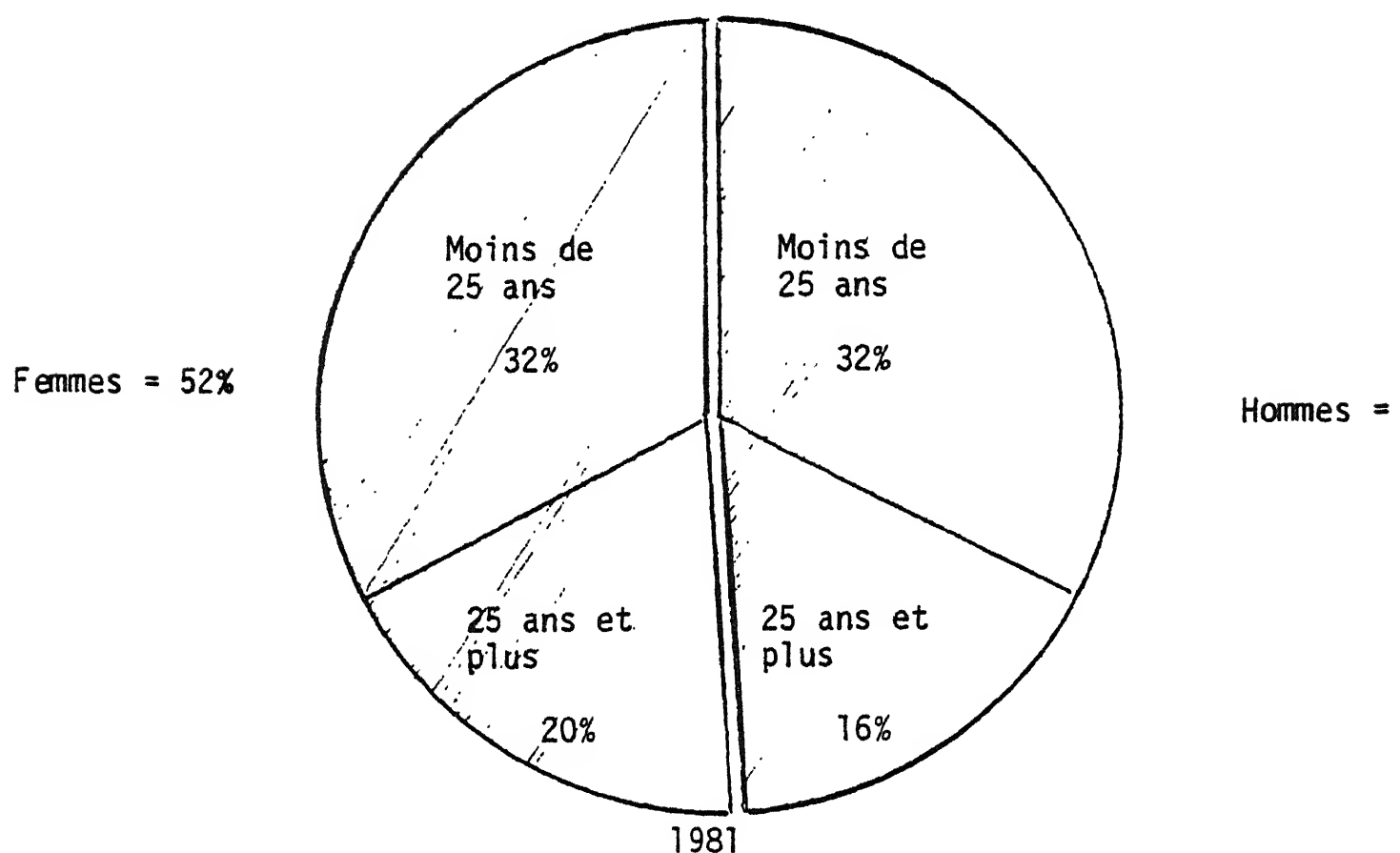
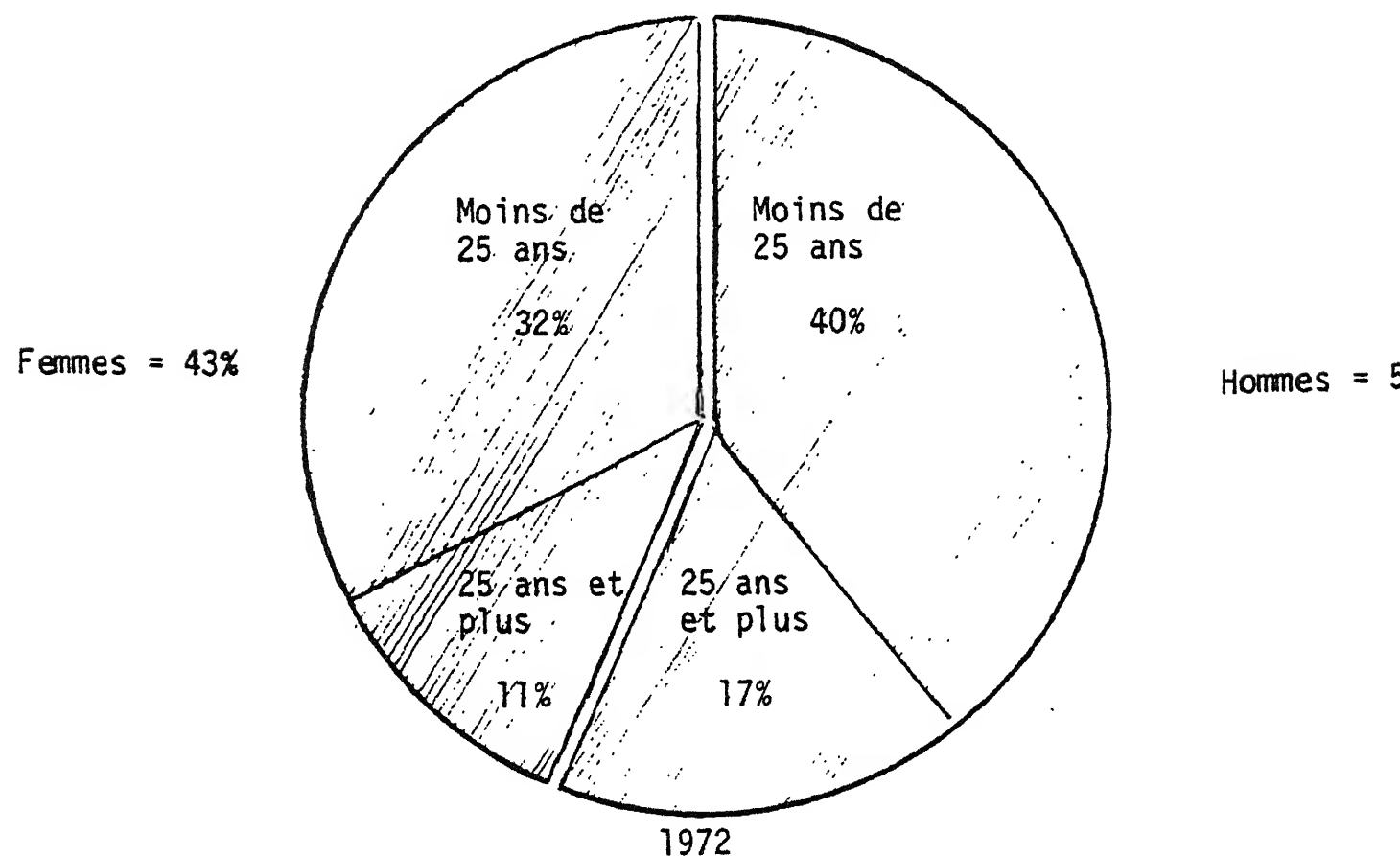
SOURCES: -- Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, 1960 Census of Population (Le recensement de la population 1960), Volume 1, Première partie; Current Reports on Population (Rapports courants sur la population), Série P-19, n°4, P-20, n°374 et Monographie du recensement 1960, Education of the American Population (L'instruction

Figure 3. -- Niveau d'éducation atteint par les personnes  
de 25 à 34 ans par âge, race et origine hispanique  
Etats-Unis, mars 1982



SOURCE: -- Département du commerce des Etats-Unis  
Bureau du recensement  
Enquête courante sur la population

Figure 4. -- Inscriptions dans les institutions d'enseignement supérieur, par sexe et par âge  
Etats-Unis, automne 1972 et 1981



SOURCES: -- Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, Current Population Reports, School Enrollment - Social and Economical Characteristics of Students (Rapports courants sur la population, Inscriptions dans les écoles - Caractéristiques sociales et économiques des élèves), Série P-20, n°260 et 373.

Année civile	Produit national brut (en millions)	Année scolaire	Dépenses pour l'enseignement	
			Total (en milliers)	Pourcentage du produit national brut
1	2	3	4	5
1929.....	\$ 103.400	1929-1930	\$ 3.233.601	3,1
1931.....	76.100	1931-1932	2.966.464	3,9
1933.....	55.800	1933-1934	2.294.896	4,1
1935.....	72.500	1935-1936	2.649.914	3,7
1937.....	90.900	1937-1938	3.014.074	3,3
1939.....	90.900	1939-1940	3.199.593	3,5
1941.....	125.000	1941-1942	3.203.548	2,6
1943.....	192.100	1943-1944	3.522.007	1,8
1945.....	212.400	1945-1946	4.167.597	2,0
1947.....	233.100	1947-1948	6.574.379	2,8
1949.....	258.300	1949-1950	8.795.638	3,4
1951.....	330.800	1951-1952	11.312.446	3,4
1953.....	366.800	1953-1954	13.949.876	3,8
1955.....	400.000	1955-1956	16.811.651	4,2
1957.....	444.000	1957-1958	21.119.565	4,8
1959.....	487.900	1959-1960	24.722.464	5,1
1961.....	524.600	1961-1962	29.366.305	5,6
1963.....	596.700	1963-1964	36.010.210	6,0
1965.....	691.100	1965-1966	45.397.713	6,6
1967.....	799.600	1967-1968	57.213.374	7,2
1969.....	944.000	1969-1970	70.400.980	7,5
1971.....	1.077.600	1971-1972	82.999.062	7,7
1973.....	1.326.400	1973-1974	98.019.434	7,4
1975.....	1.549.200	1975-1976	121.603.841	7,8
1977.....	1.918.300	1977-1978	140.367.563	7,3
1979.....	2.417.800	1979-1980	171.026.637	7,1
1980.....	2.631.700	1980-1981	186.508.437	7,1
1982..... <sup>2</sup>	3.073.000	1982-1983	<sup>3</sup> 215.400.000	7,0

<sup>1</sup> Comprend les dépenses des écoles publiques et privées à tous les niveaux de l'enseignement (primaire, secondaire et supérieur).

<sup>2</sup> Données préliminaires.

<sup>3</sup> Estimation.

NOTE: Certains chiffres du produit national brut ont été corrigés depuis la publication originale.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Digest of Education Statistics 1983-84 (Condensé des statistiques de l'enseignement 1983-1984); P.N.B. tiré de: Département du commerce des Etats-Unis, Bureau d'analyse économique, Survey of Current Business (Enquête sur l'activité économique courante).

Tableau 2. -- Dépenses des pouvoirs publics pour l'enseignement dans son ensemble, Etats-Unis, 1973-1974 à 1981-1982

Exercice	Dépenses totales (en millions)	Dépenses pour l'enseignement	
		Montant (en millions)	Pourcentage du total
1	2	3	4
1973-1974.....	\$ 480.073	\$ 81.653	17,0
1974-1975.....	1 556.339	1 95.011	17,1
1975-1976.....	630.144	110.283	17,0
1976-1977.....	680.329	110.643	16,3
1977-1978.....	745.438	118.750	15,9
1978-1979.....	832.385	129.427	15,5
1979-1980.....	958.657	143.830	15,0
1980-1981.....	1.109.815	158.012	14,2
1981-1982.....	1.231.436	166.057	13,5

<sup>1</sup> Comprend les dépenses fédérales pour le terme de transactions 1er juillet-30 septembre 1976 au moment où l'exercice fédéral a été corrigé aux termes de la L.P. 93-344.

NOTE: Comprend les dépenses des autorités fédérales, étatiques et locales.

SOURCE: Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, rapports sur les finances publiques, 1981-82 (reports on Governmental Finances, 1981-82).

Tableau 3. -- Fonds reçus par les écoles publiques primaires et secondaires en provenance de sources fédérales, étatiques et locales, Etats-Unis, 1919-1920 à 1980-1981

Montant en milliers de dollars					Répartition en %				
Année scolaire	Total	Sources fédérales	Sources étatiques	Sources locales (y compris intermédiaires) <sup>1</sup>	Année scolaire	Total	Sources fédérales	Sources étatiques	Sources locales (y compris intermédiaires) <sup>1</sup>
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
1919-20	\$ 970.120	\$ 2.475	\$ 160.085	\$ 807.561	1919-20	100,0	0,3	16,5	83
1929-30	2.088.557	7.334	353.670	1.727.553	1929-30	100,0	0,4	16,9	82
1939-40	2.260.527	39.810	684.354	1.536.363	1939-40	100,0	1,8	30,3	68
1941-42	2.416.580	34.305	759.993	1.622.281	1941-42	100,0	1,4	31,4	67
1943-44	2.604.322	35.886	859.183	1.709.253	1943-44	100,0	1,4	33,0	65
1945-46	3.059.845	41.378	1.062.057	1.956.409	1945-46	100,0	1,4	34,7	63
1947-48	4.311.534	120.270	1.676.362	2.514.902	1947-48	100,0	2,8	38,9	58
1949-50	5.437.044	155.848	2.165.689	3.115.507	1949-50	100,0	2,9	39,8	57
1951-52	6.423.816	227.711	2.478.596	3.717.507	1951-52	100,0	3,5	38,6	57
1953-54	7.866.852	355.237	2.944.103	4.567.512	1953-54	100,0	4,5	37,4	58
1955-56	9.686.677	441.442	3.828.886	5.416.350	1955-56	100,0	4,6	39,5	55
1957-58	12.181.513	486.484	4.800.368	6.894.661	1957-58	100,0	4,0	39,4	56
1959-60	14.746.618	651.639	5.768.047	8.326.932	1959-60	100,0	4,4	39,1	56
1961-62	17.527.707	760.975	6.789.190	9.977.542	1961-62	100,0	4,3	38,7	56
1963-64	20.544.182	896.956	8.078.014	11.569.213	1963-64	100,0	4,4	39,3	56
1965-66	25.356.858	1.996.954	9.920.219	13.439.686	1965-66	100,0	7,9	39,1	53
1967-68	31.903.064	2.806.469	12.275.536	16.821.063	1967-68	100,0	8,8	38,5	52
1969-70	40.266.923	3.219.557	16.062.776	20.984.589	1969-70	100,0	8,0	39,9	52
1971-72	50.003.645	4.467.969	19.133.256	26.402.420	1971-72	100,0	8,9	38,3	52
1973-74	58.230.892	4.930.351	24.113.409	29.187.132	1973-74	100,0	8,5	41,4	50
1975-76	71.206.073	6.318.345	31.776.101	33.111.627	1975-76	100,0	8,9	44,6	46
1977-78	81.443.160	7.694.194	35.013.266	38.735.700	1977-78	100,0	9,4	43,0	47
1979-80 <sup>2</sup>	96.881.165	9.503.537	45.348.814	42.028.813	1979-80	100,0	9,8	46,8	43
1980-81 <sup>2</sup>	105.904.908	9.888.007	50.207.192	45.809.709	1980-81	100,0	9,3	47,4	43

<sup>1</sup> Comprend un montant relativement restreint de fonds provenant de sources non publiques (dons, frais de scolarité et de transport payés par les élèves). Ces sources représentaient 0,4 pour cent du total des fonds reçus en 1967-1968).

<sup>2</sup> Données préliminaires.

NOTE: Comprend l'Alaska et Hawaii à partir de 1959-1960. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne donne pas un total exact.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of State School Systems: Revenues and Expenditures to Public Elementary and Secondary Education (Statistiques des systèmes scolaires étatiques: rentrées et dépenses des écoles primaires et secondaires publiques); et données non publiées.



Tableau 4. -- Dépenses totales et par élève des écoles primaires et secondaires publiques  
Etats-Unis, 1919-1920 à 1981-1982

Année scolaire	Dépenses pour les écoles publiques (en milliers de dollars)					Dépenses par élève fréquentant réguli- rement l'école	
	Total	Dépenses courantes au titre des exter- nats	Dépenses courantes au titre d'autres programmes <sup>1</sup>	Dépenses d'inves- tissement	Intérêt	Total <sup>2</sup>	Total <sup>3</sup>
1	2	3	4	5	6	7	8
1919-20	\$ 1.036.151	\$ 861.120	\$ 3.277	\$ 153.543	\$ 18.212	\$ 64	\$ 54
1929-30	2.316.790	1.843.552	9.825	370.878	92.536	108	87
1939-40	2.344.049	1.941.799	13.367	257.974	130.909	106	88
1949-50	5.837.643	4.687.274	35.614	1.014.176	100.578	259	209
1959-60	15.613.255	12.329.389	132.566	2.661.786	489.514	472	375
1961-62	18.373.339	14.729.270	194.093	2.862.153	587.823	530	419
1963-64	21.324.993	17.218.446	427.528	2.977.976	701.044	559	460
1965-66	26.248.026	21.053.280	648.304	3.754.862	791.580	654	537
1967-68	32.977.182	26.877.162	866.419	4.255.791	977.810	786	658
1969-70	40.683.428	34.217.773	635.803	4.659.072	1.170.782	955	816
1971-72	48.050.283	41.817.782	4 395.319	4.458.949	1.378.236	1.128	990
1973-74	56.970.355	50.024.638	4 453.207	4.978.976	1.513.534	1.364	1.207
1975-76	70.600.573	62.054.105	4 553.649	6.146.435	1.846.384	2.095	1.858
1977-78	80.844.366	73.058.023	588.782	5.245.161	1.952.400	2.190	1.994
1978-79	86.711.615	78.951.240	357.454	5.448.035	1.954.886	2.210	2.021
1979-80	95.961.561	86.984.142	597.585	6.506.167	1.873.666	2.494	2.275
1980-81	102.484.137	93.219.459	661.559	6.738.526	1.864.593	2.701	2.473
1981-82	107.332.667	96.951.139	1.231.848	6.772.154	2.377.526	2.900	2.670

<sup>1</sup> Comprend les dépenses au titre de l'éducation des adultes, des cours de vacances des établissements d'enseignement supérieur de type court et des services communautaires (lorsque ceux-ci sont présentés séparément).

<sup>2</sup> Comprend les dépenses courantes au titre des externats, les dépenses d'investissement et l'intérêt perçu sur la dette des écoles.

<sup>3</sup> Comprend uniquement les dépenses au titre des externats, ne comprend pas les dépenses courantes au titre des autres programmes.

<sup>4</sup> Ne comprend pas les données sur l'éducation des adultes et les établissements d'enseignement supérieur de type court.

NOTE: Comprend l'Alaska et Hawaii à partir de 1959-1960. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne donne pas un total exact.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of State School Systems (Statistiques des systèmes scolaires étatiques) et Digest of Education Statistics, 1983-84 (Condensé des statistiques de l'enseignement, 1983-1984).

Tableau 5. -- Rentrées courantes des institutions d'enseignement supérieur, par type d'administration et par source

(Montants en milliers de dollars)

Source	Rentrées, par type d'administration					
	Public et libre		Public		Libre	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1	2	3	4	5	6	7
Rentrées totales	\$ 72.190.856	100,0	\$ 47.270.822	100,0	\$ 24.920.034	100,0
Frais d'inscription et de scolarité payés par les étudiants	15.774.038	21,9	6.394.813	13,5	9.379.225	37,6
Autorités fédérales	9.591.805	13,3	5.373.330	11,4	4.218.475	16,9
Autorités étatiques	21.848.791	30,3	21.397.063	45,3	451.728	1,8
Autorités locales	1.937.669	2,7	1.757.008	3,7	180.661	0,7
Dons privés, subventions et contrats	3.563.558	4,9	1.277.049	2,7	2.286.510	9,2
Revenu des dotations	1.596.813	2,2	244.070	0,5	1.352.742	5,4
Ventes et services	15.543.098	21,5	9.620.314	20,4	5.922.784	23,8
Autres sources	2.335.084	3,2	1.207.176	2,6	1.127.908	4,5

<sup>1</sup> Ne comprend généralement que les rentrées liées aux principaux centres de recherche et de développement financés par les autorités fédérales.

NOTE: Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne donne pas un total exact.

SOURCE: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Digest of Education Statistics 1983-84 (Condensé des statistiques de l'enseignement 1983-1984).

Tableau 6. -- Niveau d'instruction des personnes de 25 ans et plus et de 25 à 29 ans, par race, Etats-Unis, 1910 à 1982

Pourcentage par niveau d'instruction					Pourcentage par niveau d'instruction				
Race, âge et date	Moins de 5 ans d'école primaire	4 ans ou plus d'école secondaire	4 ans ou plus d'études supérieures	Niveau moyen d'instruction	Race, âge et date	Moins de 5 ans d'école primaire	4 ans ou plus d'école secondaire	4 ans ou plus d'études supérieures	Niveau moyen d'instruction
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Toutes races									
25 ans et plus					25 à 29 ans				
1910 <sup>1</sup>	23,8	13,5	2,7	8,1	1920 <sup>1</sup>	12,9	22,0	4,5	8,5
1920 <sup>1</sup>	22,0	16,4	3,3	8,2	Avril 1940	3,4	41,2	6,4	10,7
1930 <sup>1</sup>	17,5	19,1	3,9	8,4	Avril 1950	3,2	55,2	8,1	12,2
Avril 1940	13,5	24,1	4,6	8,6	Avril 1960	2,2	63,7	11,8	12,3
Avril 1950	10,8	33,4	6,0	9,3	Mars 1970	0,9	77,8	17,3	12,6
Avril 1960	8,3	41,1	7,7	10,5	Mars 1975	1,0	84,5	22,9	12,8
Mars 1970	5,3	55,2	11,0	12,2	Mars 1980	0,7	87,2	23,9	12,9
Mars 1975	4,2	62,6	13,9	12,3	Mars 1981	0,7	87,6	22,4	12,9
Mars 1980	3,3	68,7	17,0	12,5	Mars 1982	0,8	86,9	22,7	12,9
Mars 1981	3,3	69,7	17,1	12,5	Noirs et autres races <sup>2</sup>				
Mars 1982	3,0	71,0	17,7	12,6					
25 à 29 ans					25 ans et plus				
Avril 1940	5,9	37,8	5,8	10,4	Avril 1940	41,8	7,7	1,3	5,7
Avril 1950	4,6	51,7	7,7	12,1	Avril 1950	31,4	13,4	2,2	6,9
Avril 1960	2,8	60,7	11,1	12,3	Avril 1960	23,5	21,7	3,5	8,2
Mars 1970	1,1	75,4	16,4	12,6	Mars 1970	14,7	36,1	6,1	10,1
Mars 1975	1,0	83,2	22,0	12,8	Mars 1975	11,8	46,4	9,1	11,4
Mars 1980	0,7	85,8	22,6	12,9	Mars 1980	9,1	54,0	10,7	12,1
Mars 1981	0,7	86,3	21,3	12,8	Mars 1981	8,1	56,2	11,7	12,2
Mars 1982	0,8	86,2	21,7	12,8	Mars 1982	7,4	58,1	12,4	12,3
Blancs <sup>2</sup>					25 à 29 ans				
25 ans et plus					1920 <sup>1</sup>				
Avril 1940	10,9	26,1	4,9	8,7	Avril 1940	44,6	6,3	1,2	5,4
Avril 1950	8,7	35,5	6,4	9,7	Avril 1950	26,7	12,1	1,6	7,1
Avril 1960	6,7	43,2	8,1	10,8	Avril 1960	15,4	23,4	2,8	8,7
Mars 1970	4,2	57,4	11,6	12,2	Mars 1970	7,2	38,6	5,4	10,8
Mars 1975	3,3	64,6	14,5	12,4	Mars 1975	2,2	58,4	10,0	12,2
Mars 1980	2,6	70,7	17,9	12,5	Mars 1980	0,7	73,8	15,2	12,6
Mars 1981	2,6	71,6	17,8	12,6	Mars 1981	1,1	77,1	14,6	12,7
Mars 1982	2,4	72,8	18,5	12,6	Mars 1982	0,7	78,7	14,9	12,7
					Mars 1982	0,7	82,2	15,8	12,8

<sup>1</sup> Estimations basées sur la rétrojection des données de recensement de 1940 sur l'éducation par tranche d'âge.

<sup>2</sup> Les personnes originaires des pays hispaniques sont incorporées, selon leur race, dans la catégorie "Blancs" ou la catégorie "Noirs et autres races".

NOTE: Les données antérieures à 1950 ne comprennent pas l'Alaska et Hawaii. Les données de 1975 et des années subséquentes portent sur les personnes non inscrites dans les institutions.

SOURCES: Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, 1960 Census of Population (Recensement de la population de 1960), Volume 1, Première partie, Current Population Reports (Rapports courants sur la population), Série P-20, Série P-19, n°4, et Monographie du recensement de 1960, Education of the American Population (L'instruction de la population américaine) par John K. Folger et Charles B. Nam, et données non publiées.

Tableau 7. -- Diplômes non honorifiques délivrés par les institutions d'enseignement supérieur, par niveau d'études, Etats-Unis, 1869-1870 à 1981-1982

Année	Diplômes non honorifiques délivrés				
	Tous diplômes	Licence <sup>1</sup>	Diplôme spécialisé de base <sup>1</sup>	Maîtrise <sup>2</sup>	Doctorat
1	2	3	4	5	6
1869-70....	9.372	9.371	---	0	1
1879-80....	13.829	12.896	---	879	54
1889-90....	16.703	15.539	---	1.015	149
1899-1900..	29.375	27.410	---	1.583	382
1909-10....	39.755	37.199	---	2.113	443
1919-20....	53.516	48.622	---	4.279	615
1929-30....	139.752	122.484	---	14.969	2.299
1939-40....	216.521	186.500	---	26.731	3.290
1941-42....	213.491	185.346	---	24.648	3.497
1943-44....	141.582	125.863	---	13.414	2.305
1945-46....	157.349	136.174	---	19.209	1.966
1947-48....	317.607	271.019	---	42.400	4.188
1949-50....	496.661	432.058	---	58.183	6.420
1951-52....	401.203	329.986	---	63.534	7.683
1953-54....	356.608	290.825	---	56.788	8.995
1955-56....	376.973	308.812	---	59.258	8.903
1957-58....	436.979	362.554	---	65.487	8.938
1959-60....	476.704	392.440	---	74.435	9.829
1961-62....	514.323	417.846	---	84.855	11.622
1963-64....	614.194	498.654	---	101.050	14.490
1965-66....	709.832	519.804	31.236	140.555	18.237
1967-68....	866.548	632.289	34.421	176.749	23.089
1969-70....	1.065.391	792.316	34.918	208.291	29.866
1970-71....	1.140.292	839.730	37.946	230.509	32.107
1971-72....	1.215.680	887.273	43.411	251.633	33.363
1972-73....	1.270.528	922.362	50.018	263.371	34.777
1973-74....	1.310.441	945.776	53.816	277.033	33.816
1974-75....	1.305.382	922.933	55.916	292.450	34.083
1975-76....	1.334.230	925.746	62.649	311.771	34.064
1976-77....	1.334.304	919.549	64.359	317.164	33.232
1977-78....	1.331.536	921.204	66.581	311.620	32.131
1978-79....	1.324.047	921.390	68.848	301.079	32.730
1979-80....	1.330.244	929.417	70.131	298.081	32.615
1980-81....	1.335.793	935.140	71.956	295.739	32.958
1981-82....	1.353.283	952.998	72.032	295.546	32.707

<sup>1</sup> De 1869-1870 à 1963-1964, les diplômes spécialisés de base étaient compris dans les licences.

<sup>2</sup> Avant 1965-1966, les maîtrises dans des spécialités telles que la bibliothéconomie et l'assistance sociale étaient comptées comme des diplômes spécialisés de base et figurent dans la colonne 3.

NOTE: Comprend l'Alaska et Hawaii à partir de 1959-1960.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Biennial Survey of Education in the United States: Earned Degrees Conferred (Enquête bisannuelle sur l'éducation aux Etats-Unis: Diplômes non honorifiques délivrés), et données non publiées.

Tableau 8. -- Nombre d'enseignants dans les écoles primaires et secondaires ordinaires, par niveau d'études et par type d'administration, 1939-1940 à l'automne 1982<sup>1</sup>

(en milliers)

Niveau d'études et type d'admini- stration	1939-40	1949-50	1959-60	1969-70	automne 1980	automne 1981	automne 1982
1	2	3	4	5	6	7	8
Primaire <sup>2</sup> .....	640	666	953	1.271	1.365	1.349	1.362
Public.....	575	590	834	1.126	1.777	1.155	1.165
Libre.....	65	76	120	145	188	194	197
Secondaire....	330	366	577	971	1.074	1.054	1.039
Public.....	300	324	521	897	985	962	945
Libre.....	30	42	56	74	89	92	94

<sup>1</sup> Les données sur les écoles primaires et secondaires libres ne sont pas aussi complètes que celles sur les écoles publiques. De ce fait, les estimations relatives aux écoles privées ne sont pas aussi fiables que celles pour les écoles publiques. Les estimations sont établies sur la base des modifications des effectifs et de l'évolution à long terme du rapport élèves-enseignants.

<sup>2</sup> Ne comprend pas les classes préparatoires des établissements d'enseignement supérieur, les internats pour les enfants surdoués et les écoles fédérales.

<sup>3</sup> Estimations.

NOTE: Comprend l'Alaska et Hawaii à partir de 1959-1960. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne donne pas un total exact.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of Public Elementary and Secondary Day Schools (Statistiques des externats primaires et secondaires publics), Statistics of Nonpublic Elementary and Secondary Schools (Statistiques des écoles primaires et secondaires non publiques), Projections of Education Statistics to 1992-93 (Projections des statistiques de l'éducation jusqu'en 1992-1993).

Tableau 9. -- Rapport élèves-enseignant dans les externats primaires et secondaires publics, Etats-Unis, automne 1954 à l'automne 1981

Automne	Rapport élèves-enseignant	Automne	Rapport élèves-enseignant
1	2	3	4
1955.....	26,9	1970.....	22,3
1956.....	26,5	1971.....	22,3
1957.....	26,2	1972.....	21,8
1958.....	26,1	1973.....	21,3
1959.....	26,0	1974.....	20,8
1960.....	25,8	1975.....	20,4
1961.....	25,6	1976.....	20,3
1962.....	25,7	1977.....	19,7
1963.....	25,5	1978.....	19,4
1964.....	25,1	1979.....	19,0
1965.....	24,7	1980.....	18,8
1966.....	24,1	1981.....	18,9
1967.....	23,7		
1968.....	23,2		
1969.....	22,7		

SOURCE: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of Public Elementary and Secondary Day Schools, Fall 1980 (Statistiques des externats primaires et secondaires publics, automne 1981) et estimations du Centre national des statistiques de l'éducation.



Tableau 10. -- Nombre des institutions d'enseignement supérieur, par type d'administration et niveau d'études, États-Unis, 1975-1976 à 1982-1983

Type d'administration et niveau d'études <sup>1</sup>	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
Nombre d'institutions et de sections								
Total de toutes les institutions	3.026	3.046	3.095	3.134	3.152	3.231	3.253	3.280
Niveau du doctorat	167	167	167	168	168	167	167	167
Etudes générales	411	411	411	410	410	408	408	408
Licence générale	744	744	746	738	738	732	730	727
Spécialisées	573	580	598	606	616	595	592	583
Type court <sup>2</sup> (2 ans)	1.129	1.141	1.170	1.209	1.218	1.224	1.214	1.206
Nouvelles <sup>2</sup>	2	3	3	3	2	105	142	189
Publiques	1.442	1.455	1.473	1.474	1.475	1.497	1.498	1.493
Niveau du doctorat	106	106	106	106	106	106	106	106
Etudes générales	255	255	255	255	255	255	255	254
Licence générale	120	122	122	123	123	123	123	123
Spécialisées	65	66	68	66	66	66	66	66
Type court <sup>2</sup> (2 ans)	896	906	922	924	925	938	933	925
Nouvelles <sup>2</sup>	0	0	0	0	0	9	15	19
Privées	1.584	1.591	1.622	1.660	1.677	1.734	1.755	1.787
Niveau du doctorat	61	61	61	62	62	61	61	61
Etudes générales	156	156	156	155	155	153	153	154
Licence générale	624	622	624	615	615	609	607	604
Spécialisées	508	514	530	540	550	529	526	517
Type court <sup>2</sup> (2 ans)	233	235	248	285	293	286	281	281
Nouvelles <sup>2</sup>	2	3	3	3	2	96	127	170

<sup>1</sup> Ce tableau reflète la nouvelle classification adoptée pour l'enseignement supérieur de type long (4 ans) qui est basée sur le nombre total de diplômes délivrés et les spécialités dans lesquelles ces diplômes ont été décernés. Les institutions de doctorat sont surtout axées sur les programmes de niveau du doctorat. Les établissements d'études générales s'adressent principalement aux licenciés, mais ne poussent pas très loin les programmes de doctorat. Les institutions de licence générale se concentrent essentiellement sur les études de premier cycle. La catégorie spécialisée comprend les établissements de formation professionnelle et d'enseignement spécialisé.

<sup>2</sup> Institutions dont le niveau n'a pas encore été déterminé.

SOURCE: Département de l'éducation des États-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, *Education Directory - Colleges and Universities 1981-82* (Guide de l'enseignement - Établissements d'enseignement supérieur et universités 1981-1982) et *1982-83 Supplement to the Education Directory - Colleges and Universities* (Supplément au guide de l'enseignement - Établissements d'enseignement supérieur et universités).

Tableau 11.1 - Estimation des effectifs dans les institutions d'enseignement,  
par niveau d'études et type d'administration, Etats-Unis,  
automne 1981 et automne 1982<sup>1</sup>

Niveau d'études et type d'administration	Automne 1981	Automne 1982
1	2	3
Total des effectifs dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.....	57.745.045	57.244.256
Public.....	50.010.405	49.554.563
Libre.....	7.734.640	7.689.693
Maternelle - 12ème année (écoles ordinaires et autres) <sup>2</sup> .....	45.373.373	44.818.476
Ecoles publiques ordinaires.....	40.148.373	39.643.476
Ecoles libres ordinaires.....	4.950.000	4.900.000
Autres écoles publiques.....	215.000	215.000
Autres écoles libres.....	60.000	60.000
Maternelle - 8ème année (écoles ordinaires et autres) <sup>2</sup> .....	31.069.119	30.922.803
Ecoles publiques ordinaires.....	27.269.119	27.142.803
Ecoles libres ordinaires.....	3.620.000	3.600.000
Autres écoles publiques.....	155.000	155.000
Autres écoles libres.....	25.000	25.000
9ème année - 12ème année (écoles ordinaires et autres) <sup>2</sup> .....	14.304.254	13.895.673
Ecoles publiques ordinaires.....	12.879.254	12.500.673
Ecoles libres ordinaires.....	1.330.000	1.300.000
Autres écoles publiques.....	60.000	60.000
Autres écoles libres.....	35.000	35.000
Enseignement supérieur (Total des effectifs dans les établissements d'enseignement supérieur, les universités, les écoles professionnelles, les institutions de pédagogie et établissements d'enseignement supérieur de type court).....	12.371.672	12.425.780
Public.....	9.647.032	9.696.087
Libre.....	2.724.640	2.729.693

<sup>1</sup> Les chiffres de 1981 ayant trait aux écoles primaires et secondaires libres et "autres" et toutes les données de 1982 relatives à l'enseignement primaire et secondaire sont des estimations. Les estimations sont établies sur la base des changements intervenus dans la population d'âge scolaire et des évolutions à long terme des effectifs des écoles.

<sup>2</sup> Les écoles ordinaires comprennent les écoles qui font partie des systèmes scolaires étatiques et locaux ainsi que la plupart des écoles primaires et secondaires libres à but non lucratif, tant religieuses que laïques. Les "autres" écoles englobent les classes préparatoires des établissements d'enseignement supérieur, les internats pour les enfants surdoués, les écoles fédérales pour les Indiens, les écoles fédérales des bases militaires et d'autres installations fédérales.

NOTE: Les effectifs d'automne sont généralement plus restreints que les effectifs de l'année scolaire, parce que ce dernier chiffre est un chiffre cumulatif qui inclut les élèves qui s'inscrivent à n'importe quel moment de l'année.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of Public Elementary and Secondary School Systems, Fall 1981 (Statistiques des systèmes scolaires primaires et secondaires publics) [à paraître], Fall Enrollment in Colleges and Universities (Effectifs d'automne dans les établissements d'enseignement supérieur et les universités) [éditions de 1981 et de 1982 à paraître] et estimations du Centre national des statistiques de l'éducation.

Tableau 12. -- Effectifs de la 9<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> année dans les écoles publiques et libres par rapport à la population âgée de 14 à 17 ans, Etats-Unis, 1889-1890 à l'automne 1981

Année scolaire	Effectifs, 9 <sup>ème</sup> à 12 <sup>ème</sup> année <sup>1</sup>			Population âgée de 14 à 17 ans	Nombre total d'inscrits pour 100 personnes âgées de 14 à 17 ans
	Toutes les écoles	Ecoles publiques	Ecoles libres		
1	2	3	4	5	6
1889-90.....	359.949	<sup>3</sup> 202.963	<sup>3</sup> 94.931	5.354.653	6,7
1899-1900.....	699.403	<sup>3</sup> 519.251	<sup>3</sup> 110.797	6.152.231	11,4
1909-10.....	1.115.398	<sup>3</sup> 915.061	<sup>3</sup> 117.400	7.220.298	15,4
1919-20.....	2.500.176	<sup>3</sup> 2.200.389	<sup>3,4</sup> 213.920	7.735.841	32,3
1929-30.....	4.804.255	<sup>3</sup> 4.399.422	<sup>3,4</sup> 341.158	9.341.221	51,4
1939-40.....	7.123.009	6.635.337	487.672	9.720.419	73,3
1941-42.....	6.933.265	6.420.544	512.721	9.749.000	71,1
1943-44.....	6.030.617	5.584.656	445.961	9.449.000	63,8
1945-46.....	6.237.133	5.664.528	572.605	9.056.000	68,9
1947-48.....	6.305.168	5.675.937	629.231	8.841.000	71,3
1049-50.....	6.453.009	5.757.810	695.199	8.404.768	76,8
1951-52.....	6.596.351	5.917.384	678.967	8.516.000	77,5
1953-54.....	7.108.973	6.330.565	778.408	8.861.000	80,2
1955-56.....	7.774.975	6.917.790	857.185	9.207.000	84,4
1957-58.....	8.869.186	7.905.469	963.717	10.139.000	87,5
1959-60.....	9.599.810	8.531.454	1.068.356	11.154.879	86,1
1961-62.....	10.768.972	9.616.755	1.152.217	12.046.000	89,4
Automne 1963..	12.255.496	10.935.536	1.319.960	13.492.000	90,8
Automne 1965..	13.020.823	11.657.808	<sup>5</sup> 1.363.015	14.145.000	92,1
Automne 1969..	14.418.301	13.084.301	<sup>5</sup> 1.334.000	15.550.000	92,7
Automne 1971..	15.226.000	13.886.000	<sup>5</sup> 1.340.000	16.326.000	93,3
Automne 1973..	15.477.000	14.142.000	<sup>5</sup> 1.335.000	16.864.000	91,8
Automne 1975..	15.704.000	14.369.000	<sup>5</sup> 1.335.000	17.125.000	91,7
Automne 1977..	15.682.000	14.305.000	<sup>5</sup> 1.377.000	17.042.000	92,0
Automne 1979..	15.191.000	13.756.000	<sup>5</sup> 1.435.000	16.610.000	91,5
Automne 1981..	14.374.000	<sup>6</sup> 12.939.000	<sup>5</sup> 1.435.000	15.565.000	92,3

<sup>1</sup> Comprend, sauf indication contraire, les effectifs des classes préparatoires des établissements d'enseignement supérieur et des internats pour enfants surdoués. Comprend aussi les écoles fédérales à partir de 1949-1950.

<sup>2</sup> Comprend toutes les personnes résidant aux Etats-Unis, mais non les forces armées outre-mer. Les données des recensements décennaux ont été employées lorsque c'était écessaire. Les autres chiffres sont des estimations du Bureau du recensement établies au 1er juillet précédant le début de l'année scolaire.

<sup>3</sup> Ne comprend pas les effectifs des classes préparatoires des établissements d'enseignement supérieur et des internats pour enfants surdoués.

<sup>4</sup> Données de 1927-28.

<sup>5</sup> Estimation.

<sup>6</sup> Données préliminaires.

NOTE: Comprend l'Alaska et Hawaii à partir de 1959-1960. Certaines des estimations de la population âgée de 14 à 17 ans ont été corrigées depuis la publication originale.

SOURCES: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Statistics of State School Systems (Statistiques des systèmes scolaires étatiques), Statistics of Public Elementary and Secondary School Systems (Statistiques des systèmes scolaires primaires et secondaires publics), Statistics of

Tableau 13. -- Effectifs des enfants âgés de 3, 4 et 5 ans dans les programmes  
préprimaires, par âge et par type de programme  
Etats-Unis, octobre 1979 et octobre 1982

Situation des effectifs et type de programme	Octobre 1979				Octobre 1982			
	Total	3 ans	4 ans	5 ans	Total	3 ans	4 ans	5 ans
	3 - 5 ans				3 - 5 ans			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Situation des effectifs								
Population totale..	9.119	3.025	3.070	3.024	9.873	3.387	3.271	3.125
Pourcentage.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Inscrits.....	51,1	24,6	45,4	83,5	51,7	27,4	45,7	83,4
Non inscrits dans ces programmes.....	48,9	75,4	54,6	16,5	48,3	72,6	54,3	16,6
Type de programme								
Total des inscrits...	4.664	746	1.393	2.525	5.105	928	1.496	2.681
Garderies.....	1.862	725	1.023	114	2.151	890	1.158	104
Publiques.....	633	216	359	58	729	312	377	40
Privées.....	1.228	509	664	56	1.423	578	781	64
Maternelles.....	2.802	20	370	2.411	2.954	38	338	2.578
Publiques.....	2.381	16	247	2.119	2.459	27	225	2.207
Privées.....	421	5	123	293	494	10	113	370

NOTE: Les données ne comprennent pas les enfants âgés de 5 ans qui sont inscrits dans l'enseignement primaire et les enfants de 6 ans inscrits dans les programmes préprimaires. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que leur somme ne donne pas un total exact.

SOURCE: Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, données non publiées tirées des enquêtes courantes sur la population.

Tableau 14. -- Effectifs totaux dans les institutions d'enseignement supérieur par rapport à la population âgée de 18 à 24 ans, Etats-Unis, automne 1963 à l'automne 1982

Année	Population âgée de 18 à 24 ans <sup>1</sup>	Effectifs	Nombre d'inscrits pour 100 personnes âgées de 18 à 24 ans
1963.....	18.268.000	4.765.867	26,1
1964.....	18.783.000	5.280.020	28,1
1965.....	20.293.000	5.920.864	29,2
1966.....	21.376.000	6.389.872	29,9
1967.....	22.327.000	6.911.748	31,0
1968.....	22.883.000	7.513.091	32,8
1969.....	23.723.000	8.004.660	33,7
1970.....	24.687.000	8.580.887	34,8
1971.....	25.779.000	8.948.644	34,7
1972.....	25.913.000	9.214.860	35,6
1973.....	26.397.000	9.602.123	36,4
1974.....	26.916.000	10.223.729	38,0
1975.....	27.605.000	11.184.859	40,5
1976.....	28.163.000	11.012.137	39,1
1977.....	28.605.000	11.285.787	39,5
1978.....	28.971.000	11.260.092	38,9
1979.....	29.285.000	11.569.899	39,5
1980.....	30.348.000	12.096.895	39,9
1981.....	30.447.000	12.371.672	40,6
1982.....	30.367.000	12.425.780	40,9

<sup>1</sup> Estimations du Bureau du recensement au 1er juillet précédant le début de l'année universitaire, y compris les forces armées outre-mer.

NOTE: Si la période de 18 à 24 ans est souvent considérée comme l'âge habituel où l'on fréquente un établissement d'enseignement supérieur, un nombre croissant d'étudiants n'appartenaient pas à ce groupe d'âge au cours des dernières années. D'après une enquête par sondage réalisée par le Bureau du recensement en octobre 1982, 2,0 pour cent des étudiants avaient moins de 18 ans, 45,5 pour cent avaient de 18 à 21 ans, 16,7 pour cent avaient de 22 à 24 ans et 35,8 pour cent avaient 25 ans ou plus.

SOURCES: (1) Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, Effectifs d'automne dans l'enseignement supérieur. (2) Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement, Rapports courants sur la population, Série P-25, n°519, 704, 721, 870 et 929.

Tableau 15. -- Pourcentage des élèves du second cycle de l'enseignement secondaire qui fréquentaient un établissement d'enseignement supérieur deux ans plus tard, par caractéristiques sélectionnées, Etats-Unis, février 1982.

Caractéristiques	Total <sup>a</sup>	Enseignement supérieur de type long (2 ans)	Enseignement supérieur de type court (4 ans)	Etablissement professionnel techniques
Ensemble.....	63	35 <sup>b</sup>	25 <sup>c</sup>	8 <sup>d</sup>
Sexe:				
masculin.....	59	34	23	6
féminin.....	66	36	26	9
Groupe racial/ethnique:				
Hispaniques.....	52	20	28	9
Noirs.....	60	33	20	11
Blancs.....	64	37	25	7
Américains d'origine asiatique.....	86	51	37	4
Amérindiens.....	53	20	22	14
Résultats des tests des connaissances:				
Bons.....	88	69	21	4
Moyens.....	65	33	30	8
Faibles.....	40	11	20	11

<sup>a</sup> Il se peut que la somme des détails soit supérieure au total, car certains enquêtés fréquentaient plusieurs établissements à la fois.

<sup>b</sup> Sur ceux-ci, 31 pour cent sont entrés immédiatement, c'est-à-dire en octobre 1980.

<sup>c</sup> Sur ceux-ci, 18 pour cent sont entrés immédiatement.

<sup>d</sup> Sur ceux-ci, 5 pour cent sont entrés immédiatement.

SOURCE: Département de l'éducation des Etats-Unis, Centre national des statistiques de l'éducation, L'école secondaire et après, enquête sur les élèves du second cycle de l'enseignement secondaire de 1980, données non publiées.



Tableau 16. -- Nombre d'étudiants étrangers non résidents inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur, par année et par type d'institution, Etats-Unis, 1976 à 1982.

Année	Total	Universités et établissements de type long (4 ans)	Etablissements de type court (2 ans)
1976	218.000	176.000	42.000
1978	252.000	200.000	52.000
1980	305.000	241.000	64.000
1982	332.000	271.000	61.000

SOURCE: Département de l'éducation des Etats-Unis, Office des droits civiques, données non publiées.

Tableau 17. -- Population des Etats-Unis née à l'étranger, par âge, 1970 et 1980

Age	1970	1980	Différence en pour cent 1970-1980	Pourcentage de la population totale	
				1970	1980
Total.....	9.619.302	14.079.906	+46,4	4,7	6,2
moins de 5 ans.	102.926	220.847	+114,6	0,6	1,4
5 à 9 ans.....	220.477	436.890	+98,2	1,1	2,6
10 à 14 ans....	283.438	587.394	+107,2	1,4	3,2
15 à 19 ans....	348.506	872.935	+105,5	1,8	4,1
20 à 24 ans....	502.529	1.198.394	+138,5	3,1	5,6
25 ans et plus.	8.161.426	10.763.446	+31,9	7,4	8,1
65 ans et plus.	3.075.157	2.980.354	-3,1	15,3	11,7

SOURCE: Département du commerce des Etats-Unis, Bureau du recensement.

## SYNTHESE DES CHAPITRES

### PREMIERE PARTIE - ORGANISATION ET STRUCTURE DU SYSTEME EDUCATIONNEL

#### 1. Principes, objectifs et priorités

##### Principes

##### Objectifs et priorités de l'enseignement

Une éducation de qualité, impératif national

L'influence des événements politiques, économiques, technologiques et sociaux sur les priorités de l'enseignement

#### 2. Le système d'administration

Le rôle des autorités étatiques dans l'enseignement primaire et secondaire

Le rôle des autorités locales dans l'enseignement primaire et secondaire

L'administration de l'enseignement postsecondaire

Le rôle des autorités fédérales

#### 3. Organisation et structure

##### Structure

Enseignement primaire

Enseignement secondaire

Enseignement primaire et secondaire libre

Enseignement professionnel

Programmes

Impact

Enseignement supérieur

Types d'établissements

Diplômes

Elaboration des programmes des cours

Programmes des cours des écoles primaires et secondaires

Programmes des cours de l'enseignement postsecondaire

Formation des enseignants

Formation préalable

Formation en cours d'emploi

#### 4. Financement

Enseignement primaire et secondaire

Enseignement supérieur

## DEUXIEME PARTIE - L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT

### 1. Nouvelle législation en matière d'enseignement

Aperçu historique

La législation

La Loi de 1981 sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement

Amendements en matière d'aide financière aux étudiants, 1981-82

La Loi de finances de 1984

Les amendements à La Loi sur la consolidation et l'amélioration de l'enseignement

Les amendements à la Loi sur l'éducation des handicapés

Les amendements à la Loi sur le reclassement professionnel des handicapés

Autres lois votées par le 98ème Congrès en matière d'éducation

Un regard vers l'avenir

### 2. Politiques et débats: nouvelles orientations

Les nombreuses études sur l'enseignement aux Etats-Unis

Importance des mathématiques et des sciences dans les écoles primaires et secondaires

Relèvement des normes et des conditions requises pour l'obtention du diplôme

Amélioration de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires

Développement de l'orientation et de l'appui aux écoles primaires et secondaires

Appui à l'enseignement libre

### 3. Tendances actuelles

Quelques données statistiques

Niveau d'éducation atteint

Structure de l'enseignement

Effectifs

Etudiants étrangers

Minorités linguistiques

Réponses à la demande d'un enseignement de qualité

Initiatives fédérales

Augmentation des salaires

Subventions globales

Enseignement des langues étrangères

Discipline

Coopération entre les éducateurs à tous les niveaux

Manuels du primaire et du secondaire

- Réponses des Etats et des circonscriptions scolaires locales
  - Contrôle accru des fonds et des programmes
  - Appui financier supplémentaire
  - Renforcement des conditions requises pour l'obtention d'un diplôme et modification des programmes de cours
  - Mesures visant à améliorer la pédagogie
- Position des éducateurs
  - Associations d'éducateurs
  - Etablissements de formation des enseignants
- Réponse de la collectivité
  - Enseignement général
  - Enseignement professionnel
- La technologie et les sciences dans l'enseignement
  - La technologie dans l'enseignement
    - Enseignement primaire et secondaire
    - Groupes spéciaux
    - Enseignement postsecondaire
  - Les sciences dans les écoles
- L'enseignement à l'intention des groupes spéciaux
  - Les défavorisés
  - Migrants
  - Personnes ayant une connaissance limitée de la langue anglaise
  - Analphabétisme fonctionnel chez les adultes
  - Les handicapés
    - Nombre d'enfants handicapés bénéficiaires de services
    - Enfants jusqu'à l'âge de 5 ans
    - Elèves en âge de fréquenter l'école secondaire
  - Les surdoués

#### 4. Recherche pédagogique

- L'institut national de l'éducation
  - Lecture
  - Ecriture
  - Apprentissage des langues
  - Alphabétisation des jeunes et des adultes
  - Connaissances de base
  - Etudes des mathématiques
  - Instruction
  - Développement du personnel
  - Enseignement des sciences et des mathématiques
  - Tests
  - Evaluation des programmes
  - Evaluation des progrès de l'éducation
  - Recherche sur la diffusion
  - Assistance technique fondée sur les connaissances
  - Le Centre d'information sur les ressources éducationnelles

Etudes postsecondaires  
Etudes sur l'application des directives par les enseignants  
Etudes sur la déségrégation  
Etudes sur la législation et le rôle des autorités  
dans l'enseignement  
Etude sur l'enseignement professionnel  
Financement de l'éducation  
Technologie éducationnelle  
Le Fonds pour l'amélioration de l'enseignement postsecondaire

### TROISIEME PARTIE - QUELQUES REFERENCES

1. Quelques études récentes sur l'enseignement aux Etats-Unis
2. Analyses d'études récentes sur l'enseignement aux Etats-Unis
3. Autres études, par type d'enseignement

